# REPUBLIQUE DU NIGER REGION DE MARADI DEPARTEMENT DE BERMO COMMUNE URBAINE DE BERMO



PLAN DE DEVELOPEMENT COMMUNAL (PDC) 2018-2022

**AOUT 2017** 

# Table des matières

SI	GLES ET ABREVIATIONS	4
PF	REFACE	7
FI	CHE SIGNALETIQUE DE LA COMMUNE	8
Int	roduction	9
RE	ESUME	10
١.	Présentation sommaire de la commune	16
	1.1 Caractéristiques physico naturelles	16
	1.2 Secteurs sociaux de base	27
	1.2.1 Milieu humain	27
	1.2.2 Education	33
	1.2.3 Santé	34
	1.2.4 Secteur Hydraulique	35
	1.2.5 Population, Promotion de la femme et Protection de l'Enfant	36
	1.2.6 Environnement	37
	1.2.7 Electrification rurale	38
	1.3 Activités économiques	38
	1.3.1Agriculture	38
	1.3.2. Elevage	39
	1.3.3 Artisanat	43
	1.3.4 Pêche	43
	1.3.5 Commerce	43
	1.4. Transports, Communication et Mine	43
	1.5. Secteur tertiaire	44
	1.5.1 L'Energie	44
	1.6. Caractéristiques institutionnelles	
	1.6.1 Administration et fonctionnement	
	Source : Marie Bermo	45
	1.6.2 Ressources humaines	46
II.	BILAN DIAGNOSTIC	49
	2.1. Hydrographie	49
	2.2 Les sols	49
	2.3 La faune	49
	2.4 Secteurs sociaux	
	2.5 Services techniques déconcentrés de l'Etat	50
	2.7 Santé	
	2.8 Secteur Hydraulique, hygiène et assainissement	
	2.9 Formation professionnelle et emploi	
	2.10 Promotion de la femme et des jeunes	
	2.11 Activités économiques	
	d. Forêt, faune	
	2.12 Caractéristiques institutionnelles	
	2.12.1 Administration moderne et coutumière	
	2.12.2 Conseil municipal	
	2.12.3 Chefferie traditionnelle et ses démembrements	
	2.12.4. Ressources matérielles	
	2.12.5. Services techniques	73

2.12. 7 Analyse institutionnelle de la commune	75
2.12. / Analyse institutionnene de la commune	
2.12.8. Organes exécutif et délibérant	76
2.12.9 Analyse croisée des différents secteurs	82
2.12.10 Analyse des rôles selon l'APBDH	
III. Orientations stratégiques et objectifs de développement	96
3.1 Vision de développement de la commune	96
3.2 Axes stratégiques et objectifs de développement	96
IV. Programme d'actions et d'investissements	99
4.1 Plan d'actions pluri annuel	99
4.2. Plan d'investissement pluri annuel	110
4.3. Plan d'action annuel 2018	125
4.4. Plan d'investissement annuel 2018	130
V. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE	136
5.1 Rôles des acteurs	136
5.2 Ancrage institutionnel	137
5.3 Plan de financement	137
5.4 Dispositif de suivi évaluation et reprogrammation	138
5.5 Conditions critiques	
CONCLUSION	
ANNEXE : CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS	141

#### SIGLES ET ABREVIATIONS

**ABC**: Adaptation à Base Communautaire **AGR**: Activité Génératrice de Revenu

ARIDEL : Action pour le Renforcement des Initiative de Développement Local

**APBDH**: Approche Basés sur les Droits Humains

**APE**; Association des Parents d'élève **AME**: Association des Mères éducatives **AFN**: Association des Femmes du Niger

**AREN**: Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger **ANDDH**: Association Nigérienne de Défense de Droit de l'homme

**ASC** : Agent de Santé Communautaire **ASCN** : Appelé du Service Civique National

**AEP:** Adduction d'Eau Potable **APV:** Auxiliaire Para Vétérinaire

ASC : Agent de Santé Communautaire

BM : Banque Mondiale

BIA : Banque d'Intrants Agricoles BAB: Banque d'Aliments Bétails

BC: Banque Céréalière

**BEPC**: Brevet de Fin d'Etudes du Premier Cycle

**BIZ:** Boutiques d'Intrants Zootechniques

**CAPAN**: Collectif des Associations Pastorales

**CEG**: Collège d'Enseignement Général **CIB**: Cellule d'Intervention de BASE **CES**: Conservation des Eaux du Sol

**CES**: Complexe d'Enseignement Secondaire

**CFM**: Centre de Formation de Métiers **CET**: Collège d'Enseignement Technique

CGDES: Comité de Gestion Décentralisée des Etablissement Scolaires

**CFEPD**: Certificat de Fin d'Etude du Premier Degré

CS: Case de Santé

**CNEDD**: Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. **CRS/PG/CA**: Comité Régional de Prévention et de Gestion des catastrophes

**CDTN**: Confédération National des Travailleurs du Niger

**CNT**: Centrale Nationale des Travailleurs **CADEV**: Comité d'Aide au Développement **COFOB**: Commission Foncière de Base

**COFOCOM:** Commission Foncière Communale

**COGES** : Comité de gestion **CSI**: Centre de Santé Intégré **DP** : Diagnostic Participatif

**DT**: Diagnostic Technique

**DDA** : Direction Départementale de l'Agriculture **DDE**L : Direction Départementale de l'Elevage **DDS** : Direction Départementale de Santé

**DDH/A**: Direction Départementale d'Hydraulique et de l'Assainissement

**DD**: Détenteur de Droit

**DO**: Détenteurs d'Obligations

FIDA: Fond International pour le Développement Agricole

FPMH: Forage et Pompe à Motricité Humaine

F: Femme

GAR : Gestion Axée sur le Résultat

Ha: Hectare

HCRP: Haut-Commissariat à la Restauration de la Paix

H: Homme

IST: Infection Sexuellement Transmissible

IC: Infirmier Certifié

INS: Institut National de la Statistique

Km : KilomètreKg : Kilogramme

**LOSEN** : Loi d'Orientation du Système Educatif au Niger **MARP** : Méthode Accélérée de Recherche Participative

M2 : Mètre Carré Max : Maximum Min : Minimum

MNSD : Mouvement National pour la Société de Développement

ND: Non Déterminé

**OLDH** : Organisation de Lutte pour le Droit de l'Homme **OSV** : Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité

**OMS** : Organisation Mondiale de la Santé

**OP**: Organisation Paysanne

**ODD**: Objectifs de Développement Durable

**ONG**: Organisation Non Gouvernementale

**PTF**: Partenaire Technique et Financier

**PDES** : Plan de Développement Economique et Social **PASEL** : Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage

**PAM**: Programme alimentaire Mondial

PUSADER: Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire

PHRASEA:

PMH: Pompe à Motricité Humaine

**POZOPAS**: Projet d'Appui à la Zone Pastorale

PNDS: Parti Nigérien pour le Développement Social.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PASEL: Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage

PAC: Programmes d'Actions Communautaires

PDC: Plan de Développement Communal

PMH: Pompe à Motricité Humaine

RGP/H: Recensement Général de la Population et de l'Habitat

**RENALOC**: Répertoire National des Localités

**Rdt**: Rendement

RDP: Rassemblement Démocratique pour le progrès

SDE: Service Déconcentré de l'Etat

**SIDA** : Syndrome Imino Déficience Acquise **SONOTAN** : Société Nigérienne de Tannerie

**SM**: Short Medium

**SG**: Secrétaire General **SM**: Secrétaire Municipale

SNEN: Syndicat National des Enseignants du Niger

SPP: Station de Pompage Pastorale

**SYNACEB**: Syndicat National des Contractuels de Base

SCAP/RU: Système Communautaire d'Alerte Précoce et de

Réponse aux Urgences

**TBS**: Taux Brut de Scolarisation

**USPT**: Union Progressiste des Syndicat des Travailleurs

#### PREFACE

La Commune Urbaine de Bermo, a été officiellement créée par la loi 2002-014 du 11 juin 2002, à l'instar des autres communes du Niger. Elle fait partie des communes qui ont été financièrement appuyées par le **Programme d'Actions Communautaires Phase II pour son local et le premier PDC. Le projet Adaptation à Base Communautaire (ABC) Maradi** a pris en charge la révision du Plan de Développement Communal (PDC) élaboré en 2011. Cette Commune urbaine a été techniquement appuyée par l'**ONG ARIDEL** (Action pour le Renforcement des Initiatives de Développement Local). La révision a permis de mieux prendre en compte les aspects relatifs aux changements climatiques, les questions des droits humains, l'aspect genre et la question de l'insécurité alimentaire du cheptel. La réplanification du présent PDC procède de la volonté de la commune de se conformer au nouveau guide national mais aussi de prendre en compte les préoccupations réelles des populations de Bermo et la porte d'entrée pour les partenaires.

Le PDC se veut un document de référence unique pour tous les partenaires au développement (PTF, ONG, Associations, Groupement, etc.) dans le cadre de leurs interventions. Fruit d'un travail concerté et consensuel entre les différentes couches sociales, il traduit en actions concrètes l'ensemble des décisions prises par toutes les communautés à la base pour une gestion optimale et concertée des ressources naturelles et promouvoir de ce fait un développement socio-économique équilibré.

Je lance enfin un appel à tous les partenaires techniques et financiers mais aussi à toute personne morale ou physique pour que nous nous inscrivions tous dans l'esprit de notre Plan de Développement Communal 2017 - 2021 qui est le cadre idéal d'un partenariat fécond et durable pour le bien être de la population de la commune urbaine de Bermo.

Le Maire de la Commune urbaine de Bermo

Malan Oumarou

# FICHE SIGNALETIQUE DE LA COMMUNE

- La commune urbaine de Bermo est limitée :
  - à l'Est par la Commune rurale de Gadabédji ;
  - à l'Ouest par les communes d'Azeye et Tamaya du département d'Abalak (Région de Tahoua);
  - au Nord par la Commune d'Ingal (Département D'Ingal)
  - > au Sud par les communes d'Azagor, Birnin Lallé et Roumbou (Département de Dakoro).
- Elle fait partie des deux (2) communes du Département de Bermo. Le chef-lieu de la commune est Bermo qui se situe à 85 km dans la partie nord du chef-lieu de département de Dakoro.
- La commune couvre une superficie de 8563 km² et présente les coordonnées géographiques suivantes : 13°03'00" longitude Nord et 8°40'60" de latitude Est.
- La population de la commune est estimée à 30 761 habitants dont 15 716 hommes et 15 045 femmes (source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2012).
  - ✓ Densité estimée est de 4 habitants au km²
- Les haoussas, les peuls et les touaregs constituent les groupes sociolinguistiques qui vivent dans la commune.
- La commune compte trois cent trente-trois (313) tribus et villages administratifs répartis dans douze centres de regroupement (Bermo, Innifi, Akadané, Effret, Djadal, Issou, Intalakk, Kouloua, Tacha, Amoulass, Oly, Bougagé,)
- Le conseil communal est composé de quinze (15) membres dont 11 conseillers élus (dont 1 femme) et quatre (4) membres de droit (1 Représentant du chef de groupement peulh Bororo, 1 représentant du groupement peulh de Kassaoussa, 1 représentant du groupement Keltamerkess et le député National).
- Les principales activités économiques de la commune sont : l'élevage, l'artisanat et l'agriculture pour les sédentaires de la zone sud de la commune.

# Introduction

La décentralisation au Niger a donné aux collectivités territoriales l'opportunité d'exercer plus de responsabilités dans la conduite de leur destinée. En effet, aux termes des dispositions de la loi N°2002-014 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant leurs noms et leurs chefs-lieux, le territoire de la République du Niger fut découpé en plusieurs communes (à statut particulier, urbaines et rurales).

De même, le Code Général des Collectivités Territoriales déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des collectivités territoriales (régions, départements et communes) prévoit que la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional et local sont dévolus aux collectivités territoriales notamment les communes. Ces dernières sont ténues d'élaborer le Plan de Développement Communal (PDC). Ce qui leur permettra d'élaborer et d'exécuter leur programme de développement dans le respect des grandes orientations nationales inscrites dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES), l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) et les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Dans ce contexte, un diagnostic communal est perçu comme une volonté des élus locaux de se réapproprier le pouvoir d'initiatives et de décisions concernant le développement de leur commune, et exercer leurs responsabilités dans les domaines y afférents : choix des priorités à financer, gestion et contrôle des actions de développement (infrastructures, activités économiques, ressources naturelles...) et de négocier avec les partenaires techniques et financiers internes et/ou externes pour la mise en œuvre des actions de développement.

Ainsi, grâce à l'appui financier du PNUD/FEM à travers le Projet d'Adaptation à Base Communautaire dans la région de Maradi (ABC-Maradi) qui a pour institution de tutelle, le Conseil Nationale de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD), structure rattachée au Cabinet du Premier Ministre, la commune de Bermo bénéficie de la replanification de son PDC pour prendre en compte les changements climatiques.

Ce processus a été confié à l'Organisation Non Gouvernementale Action pour le Renforcement des Initiatives de Développement Local (ARIDE) qui a apporté son appui technique. La commune a ainsi mis en place le comité de réactualisation du PDC pour conduire le processus. Le produit d'un tel processus qu'est le PDC sert de cadre fédérateur aux différents projets et programmes intervenant dans la commune. Il définit également les orientations stratégiques du développement, les actions à réaliser ainsi que leur nombre et leur coût estimatif dans le temps et dans l'espace.

#### RESUME

La Commune urbaine de Bermo fait partie des deux (2) communes qui composent le département de Bermo. Créée par la loi 2002-014 du 11 juin 2002, cette commune compte une population estimée à **30761 habitants** dont **15716 hommes** et **15045 Femmes** (source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2012).

Avec une densité estimée à 4 habitants au km², la Commune urbaine de Bermo a un climat de type sahélo-saharien avec des précipitations moyennes d'environ 250 mm/an). On y distingue deux saisons : une saison des pluies de juin à septembre et une longue saison sèche d'octobre à mai. Deux grands ensembles de reliefs caractérisent l'espace communal à savoir le plateau dunaires, les sols sableux et quelques glacis. L'essentiel de la couverture végétale est dominée par un parc agroforestier important composé principalement de Balanites aegyptiaca.

Les principales activités pratiquées par les populations sont l'élevage, le commerce, l'artisanat et l'agriculture qui est pratiqué dans la partie sud de la commune. En outre, les femmes exercent des Activités Génératrices de Revenu (AGR) qui leur permettent de subvenir à certains de leurs besoins.

Les contraintes au développement de la commune sont multiples et variées et touchent tous les secteurs sociaux. L'analyse diagnostic a permis de relever comme principales contraintes la dégradation du couvert végétal, la faible productivité de l'élevage, la faible performance du système éducatif, la récurrence des maladies et de la malnutrition, le faible accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement, la vulnérabilité économique et sociale des femmes et des jeunes.

La révision du PDC de la Commune urbaine de Bermo prend en compte l'ensemble des contraintes sectorielles, et permettra de planifier les actions de développement de manière participative, en fonction de leur caractère prioritaire pour le développement de la commune.

•

Le coût total du PDC de la commune rurale de Bermo pendant les cinq (5) années s'élève à **Trois milliards trois cent soixante-trois millions six cent mille (3 363 600 000)** FCFA

Les différentes contributions se chiffrent à :

❖ Populations bénéficiaires : soixante-neuf millions deux cent vingt-cinq mille (69 225 000) F CFA soit 2,06% du coût total du PDC.

- Commune : cent trois millions cent quarante-cinq mille (103 145 000) F
  CFA soit 3,07 % du coût total du PDC.
- Partenaires Techniques et financiers: trois milliards cent quatre-vingtonze millions deux cent trente mille (3 191 230 000). F CFA soit 94,88% du coût total du PDC.

La répartition temporelle sur les cinq années est la suivante :

- ✓ 2018: **415 210 000 FCFA soit** 13,23%
- ✓ 2019: **605 410 000 FCFA soit** 19,29%
- ✓ 2020 : **915 160 00 FCFA soit** 29,16%
- ✓ 20 21 : **760 910 000 FCFA soit** 24,24%
- ✓ 2022 : **442 010 000 FCFA soit** 14,08%

Ainsi, l'objectif général du présent PDC étant d'améliorer les conditions de vie des populations de la commune, cinq axes stratégiques ont été retenus :

- Axe stratégique 1 : Amélioration et diversification des productions des secteurs économiques pour une meilleure résilience climatique.
- Axe stratégique 2 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base et leur utilisation
- **Axe** stratégique 3 : Développement des activités du secteur tertiaire
- **Axe stratégique 4**: Amélioration de l'autonomisation de la femme et des conditions de vie des jeunes (filles et garçon).
- **Axe** stratégique 5 : Amélioration de la bonne gouvernance locale

Au total 113 activités ont été identifiées reparties en quatorze résultats dont :

- √ Résultat 1 : La capacité des producteurs est renforcée (6 activités) ;
- ✓ Résultat 2 : Les initiatives pour la lutte contre l'insécurité alimentaire sont développées (3 activités) ;
- ✓ Résultat 3 : La production animale améliorée et diversifiée (20 activités) ;
- ✓ Résultat 4 : les Terres et le couvert végétal restaurés (18 activités) ;
- √ Résultat 5 : Les infrastructures marchandes construites et aménagées (9 activités) ;

- ✓ Résultat 6 : La couverture du réseau cellulaire améliorée (1 activité);
- √ Résultat 7 : L'utilisation des énergies renouvelable et électrique améliorée (2 activités) ;
- ✓ Résultat 8 : Système éducatif local amélioré (11 activités);
- ✓ Résultat 9 :L'accès aux soins de santé facilité (19 activités);
- ✓ Résultat 10 : L'accès à l'eau potable pour la population et le cheptel ainsi que les conditions d'hygiène assainissement améliorés (12 activités);
- ✓ Résultat 11 : la vulnérabilité socioéconomique des jeunes (filles, garçons) et handicapés réduite (6 activités) ;
- √ Résultat 12 : les capacités organisationnelle et institutionnelle de la commune renforcées (5 activités) ;
- √ Résultat 13 : les assiettes fiscales rehaussées et les conflits fonciers réduits (9 activités) ;
- √ Résultat 14 : les droits humains promus et respects (2 activités) ;

Pour la mise en œuvre de ce PDC, la commune de Bermo compte mettre un accent particulier sur le développement du partenariat, l'élaboration et la mise œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources financières internes et externes, le renforcement des capacités des acteurs à la base ainsi que le suivi et l'évaluation des activités programmées et/ou réalisées

# A. Objectif global

L'objectif global du processus de réactualisation du PDC de Bermo est de contribuer à l'élaboration du Plan de Développement Communal participatif prenant suffisamment en compte la dimension changement climatique et d'autres thèmes émergeants.

# B. Objectifs spécifiques

Pour atteindre cet objectif global, les objectifs spécifiques sont:

- dégager les problématiques de développement de la commune sur la base des contraintes et des potentialités identifiées;
- proposer les solutions appropriées à la problématique de développement en cohérence avec les politiques nationales et internationales,
- traduire sous forme de document écrit les informations partagées du diagnostic et de la planification;
- ♣ Rendre définitif et exécutoire le Plan de Développement Communal (PDC) et amener les différents acteurs concernés à s'en approprier.

#### C. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

- l'analyse diagnostic par centre de regroupement est élaborée ;
- ♣ l'analyse diagnostique de la commune est élaborée ;
- les problèmes de la commune sont identifiés et hiérarchisés ;
- les solutions aux problèmes sont identifiées et hiérarchisées ;
- la vision et les orientations de développement de la commune sont définies;
- Le Plan de Développement Communal (PDC) définitif est élaboré et validé;
- ♣ les différents acteurs sont imprégnés de la disponibilité du PDC et concourent ainsi à sa mise en œuvre.

# D. Méthodologie

Tout au long de la réactualisation du PDC, les acteurs chargés de conduire le processus, ont utilisé des approches et méthodes qui permettent une meilleure implication et responsabilisation des acteurs qui interviennent dans la commune. Ainsi, des supports de collecte des données tirés de la MARP, de l'APBDH et de la GAR, ont été utilisés afin de permettre la pleine participation des principaux acteurs notamment la population locale en vue de bien ressortir les réalités socioéconomiques et culturelles de la commune.

Les différents acteurs impliqués dans ce processus sont : les délégués villageois, les membres du comité de révision du PDC, les représentants des services

techniques communaux, départementaux, les membres des organisations de la société civile (y compris les représentantes des organisations féminines), les personnes ressources, les Projets/Programme et ONG partenaires de la commune.

Les principales étapes poursuivies sont :

- ✓ le lancement officiel du processus avec le zonage et la définition d'une stratégie de communication ;
- ✓ la formation des membres du comité d'élaboration sur la démarche d'élaboration du PDC ;
- ✓ la réalisation d'un Diagnostic Technique (DT) auprès des Services Déconcentrés de l'Etat (SDE) ;
- ✓ la réalisation du diagnostic participatif au niveau des douze (12) centres de regroupement de la commune en présence des membres du comité d'élaboration, l'équipe d'appui de l'ONG ARIDEL et les délégués villageois.
- ✓ l'auto évaluation des performances du conseil municipal ou diagnostic institutionnel et organisationnel a été faite de manière continue.
- ✓ la synthèse et la restitution des résultats des différents DP au chef-lieu de la commune en présence des délégués villageois, les conseillers élus et les SDE. La plénière a ainsi dégager les contraintes prioritaires de la commune.
- ✓ la tenue de l'atelier de planification participative qui a vu la participation des délégués villageois, des STD, les membres de l'équipe d'appui. Cet atelier a produit la substance du document PDC.
- ✓ la mise en forme et l'élaboration du document du PDC qui a fait d'abord l'objet d'une validation par le conseil avant d'être soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Ce document sera par la suite diffusé aussi bien au niveau des organismes étatiques que des différents partenaires au développement susceptibles d'apporter leurs appuis dans l'amélioration des conditions de vie des populations de la commune

Le présent document s'articule autour des points suivants :

- Présentation de la commune
- Analyse des paramètres climatiques
- Bilan diagnostic
- Orientation stratégiques et objectifs de développement
- ♣ Programmes d'actions et d'investissement
- ♣ Cadre institutionnel de mise en œuvre

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

#### I. Présentation sommaire de la commune

# 1.1 Caractéristiques physico naturelles

#### Relief

Le relief relativement homogène, est marqué par une succession des vallées et dunes de sable qui menacent le village de Bermo dans la partie Ouest, à l'intérieur des vallées, on retrouve des mares semi-permanentes.

#### Climat

Située dans la région de Maradi dans sa partie la plus au Nord, la commune urbaine de Bermo a un climat de type sahélo-saharien chaud et sec. La température maximale est de 44°C pour un minimal de 22°C en 2016 (Source DDA Bermo). Elle reçoit une pluviométrie moyenne allant de 200 à 250 mm par an selon les saisons. La quantité de pluie enregistrée en 2016 est de 357,2mm en 33 jours contre 185,1mm en 20 jours en 2015 (source service d'élevage de Bermo). Pour réaliser cette étude, les données agro-météorologiques de la station de Maradi et les données pluviométriques de Bermo ont servi de base pour l'analyse.

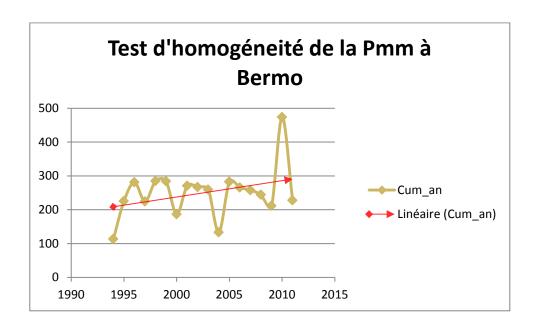
#### Pluviométrie

#### Test de détection de ruptures et tendances dans les données

Afin de verrier l'existence d'éventuels sauts de moyenne et d'éventuelles tendances linéaires dans les données, deux tests statistiques ont été appliqués aux données de la station de Bermo ayant une longue série d'observations. Le test de Pettitt (1979) qui permet la détection de sauts des moyennes, et le test de Mann-Kendall qui lui, permet d'examiner l'existence d'une tendance linéaire significative (à la hausse ou à la baisse) sur une série chronologique.

Après l'application de méthode de Pettitt, aucun changement significatif n'est détecté à la station de Bermo pour la période 1994-2011 (Figure 3). Mais toutefois, la station présente un déficit pluviométrique significatif au début des années 1990 et au début des années 2000. En effet, le test de Man-Kendall a ressorti une tendance à la stabilité des pluies à la station de Bermo (Figure 3).

<u>Figure N°..3</u>:Evolution interannuelle des cumuls pluviométriques moyens de 1994 à 2011 à Bermo

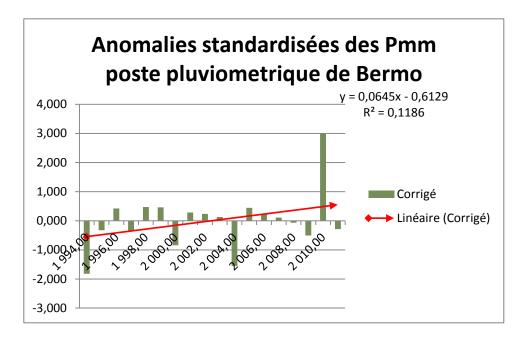


L'analyse de l'évolution interannuelle des pluies montre une stabilité relative sur toute la période 1994-2011.

# Evolution interannuelle de la pluviométrie

L'anomalie standardisée moyenne (Indice de Lamb) de pluie à Bermo montre une tendance linéaire légèrement à la hausse (figure N° 4) et une alternance entre années humides et années sèches sur l'ensemble de la série d'étude sur un pas de 5 ans..

**Figure N°4**: Evolution interannuelle des cumuls pluviométriques selon la méthode de Lamb de 1994 à 2011 à la Station de Bermo



<u>Le risque climatique identifié est</u>: Une sécheresse sévère au cours des années déficitaires (1994; 2000; 2004) ou le cumul pluviométrique moyen descend largement en dessous de la moyenne (240mm)..

#### Evolution mensuelle des cumuls pluviométriques

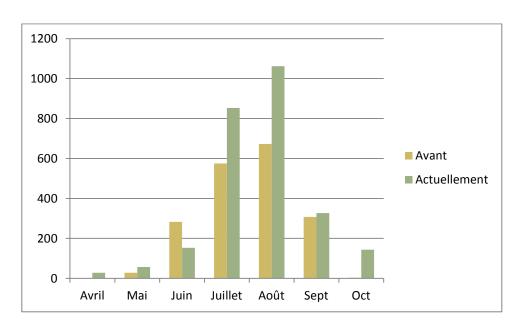
L'analyse de la (Figure N°5) montre sur la série 1994-2011 à Bermo, que les précipitations augmentent progressivement de Mai à Août pour ensuite baisser de Septembre à Octobre. Ce qui caractérise Bermo par une inégale répartition et une variabilité temporelle de pluies mensuelles.

Ainsi, deux périodes opposées sont identifiées sur cette station:

- Trois mois plus humides s'observent de juillet à septembre, avec un maximum en août. Ces mois fournissent d'importants surplus d'eau de surface et favorisent l'alimentation des réservoirs souterrains de toute la zone.
- ♦ Entre octobre et mai, sont observés les mois chauds de la saison.

Par ailleurs, l'analyse fréquentielle de cette évolution saisonnière sur la même série, permet de vérifier que les premières pluies débutent assez souvent en Mai et rarement en Avril et se terminent entre Septembre et Octobre.

**Figure N°5:** Variation des cumuls pluviométriques mensuels de Bermo 1994-2011 Avant = période 1994-2002 et Actuelle = période 2003-2011.



Lorsqu'on subdivise la série en deux périodes, la première (1994 à 2002) considérée d' «Avant » et la deuxième de ans dite « actuellement » (2003 à

2011). Il ressort de cette analyse que le mois d'Août à *Bermo* connaît une hausse de son cumul (de 237 ;461mm avant à 268,8mm actuellement), et une prolongation actuelle de la saison des pluies ( actuellement octobre contre septembre avant) .

#### Analyse des paramètres de la campagne agricole

# • Date de démarrage et de fin des pluies

Il ressort de l'analyse des dates des extrêmes de saison des pluies (date de début et de fin) à la station de Bermo que :

- les dates de début de saison des pluies connaissent une tendance légèrement en hausse, ce qui traduit un démarrage tardif de saison pluvieuse dans la zone (30 juin).
- par contre, les dates de fin montre une légère tendance en baisse, donc un arrêt précoce de pluies dans la zone d'étude (du 1<sup>er</sup> au 10 septembre de fois jusqu'en Octobre).

# Les risques climatiques identifiés sont :

- un prolongement de la longueur de saison de pluies dans la zone,
- une forte variabilité interannuelle des débuts et des fins de la saison pluvieuse.

# **4** Températures

# **❖** Test de détection de ruptures et tendances dans les données

Après avoir passé le test de Pettitt sur la série de données de températures (2011\_ 2016), on découvre une rupture à la hausse des moyennes T° maxi et T° mini. L'évolution des T° maxi se caractérise par un changement des moyennes à la hausse de 0,93°C en 2014 et pour les T° mini par une rupture à la hausse de 1,3°C en 2013 (Figure 6).

**Figure N°6:** Evolution des températures maximales moyennes à Maradi de 2011\_2016

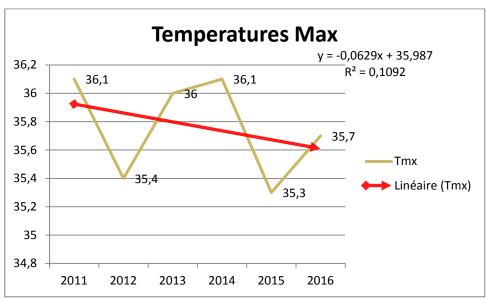
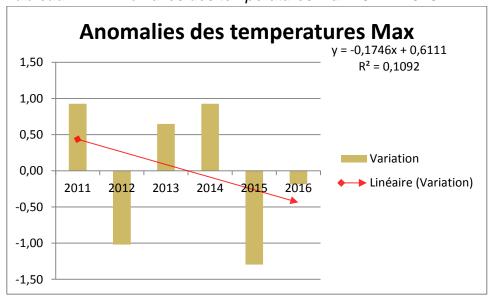


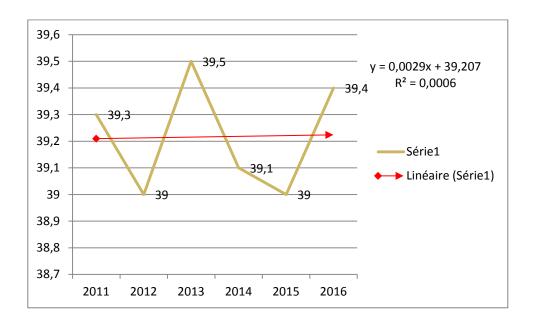
Tableau n°7: Anomalies des températures max 2011 - 2016



# Tendances et variabilité des températures minimales et maximales observées

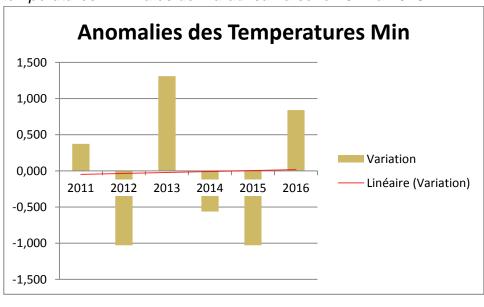
Les observations générales des températures minimales dans la zone d'étude montrent une variabilité interannuelle certaine (Figure N°8) de température enregistrée tout au long de la série (2011-2016).

**Figure N°8 :** Evolution interannuelle des écarts moyens des températures minimales de Maradi sur la série 2011 à 2016.



L'analyse de Figure N°9 laisse entrevoir deux périodes distinctes sur toute la série d'étude. En effet, de 2012 à 2013, la température minimale de l'air a connu une hausse. Puis, on enregistre en général des années déficitaires jusqu'à 2015, donc une diminution des T mini. Ainsi, il faut signaler que la tendance générale est fortement à la hausse sur toute la série d'étude.

**Figure N°9**: Evolution interannuelle des écarts à la moyenne des températures minimales de Maradi sur la série 2011 à 2016



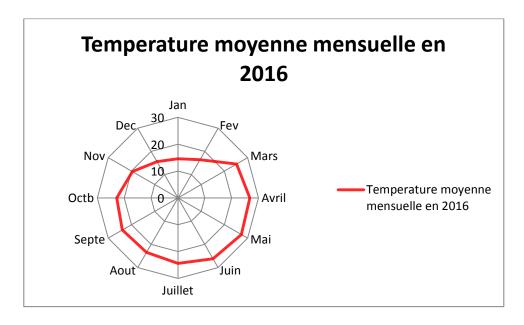
L'évolution des T maxi, montre une nette tendance en hausse sur l'ensemble de la série observée.

**Tableau N°3:** Valeurs des températures moyennes mensuelles à la station de Maradi (en 2016).

Station	Janv.	Fév.	Mars	Av.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Moye.
Maradi	14,6	16,4	25,2	26,8	27,3	26,2	24,4	23,4	23,9	22,8	19,6	15,6	22,2

Le tableau N°3 indique que les températures moyennes mensuelles au niveau de *Maradi* varient entre 14,6°C (Janvier) et 27,3°C (Mai). Ainsi, les moyennes mensuelles maximales s'observent en général pendant le mois de Mai et les moyennes mensuelles minimales dans le mois de Janvier.

Figure n°10 :Températures moyennes annuelles en 2016



# Les risques climatiques identifiés sont :

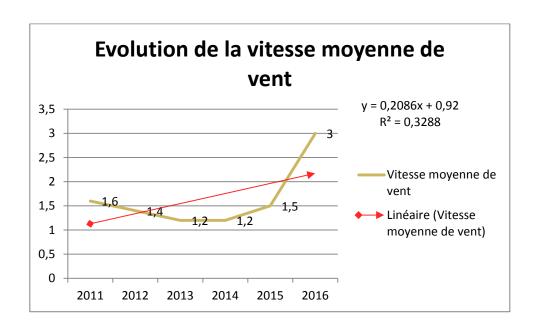
- une hausse des températures maximales et minimales dans la zone d'étude. Ce qui corrobore les études du GIEC sur le réchauffement global de la planète;
- Le développement des maladies climato-sensibles ;
- une forte demande en eau de boisson ;
- une perte des cultures irrésistibles à la forte chaleur.

# **♦ Vents**

# ◆ Test de détection de ruptures et tendances dans les données

L'application du test de Pettit sur la série des vitesses du vent de la station de Maradi a fait ressortir que la série présente une rupture significative qui se caractérise par une hausse moyenne de la vitesse du vent en2015 de 1,5 m/s pour se retrouver à 3m/s en 2016.

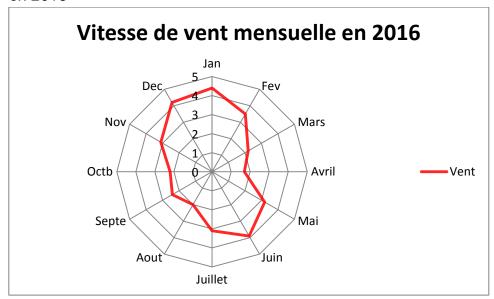
Figure N° 11 : Evolution de vitesses moyennes annuelles du vent à 2m au-dessus du sol à Maradi de 2011 2016



# ◆ Tendances et variabilité des vitesses du vent observées Evolution mensuelle de vitesses du vent en 2016

La Figure N°12 illustre l'évolution mensuelle des vitesses moyennes du vent au niveau de station *Maradi* de 2011 à 2016. Ainsi, les mois les plus venteux à *Maradi* sont ceux de décembre, janvier et juin tous avec une vitesse qui tourne autour de 4m/s de la série.

**Figure N°12:** Variation de la vitesse moyenne mensuelle du vent à Maradi en 2016

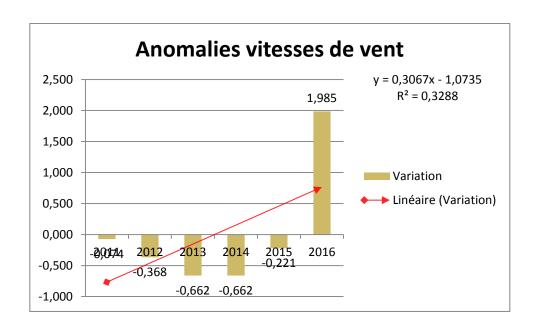


Il faut aussi ajouter que la vitesse moyenne la plus élevée s'observe en janvier (4,4m/s). Ce qui coïncide à la période la plus froide à Maradi.

#### Anomalies standardisées de vitesses du vent

La figure ci-dessous, montre une tendance en hausse de vitesses moyennes annuelles du vent avec une variabilité périodiques dans la zone d'étude. Depuis, 2014, on observe une augmentation continue de vitesses jusqu'à 2016.

**Figure N°13**: Evolution interannuelle de vitesses du vent moyennes à Maradi 2011\_2016



# Les risques climatiques identifiés sont :

- une hausse de vitesses du vent annuelle et mensuelle
- une fréquence des vents violents engendrant des dégâts sur la végétation de la zone

# **Conclusion partielle**

L'étude des données climatiques de la station de Maradi a permis d'identifier un ensemble de menaces climatiques qu'on peut décliner comme suit :

- 1. la hausse de la quantité maximale tombée en un jour donc l'augmentation des risques d'inondations ;
- 2. une forte variabilité inter décennale de la pluviométrie ;
- 3. une hausse sans équivoque des températures ;
- une hausse des besoins en eau pendant la saison chaude et la saison froide qui est la période de démarrage de la campagne des cultures de contre saison.
- 5. la réduction du nombre de jours de pluie ;
- 6. une forte variabilité des dates de démarrage de la saison des pluies (en général le 30 juin) ;
- 7. une variabilité des dates de fin de la saison des pluies (entre le 1<sup>er</sup> et le 15 septembre et parfois en octobre) ;
- 8. une forte variabilité de la durée de la saison des pluies ;
- 9. une augmentation des séquences sèches engendrant un déficit de remplissage des points d'eaux de surface ;
- 10. une dégradation de la qualité de la saison des pluies ;
- 11. une hausse des vents moyens annuels ;
- 12. une hausse du maximum annuel des vents.

D'ores et déjà ces menaces impactent négativement les productions. Ces menaces sont lourdes de conséquences pour les économies de la région essentiellement fondées sur l'exploitation des ressources naturelles locales fortement sensibles au climat et à ses variations.

Pour faire face aux effets négatifs des changements climatiques et réduire la vulnérabilité de la commune, les populations locales et les décideurs devront intégrer dans le plan de développement local, les grands risques climatiques identifiés par l'étude.

# Végétation

Rappelons que cette zone est constituée d'une savane arborée claire avec de concentrations d'arbres dans les dépressions de plateaux, les vallées interdunaires ou la végétation est très dense dans les mares. La strate herbacée est relativement bien développée et est variable en fonction des saisons et des années.

Les strates arborées sont composées pour l'essentiel d'acacia (sp) mais aussi d'autres ligneux tels que *Guiera senegalensis*, *Balanites aegyptiaca*, *Ziziphus mauritiana*, On trouve également des grandes agglomérations de *Calotropis procera* et des Euphorbes.

Le tapis herbacé est constitué en grande partie d'Eragrostis tremula, de Cenchrus biflorus, l'Alysicarpus ovalifolus « gadagui »,

Dans cette zone pastorale située dans la partie Nord du département, on trouve des steppes herbeuses piquetées d'arbuste tel que *l'Acacia Radiana*. Le couvert herbacé est un pâturage de qualité .Le potentiel fourrager est excellent en saison pluvieuse puisqu'il atteint environ 4,6 ha par UBT et cela jusqu'en Février. A partir du Mois de mars cette qualité se dégrade et devient médiocre.

Dans cette zone à vocation pastorale, on enregistre des feux de brousse chaque année ce qui détruit du coup, d'importantes quantités de biomasses herbacées aggravant le déficit fourrager connu périodiquement.

# **♦** Hydrographie

La commune urbaine de Bermo est caractérisée par un réseau hydrographique saisonnier. Le réseau est composé essentiellement des mares temporaires et une mare permanente (centre de regroupement d'Akadaney couvrant une superficie de 30 ha et de Zawa avec une superficie de 6 ha, elles sont toutes alimentées par l'eau de ruissellement en saison des pluies. Ces mares sont utilisées pour l'abreuvement des animaux, la confection des briques, etc.

Le système hydro géologique se caractérise par la présence d'une nappe du continental Amadien (Intercalaire, de 50 à 90 m de profondeur) dans presque toute la zone.

#### ♦ Sols

Les sols de Bermo sont constitués en grande partie des sols dunaires sablonneux. On rencontre également des sols argileux dans les vallées, mais aussi des gisements de quartz dans la partie Nord de Akadaney entre Amoulass et Tiguittout.

Les sols iso humiques: Du grand erg de la zone pastorale ; ce sont des sols pauvres en matières organiques, peu structurés et très sensibles à l'érosion

éolienne avec un pouvoir élevé d'absorption d'eau. Ils ont évolué dans les conditions d'aridité et possèdent une vocation essentiellement pastorale.

#### **♦** Faune

On distingue des petits mammifères (lièvre, écureuil, ...), les reptiles et les oiseaux. Le braconnage et la dégradation avancée du couvert végétal a fortement porté préjudice à l'existence de la faune dans la commune.

#### 1.2 Secteurs sociaux de base

#### 1.2.1 Milieu humain

# a) Profil Historique

La commune de Bermo couvre une superficie de 8563 Km<sup>2</sup>. La commune est peuplée d'environ 30761 habitants repartis de 313 tribus et villages.

La localité de Bermo était en premier lieu habité par des touaregs avec un certain Almoustapha comme chef venu d'Agadez. Vers 1947, ils ont été chassés par le premier commandant de cercle de Dakoro (Vilmain Maurice dit Maiboujé) parce qu'ils refusaient l'école.

Le départ d'Almoustapha a permis aux peulhs de prendre la place avec à leur tête le nommé Bermo désigné comme responsable de la tribu. Bermo creusa un puits en 1960. Ce fut ensuite Maman Douthi qui était nommé chef de la tribu et destitué la même année(1978): le groupement est laissé sous dépendance au groupement peul de Sarkin Rafi Amadou de Korahan.

Ensuite Gadou El kémit gérait les affaires courantes durant trois ans, de 1979 à 1982 ; celui-ci a pu ramener la sécurité.

Courant 1982, OumarouBaradé est élu par vote et dirigea le groupement jusqu'en Juin 2017. Chef pacifique et aimé, il a assuré l'épanouissement de la tribu.

La commune de Bermo est peuplée par trois groupes ethniques. Ces trois grands groupes sont :

- les peulhs venus de Sokoto (Nigeria), à la recherche du pâturage ;
- les touaregs venus du nord Air et de Nord-Ouest de Tahoua;
- les haoussa sont venus de plusieurs horizons, particulièrement du Nigeria, des régions de Tahoua et de Damagaram.

Cependant, le haoussa reste la langue principale de communication entre ces communautés.

# b) Données démographiques

La commune urbaine de Bermo compte une population de près de 30761 habitants dont 15716 hommes et 15045 femmes (source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2012).etcouvre une superficie de 8563 km², la population de la commune a une densité moyenne de 4 habitants/Km². L'indice synthétique de fécondité est de 6 enfants par femme et la taille moyenne des ménages est de 5 à 7 personnes (Source RGP/H 2001 et Projection 2010, Direction Régionale INS Maradi).

**Tableau 1:** Répartition de la population résidente par tranche d'âge selon le Sexe

Trancha d'âga	Sexe	Total		
Tranche d'âge	Masculin	Féminin	— Total	
0 - 4 ans	3 099	2 854	5 953	
5 - 9 ans	3 078	2 662	5 740	
10 - 14 ans	2 198	1 875	4 073	
15 - 19 ans	1 673	1 690	3 363	
20 - 24 ans	1 070	1 312	2 382	
25 - 29 ans	930	993	1 923	
30 - 34 ans	717	900	1 617	
35 - 39 ans	636	726	1 362	
40 - 44 ans	532	459	991	
45 - 49 ans	417	393	810	
50 - 54 ans	327	317	644	
55 - 59 ans	332	261	593	
60 - 64 ans	187	138	325	
65 - 69 ans	160	125	285	
70 - 74 ans	129	97	226	
75 - 79 ans	108	75	183	
80 - 84 ans	53	61	114	
85 ans +	57	90	147	
ND	13	17	30	
Total	15 716	15 045	30 761	

Source: RENALOC RGP/H 2012

<u>La population totale</u> de la Commune est de 30761 habitants dont les femmes représentent 48,90%.

<u>La population inactive est de</u> : 6938 habitants, c'est-à-dire la population dont l'âge est inférieure à 5 ans et supérieure à 65 ans ; soit 22,55 % de la population totale.

<u>La population active est de</u> :14009 habitants, c'est-à-dire la population dont l'âge est comprise entre 15 ans à 64 ans, soit 45,54% de la population totale

**Les jeunes** de 10 à 35 ans représente près de 43,43% de la population dont 22% des jeunes filles, par contre **les âgés** de 65ans et plus représente près de 3,20 % de la population totale dans lesquelles les femmes représentent 47,20%.

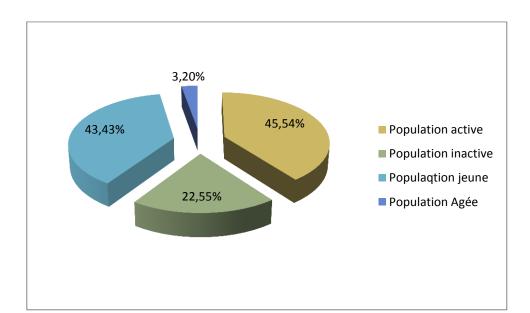
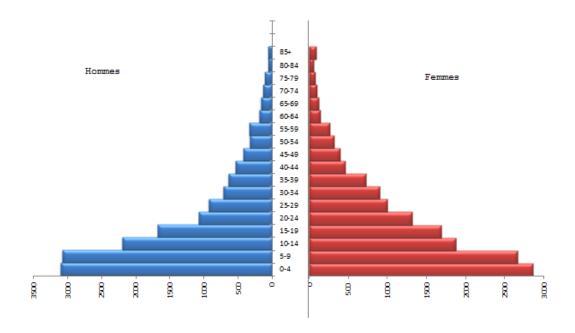


Figure N°1: Population active et inactive

La population est essentiellement composée de jeunes, sans emploi et sans aucune formation professionnelle. Ceci pose les grands défis de l'avenir en termes de pression sur les ressources naturelles et de satisfaction des services sociaux de base et d'emplois.

Figure N°2 : Pyramide des âges de la commune de Bermo



#### c) Migrations

Elles sont très importantes tant sur la plan du pastoralisme que sur le plan culturel pour les femmes peul Bororo. La communauté peulh Bororo et plus particulièrement les femmes pratiquent l'immigration. En effet, il est rare de trouver une famille qui n'a pas une ou plusieurs de ces membres surtout les femmes parties en exode.

On retrouve sur les trottoirs des villes Ouest africaines des femmes Bororo qui vendent des produits de la pharmacopée traditionnelle. Le déplacement de ces femmes Bororo déstructure la famille d'où l'importance des regroupements annuels avant chaque départ autour desquels sont organisées des cérémonies (baptême, mariage) pour réaffirmer la cohésion sociale.

Cet exode saisonnier est devenu une stratégie d'existence pour certains touaregs et peulh Bororo. Pour ce qui est des touaregs, ils partent en ville (gros centres urbains du pays) ou au Nigeria où ils sont le plus souvent employés comme gardiens. Les mêmes pratiques existent parmi les hommes Wadabé mais chez eux, ce sont surtout les femmes qui vont en exode .C'est surtout les femmes adultes et vieilles femmes qui partent. Elles vendent des pharmacopées traditionnelles et s'adonnent aux activités de tresse. Ainsi, ces absences réduisent la nécessité de vendre des animaux pour acheter des céréales et assurer l'auto subsistance. Mais, cet exode a des conséquences néfastes sur la société traditionnelle et la santé des populations. On peut citer entre autres :

- la dislocation des familles ;
- la déperdition scolaire ;

la transmission des IST/SIDA

#### d) Us et Coutumes

Parmi les trois grands groupes, les peuls sont plus attachés à la tradition et coutume à travers les mariages, baptême et décès.

Les traditions sont par nature contre la modernité; cette situation est plus ressentie dans le système d'élevage des peuls où quand il y a des précurseurs annonciateurs des crises, la réticence au changement est très forte.

# e) Vie associative

A l'image de plusieurs communautés nigériennes, le mouvement associatif à Bermo est caractérisé par plusieurs organisations sociales. On peut ainsi noter les associations suivantes :

- Associations des Parents d'Elèves (APE), des femmes (AME);
- Organisations de la société civile ;
- Groupements (ou Organisation Communautaires de Base);
- Présence de plusieurs partis politiques ;
- Etc.

# f) Ethnies, langues et religion

On dénombre trois grandes ethnies : les Peulhs majoritaires, les Touareg et les Haoussa. A l'intérieur de chaque groupe social, il y a des sous-groupes, mais la caractérisation est plus visible chez les peulhs.

Trois langues sont couramment parlées (fulfulde, Tamashek et le haoussa), mais le haoussa reste la langue de communication la plus utilisée entre les différents groupes sociaux.

Les religions pratiquées sont : l'islam religion dominante et le christianisme.

#### g) Sport, culture et loisir

Les sports et loisirs se font au niveau des places publiques non aménagées.

L'évènement culturel que cette population organise à Akadaney chaque année s'appelle « Guériwel » et un autre évènement « Warso » pour une autre couche de cette population. « Touganddé et Daddo » sont organisés annuellement par les jeunes.

# h) Services techniques déconcentrés de l'Etat

Les services techniques de l'Etat sont : le poste d'élevage et ses démembrements (case de santé vétérinaire de Zawa, chigrenn et la CIB d'Akadané), les services de santé, de l'environnement, du Plan et Développement Communautaire, l'hydraulique, le Genie rural, le CES, l'Agriculture, l'Inspection primaire, un escadron de la garde Nationale et de La Gendarmerie.

#### i) Services communaux

On ne dénombre aucun service communal en dehors de celui d'Etat civil.

# j) Partenaires au développement intervenant dans la commune

En 2017, on enregistre les partenaires intervenant dans la commune ci-après :

Sigles/Noms	Signification
Projet ABC	Projet « Adapation à Base Communautaire dans la région de Maradi »
PACIII	Programme d'Action Communautaire phase 3
PRASP	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
AREN	Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger
PDEVII,	Paix par le Développement phase II
PASEL	Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage
OXFAM	Organisation Non Gouvernementale internationale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDRD	Projet de développement rural de Dakoro
FIDA,	Fonds International de Développement Agricole
PAPS,	Projet d'Appui à la Population et à la Santé
PHRASEA	Programme Hydraulique Rural - Appui au Secteur Eau et Assainissement

Les principales associations de développement sont : AREN, CAPAN, CAP Hadinkai, ANDDH, OLDH, TMIDRIA, Croix rouge.

Malgré l'existence de l'insécurité dans certaines parties de la commune, les partenaires au développement interviennent présentement dans la commune.

#### 1.2.2 Education

#### ✓ Infrastructures :

La commune de Bermo compte quarante-neuf (49) écoles primaires traditionnelles, une (1) école médersa, un Centre de Formation en Métiers (CFM), un Collège d'Enseignement Technique (CET), deux jardins d'enfants, et 1 Collège d'Enseignement Général (CEG) existe dans la commune et accueille le flux d'élèves admis à l'entrée en sixième et un lycée.

#### ✓ Effectifs scolaires:

L'effectif du primaire pour l'année 2015-2016 s'élève à 3128 élèves dont 1266 filles soit 40,47%, le jardin d'enfant 50 élèves dont 32 filles soit 64%.

L'effectif du secondaire pour l'année 2016 s'élève à 526 dont 105 filles du niveau collège et 19 élèves au lycée dont 7 filles.

Pour le corps enseignant en 2016 au niveau primaire on a : enseignants titulaires 15 dont 2 femmes, 76 contractuels dont 24 femmes, personnel d'appui 2 femmes pileuses, deux femmes titulaires pour le jardin d'enfant.

Pour le corps enseignant en 2016 du niveau collège on a : enseignants un titulaire homme seulement, 10 contractuels dont 4 femmes et deux de l'administration tous des hommes.

Pour le corps enseignant en 2016 du niveau lycée on a : enseignants deux(2) titulaires hommes, 3 contractuels tous des hommes et deux de l'administration tous des hommes.

Au niveau des écoles primaires on dénombre 95 classes dont 32 paillotes, 57en matériaux définitifet 6 en semi dur.

Pour les infrastructures, il y a 4 classes en durs en bon état au niveau du collège.

Pour les écoles coraniques on dénombre près de 100 écoles avec un effectif de 1897 dont 1167 garçons et 730 filles.

#### ✓ Quelques indicateurs de performance :

Pour l'année scolaire 2015-2016, les indicateurs de performance se présentent comme suit :

- le taux brut de scolarisation est non disponible,
- Le taux de réussite du niveau primaire est de 65,71% dont 73,77% des garçons contre 47,16 des filles
- Le taux d'abandon scolaire (niveau école primaire traditionnelle) est de non disponible ;
- Ratio élève/maitre est 33 élèves par maitre, ratio élève/table banc est de 4 élèves par table,

Les équipements au niveau du collège se présente comme suit : 210 tables bancs, 10 bureaux, 8 armoires, 10 chaises ; au niveau du lycée il n'y a aucun équipement.

- ✓ Taux de réussite au secondaire est de 30% pour les garçons et 50% pour les filles en 2016 contre 90 et 100% en 2015;
- ✓ Taux de déperdition niveau secondaire est de 3% pour les garçons contre 2% pour les filles contre 4et 0% en 2015 ;
- ✓ Taux d'abandon niveau secondaire est de 4% pour les garçons contre 2% pour les filles contre 5 et 2% en 2015 ;
- ✓ Proportion d'enfants handicapés scolarisés niveau secondaire 1% pour les garçons contre 1% pour les filles.
- ✓ Ration élève/Maitre niveau secondaire du collège est 40 en 2016,
- ✓ Ratio élève/enseignant au niveau secondaire du lycée est 4éleves par enseignant,
- ✓ Ratio élève/Table au niveau secondaire du lycée est zéro.
- ✓ Ratio table/élève niveau secondaire du collège est de 2 élèves par table.

L'éducation non formelle a enregistré 50 hommes apprenants repartis dans les deux centres Alpha ouvert en 2017 (à Bermo et Akadaney) sur financement du projet ABC -Maradi.

#### CGDES et leur fonctionnalité

Il existe plusieurs Comités de Gestion Décentralisée des Etablissement Scolaires (CGDES) au nombre de 49 APE, 49 AME dans la commune de Bermo tous fonctionnels. Mais, il faut souligner l'insuffisance de renforcement de capacité de ces comités, ce qui diminue leur efficacité ne permettant pas ainsi d'atteindre les différents objectifs assignés.

#### 1.2.3 **Santé**

#### Infrastructures

L'aire de santé de la commune de Bermo comprend six (6) cases de santé et deux (2) CSI dont l'un de type I et l'autre de type II. La commune de Bermo

compte aussi 1 CSI et une (1) maternité à Oly et 1 case de santé à Tacha appartenant à l'aire de santé de Dakoro. Il n'existe aucun dépôt pharmaceutique ni de pharmacie privée dans la commune. Huit (8) COGES mis en place et formés.

#### • Personnel de santé

Le personnel de santé de la commune comprend : un (1) médecin pour 30761 Habitants, deux(2) sages-femmes, deux(2) infirmiers, un infirmier certifié et six (6) ASC qui font souvent un bref séjour dans la commune pour quitter après.

#### Moyens matériels

La logistique des CSI de Bermo et Oly est composée de deux (2) moto DT125 et deux(2) ambulances pour les évacuations et autres vaccinations foraines.

# Quelques indicateurs de santé

- ✓ Taux de couverture sanitaire : 28,24 % ;
- ✓ Taux de fréquentation des CSI : 39,5 % ;
- ✓ Taux de consultation prénatale : 83,72 % ;
- ✓ Taux de consultation postnatale : ND % ;
- ✓ Taux de mortalité maternelle 0,00 % ;
- ✓ Taux de mortalité infantile : 0,00 %<sub>0</sub>:
- ✓ Taux de malnutrition : ND %.
- ✓ Taux d'accouchement assisté : 45%
- ✓ Taux de planification familiale : 13,01%
- ✓ Taux de rupture de six médicaments essentiels : 45%

Les maladies les plus fréquentes sont : Paludisme, Toux, Diarrhée, Traumatisme ; plaies, conjonctivite, ....

Sources: CSI de Bermo, Juin 2017.

#### 1.2.4 Secteur Hydraulique

Les ressources en eau souterraine sont constituées de deux MAEP à Bermo et Akadaney avec un mode de gestion délégataire, de 47 puits cimentés fonctionnels, 2 PMH, 8 SPP et plus de 300 puits traditionnels. Ces derniers constituent la principale source d'approvisionnement en eau pour les êtres humains et le bétail. La nappe est du continental Hamadien.

A côté des ressources en eau souterraines, il y a des eaux de surface constituées des deux mares dont : une semi permanente d'une superficie de 23ha à Gourbourou, et une permanente de plus de 100 ha à Akadaney en période de haute eau.

Il y a lieu aussi de signaler l'existence des mares temporaires.

Le taux de couverture en eau potable en 2015 est de 44,6% et en 2016 est de 45,4%

#### 1.2.5 Population, Promotion de la femme et Protection de l'Enfant

La commune rurale de Bermo dispose de 50 groupements féminins enregistrés. On peut aussi souligner la présence des femmes dans d'autres comités notamment les comités de gestion des établissements scolaires et des centres de santé, les associations des parents d'élèves, etc.

Le diagnostic fait ressortir à l'instar des autres communes une surcharge des travaux domestiques par les femmes, ce qui de facto réduit la conduite des activités génératrices de revenus.

Trois (3) moulins ont été implantés dans la commune au niveau des villages de Akadaney, Bermo et Oly. Dans le domaine de formation, 50 femmes ont bénéficiées de la formation en leadership féminin.

On dénombre une femme conseillère municipale, une commerçante entrepreneur. Cent dix(110) femmes de la commune ont bénéficié des appuis (50 femmes pour les AGR, 30 femmes pour la transformation du lait et 30 autres pour la production artisanale). Dans le cadre de la reconstitution du cheptel 200 têtes de petits ruminants ont été placé à 28 femmes. Certaines femmes sont impliquées dans la gestion des BAB et des centres d'alphabétisation mis en place par ABC Maradi en 2016.

Dans la commune de Bermo, les femmes s'adonnent à plusieurs activités: vente lait et fromage, teinture, tissage des nattes et des lits, confection de bracelet, gommage, petite restauration et boucherie.

Tout comme les hommes, les femmes de la commune ont un accès aux ressources naturelles.

Cependant, l'accès aux crédits et autres équipement d'allègement de tâche reste encore très difficile pour les femmes.

#### Jeunes

La commune urbaine de Bermo ne dispose pas d'infrastructures sportives et culturelles. Cependant, il existe une douzaine d'association (3 associations des jeunes hommes, une des jeunes filles et 8 mixtes) des jeunes toutes fonctionnelles avec 725 membres dont 123 femmes.

# • Protection de l'enfant en 2016

Il faudra rappeler que Bermo dispose d'un comité communal de protection de l'enfant et les autres comités villageois de protection de l'enfant sont en vois d'être mis en place.

Le service de la protection dans la mise en œuvre de son programme a atteint quelques indicateurs :

- 10 séances de sensibilisation dans le cadre de la protection ;
- 15 enfants victimes d'abandons anonymes, séparés, non accompagnés et pris en charge ;
- 6 enfants victimes de négligence pris en charge ;
- 1 enfant victimes de maltraitances pris en charge ;
- 1 menace de mariage d'enfant pris en charge ;
- 8 enfants à comportement à risque pris en charge,
- 45 enfants en contact avec le service de protection sans ouverture de dossier;
- 125 personnes reçues en permanences d'accueil ;
- 46 activités de protection actives ;
- 44 enfants accompagnés ;
- 15 réunions de réseautage, renforcement du signalement ;
- 5 réunions de comité local/comité relais.

# 1.2.6 Environnement

La commune de Bermo ne dispose pas de forêt classée balisée. Elle renferme une mare permanente empoisonnée de 30ha à Akadaney dont l'exploitation est traditionnelle, une mare semi permanente (23ha) à Gourbourou, six (6) sites de récupération de terre, Cinquante (50) vallées et des pare feux de près de 700 km. En dehors de ces ressources, la commune urbaine de Bermo renferme un massif forestier important mais rabougris. Les essences forestières les plus rencontrées sont disséminées dans les aires de pâturage.

Ces essences forestières sont aujourd'hui caractérisées par une graduelle dégradation : réduction continuelle du couvert végétal par des coupes abusives et/ou une exploitation anarchique afin de satisfaire les besoins en bois chauffe ou de service. La dégradation des aires de pâturage est due par l'utilisation des pratiques d'élevage inadéquates, ensablement des vallées et mares pour fait de l'érosion éolienne et hydrique. La fréquence des feux de brousse avec sept déclaré en 2016 a contribué à la destruction d'environ 421,23ha causant des pertes en pâturage et des animaux.

Les brigadiers anti feu de brousse formés et équipés sont au nombre de 20 en 2015 contre 40 en 2016, ces brigadiers sont insuffisants comparativement à la superficie de la commune. La commune ne dispose pas de pépinière pour faciliter les actions de reboisement et de protection de l'environnement. En 2016, les plantations ont été faites par le biais des achats des plants auprès des producteurs privés.

Quant à la faune, elle est quasi inexistante. Cependant, on y trouve encore des écureuils, des hérissons, des souris, des reptiles, etc.

# 1.2.7 Electrification rurale

Au moment de la réactualisation du PDC, la commune urbaine de Bermo est la seule à avoir bénéficié de l'électricité par l'intermédiaire d'un groupe électrique et du solaire pour l'éclairage public.

# 1.3 Activités économiques

L'élevage et le commerce constituent les principales activités économiques de la commune. On peut cependant ajouter d'autres activités comme l'artisanat, l'agriculture, etc.

# 1.3.1Agriculture

Cette activité est peu pratiquée dans la zone. Le mil, le sorgho et le niébé sont les principales cultures pratiquées en saison de pluie. Les zones de Bourdanna, Amatt, Akadaney et le Ranch sont les seules concernées par cette activité. Les superficies emblavées pour toutes les spéculations dans les quatre zones de production en 2016 se présentent comme suit : Bourdanna : 776ha, Amatt : 365 ha, Akadaney : 387 ha, Ranch 318 ha soit un total de 1846 ha.

En 2016, les résultats de la campagne pour le Département de Bermo sont les suivants:

Mil: Superficie total 9339 ha, Production 3922 tonnes, Rendement 420 Kg/ha;

**Sorgho**: Superficie total 5307 ha, Production 2362 tonnes, Rendement 445 Kg/ha:

**Niébé**: Superficie total 7113 ha, Production 1479 tonnes, Rendement 208 Kg/ha Quant aux cultures maraîchères, elles sont très faiblement pratiquées par insuffisance et/ou manque de mares et autres sources d'eau. Cette activité est pratiquée au niveau de deux (2) sites Akadaney et Tigguittou sur une superficie totale de 2 ha environ.

Les spéculations produites sont le choux, laitue, oignon et courge sur près des deux (2) ha dont les productions et les rendements ne sont pas maitrisables.

Pour la sécurité alimentaire, l'AREN, HCRP, PDRD, PROXEL et CADEV ont implanté et ravitaillé seize (16) banques céréalières dans la commune. Chaque BC a un comité de gestion qui a bénéficié d'une formation en gestion pour la bonne marche des activités. Toutes ces banques céréalières sont opérationnelles mais à la date de l'enquête les stocks n'ont pu être évalués.

Les structures comme le CRS/PGCA (au niveau départemental), l'OSV (au niveau communal) et les SCAP/RU (au niveau des villages) interviennent dans le cadre de prévision et gestion de la sécurité alimentaire et des crises et catastrophes.

Les pratiques culturales sont anciennes et la disponibilité des terres de culture est relativement faible du fait qu'elle est pratiquée dans une zone pastorale.

# **1.3.2. Elevage**

# a. L'élevage nomade

Il est pratiqué par les populations Touaregs et peulhs. Contrairement à la transhumance, l'itinéraire n'est pas tracé à l'avance. Les animaux se déplacent au gré de la disponibilité en eau et au pâturage.

En saison des pluies, les nomades quittent les terroirs d'attache avec leurs animaux pour aller à la recherche des mares, des bons pâturages. Ils reviennent à leur terroir d'attache en début de la saison sèche avec le tarissement des mares et la raréfaction des pâturages du nord. De retour du terroir, ils exploitent les pâturages qui s'y trouvent en faisant abreuver les animaux au niveau des puits et puisards.

Ce type d'élevage se cantonne généralement dans la zone pastorale, en cas de disette intervient une descente en zone agricole.

# b. L'élevage transhumant

C'est le système le plus important de part les effectifs de troupeaux concernés. Il est pratiqué par les peuls et les touaregs qui effectuent de grands déplacements du Nord vers le sud.

Au cours de la saison des pluies, pour éviter des conflits souvent meurtriers avec les agriculteurs, les troupeaux remontent en zone pastorale ou ils disposent de vastes étendues non cultivées ou abondent des bons fourrages et de l'eau des mares en permanence.

Les animaux restent dans la zone pastorale jusqu'à la fin des récoltes des champs ou du tarissement des mares .La descente vers le Sud se fait après la récolte des champs et le tarissement des mares semi permanentes.

Les animaux profitent des résidus des récoltes censés avoir des éléments nutritifs.

Les éleveurs profitent quant à eux de cette période pour effectuer des transactions avec les agriculteurs (vente d'animaux, achat de céréales).

C'est aussi à cette période où les animaux coûtent bon prix vu leur état d'embonpoint satisfaisant. Ils profitent des recettes tirées de la vente de leurs animaux pour effectuer leur approvisionnement en céréales et autres produits de première nécessité, obtenir l'argent nécessaire au paiement des impôts.

Les éleveurs restent dans les zones sédentaires jusqu'au début de la prochaine saison des pluies .

Pendant la saison chaude, le problème des éleveurs demeure l'abreuvement des animaux sur les puits destinés à l'alimentation humaine.

# c. Les espèces élevées

#### Les bovins

En cette zone pastorale, le zébu Bororo domine, suivi de métis Azawak Bororo et Goudali. Le zébu Bororo est de grande taille et est élevé généralement par les peul Bororo.

Cette commune a l'avantage d'abriter le centre de multiplication des bovins Azawak, crée en 1977 d'où la diffusion de cette race partout dans la sous-région.

#### Les ovins

Les races dominantes sont le (Ara-Ara) appelé communément bouzoun-rago qui constitue la race touareg, le mouton peulh composé de deux souches : Bali-bali et l'oudah.

# Les caprins

Dans cette zone les chèvres du Sahel à robe blanche sont les plus répandues notamment chez le touareg.

#### Les camelins

Ils comportent plusieurs races, mais les plus répandues sont le chameau de l'Air(Nastraman) le chameau du Sahel(Azargan) et le métis. On trouve quelque fois le Manga. Les robes varient du blanc, blanc sale, gris marron. L'effectif est plus important chez les touaregs de Effret, Bermo.

# Les asins et les équins

On trouve l'âne du Sahel, le cheval Bagazam de l'Air, le cheval de l'Ader. Les asins sont plus nombreux dans cette zone où ils sont utilisés comme moyen d'exhaure et de transport. Les équins aussi ont connu une augmentation significative ces dernières années à cause de recrudescence des vols à main armée de dromadaires. Beaucoup d'éleveurs de chameaux ont préféré acheter des chevaux et ânes à la place du dromadaire; ce qui fait qu'aujourd'hui il y a une importante population des chevaux chez les pasteurs peulhs et touareq.

# Les volailles

Elles sont très peu élevées dans cette zone, du fait des déplacements ininterrompus. On retrouve quelques pintades, poules et des pigeons.

# d. Effectif du cheptel

Il est difficile de donner les chiffres exacts. Les estimations faites lors des diagnostics sont loin d'être fiables compte tenu de plusieurs facteurs ; comme la méfiance d'exposer ce qu'on possède et le risque de ne pas bénéficier des distributions gratuites aux vulnérables.

Néanmoins, le diagnostic participatif à travers les données secondaires collectées dans les services techniques se présente comme suit en 2016 : Bovins : 182153 têtes, ovins : 177097 tête, 91965 caprins, 90180 camelin, 28906 asins, 1767 équins et la volaille donnée non disponible (données du niveau département).

# e. Production et commercialisation des produits et sous-produits de l'élevage Le système de commercialisation des animaux dans cette commune se

caractérise par une multiplicité des acteurs (producteurs, collecteurs, bouchers, grossistes, détaillants et courtiers etc....) au niveau des trois(3) marchés à bétail (Bermo, Oly et Akadaney).

Dans ce système, les marchés de bétail semblent en défaveur pour les éleveurs et cela est plus accentué pendant les périodes de soudures (Avril, Mai, Juin).

Ensuite pendant les années de crise, la vente des animaux est plus perceptible, car à temps normal c'est plutôt un élevage contemplatif.

Pour les cuirs et peaux, depuis la disparition de la SONITAN, un circuit de collecte s'est organisé par de collecteurs exportateurs qui acheminent tous vers le Nigeria.

# f. Alimentation du cheptel

Dans cette zone l'alimentation du bétail est constituée des fourrages grossiers (paille de brousse). En effet, les banques d'aliment bétail au nombre de vingt-six (26), mise en place par certains projets comme PROZOPAS sont complètement victimes de dysfonctionnement à cause de la mauvaise gestion et de leurs états de dégradation. En 2016, la biomasse est de 665711,16 tonnes.

Pas de pratique de culture fourragère dans la commune.

Les eaux des mares, les puisards et puits constituent les lieux d'abreuvement des animaux. Cet abreuvement a lieu au niveau des mares en saison de pluie et au niveau des puits et la mare permanente d'Akadaney en saison sèche.

L'exhaure se fait à l'aide des bœufs, dromadaires et surtout d'asins. L'acquisition d'équipement d'exhaure et d'abreuvage fait l'objet d'importantes dépenses (75000FCFA) chez l'éleveur en saison sèche, ce qui nécessite la vente de quelques têtes de bétail sur le marché.

# g. Exploitation et gestion de l'espace pastorale

L'exploitation et la gestion de l'espace pastoral restent purement traditionnelles résultant des différents systèmes d'élevage. Jusqu'à présent, il n'y a aucune forme d'appropriation privée des pâturages, ni de la part d'individus ni de celle de groupes.

Par contre, il existe des droits biens précis sur le point d'eaux détenus par des individus ou des groupes d'individus qui les ont construits. D'ailleurs, c'est ce qui aiguise la réticence des propriétaires des puits traditionnels à accepter le puits cimenté moderne au risque de perdre son privilège.

# h. Système de gestion observé

Dans le ranch de Fako, il s'agit d'un système de gestion basé sur des techniques modernes de gestion (notion de charges, parcellement) qui est souvent perturbé par des facteurs intrinsèques (sècheresse éleveurs fraudeurs, etc).

Les pertes énormes d'animaux, soit par mortalité soit par vente forcée ont pour conséquence que beaucoup d'éleveurs ne disposent plus de troupeaux viables C'est ainsi que les éleveurs ont été obligé de changer plus ou moins leur mode de vie et de diversifier leur activité économique (gardiennage, exode, commerce, etc.)

lci, le pâturage est moins abondant qu'autre fois ; dans tous les groupes on trouve une tendance croissante de sédentarisation. Beaucoup d'éleveurs

(touareg et peulh) se sont sédentarisés complètement, avec seulement quelques membres de la famille qui partent en transhumance (Bermo, Akadaney, Tacha Ibrahim).

# i. Encadrement et auto encadrement

La commune dispose des auxiliaires para vétérinaires (20) et de cinq (5) agents d'élevage couvrant les besoins des éleveurs de cette commune.

#### k. Situation santé animale

Les principales maladies sont la pasteurellose, poly parasitose, la fièvre aphteuse, la Clavelée, dermatose nodulaire, charbon bactéridien et piroplasmose.

# 1.3.3 Artisanat

Les activités artisanales sont bien présentes dans la commune de Bermo, une coopérative de forgeron avait bien brillé mais disparue pour cause de la mauvaise gestion; on rencontre beaucoup de tresseuses de lit et de nattes.

#### 1.3.4 Pêche

Dans la seule mare permanente d'Akadaney une pêche s'effectue à l'état traditionnel, car elle n'intéresse pas les autochtones.

#### 1.3.5 Commerce

Les activités commerciales se pratiquent avec difficultés dans la commune vue l'enclavement et l'état des pistes reliant Bermo à Dakoro ou Abalak qui sont les deux centres d'approvisionnement en produits de première nécessité.

La spécificité de Bermo, c'est l'importance de la vente du bétail dont il détient une part importante dans l'économie du département. Cette activité de commerce du bétail occupe 111 personnes dont les convoyeurs, les intermédiaires et les bouchers.

On dénombre trois (3) marchés hebdomadaires (Akadaney, Oly et Bermo) l'essentiel de ces ventes d'animaux s'effectue au niveau de ces marchés.

# 1.4. Transports, Communication et Mine

Les transports routiers participent à la réduction de la pauvreté et se présentent souvent comme un levier important pour la croissance économique en appuyant la plupart des activités productives. Ils constituent un maillon important dans la sécurité alimentaire des personnes et animaux en facilitant la circulation des denrées alimentaires dans la commune, de même qu'ils améliorent l'accès aux services sociaux de base. La commune de Bermo ne dispose d'aucune piste latéritique qui relie le chef-lieu du département de Bermo à d'autres localités de la zone.

L'avènement du transport à deux roues (taxi moto ou Kabou-Kabou) contribue énormément à l'accroissement des échanges. Pour les véhicules de transport, on dénombre au total 106 véhicules toute marque confondue, 833 motos et 25 vélos.

Dans le domaine de la télécommunication, la commune dispose d'une radio communautaire non fonctionnelle. Par contre, on note la présence de la radio national (**Voix du Sahel**) en bande SM. Pour la téléphonie mobile à savoir Airtel, Orange la couverture est défectueuse.

En ce qui concerne le secteur minier, aucune ressource minière n'est identifiée dans la commune. Les carrières existantes sont exploitées (argile et sable) pour la construction des maisons.

# 1.5. Secteur tertiaire

# 1.5.1 L'Energie

La commune de Bermo ne dispose d'aucune industrie de production, à part la boulangerie traditionnelle. Par contre, au ranch de Fako, le fromage est produit localement et est très apprécié des consommateurs.

Grâce au programme spécial, le chef-lieu de la commune est doté d'une centrale électrique qui fonctionne de 09Heures à 23Heures avec une rupture de 16 heures à 18 heures. L'éclairage public est assuré par les panneaux solaires.

# 1.6. Caractéristiques institutionnelles

# 1.6.1 Administration et fonctionnement

La commune est l'émanation de l'administration étatique. Elle a été créée par la loi 2002-014 du 11juin 2002. Son installation ne sera effective qu'avec les élections locales de 2004. Elle bénéficie de l'appui conseil de certains services techniques déconcentrés du niveau départemental. (Education, Santé, Agriculture, Elevage, Environnement).

La commune urbaine de Bermo est dotée d'un conseil municipal qui est l'organe délibérant et d'un exécutif composé du Maire assisté de son adjoint.

La chefferie traditionnelle est représentée dans le conseil municipal en tant que membre de droit, il s'agit du chef de groupement peulh Bororo. Cette autorité est fortement impliquée dans la conduite des affaires de la commune, de même que les acteurs de la société civile communale.

Dix(10) partis politiques existent dans la commune. Certains de ces partis détiennent des sièges au niveau du conseil municipal. Il s'agit de : (PNDS (7), Loumana ((2), RDP(1), MNSD(1)).

Deux commissions spécialisées fonctionnent (développement rurale et financière).

Les sessions ordinaires au nombre de quatre (4) sont chaque année tenues.

Le taux de participation à la session est de 100% chaque année sauf en cas de force majeure ;

Les dispositions prises pendant la délibération du conseil sont exécutées et diffusées à travers des affiches.

Les débats sont ouverts à toutes les couches sociales (Homme et femme), les règles de comptabilité et les textes définissant les attributions du SG sont respectées.

Un mécanisme de suivi des services municipaux est mis en place (SM, Etat civil, chefferies traditionnelles, ...).

Toutes les commissions ne sont pas mises en place, donc les différents rôles et responsabilités ne sont pas assumés et une femme est membre de la commission développement rural.

Tableau n°2 : Répartition des conseillers élus :

	Noms et Prénoms	Provenances	Appartenance politique	Niveau
				d'instruction
1	Malan Oumarou	Bermo	PNDS	BEPC
2	Boubacar Jouli	Akadaney	PNDS	BEPC
3	Moussa Tambaye	Akadaney	PNDS	BEPC
4	Hama Harouna	Effret	PNDS	Illettré
5	Mahaman Al	Ouban Kadi	RDP	Illettré
	Alkarim			
6	DotchiriKabo	Bakoba	JAMHURIA	Illettré
7	WadjiMaoudé	Amat	LUMANA	Illettré
8	MoudiameDjibo	Oly	PNDS	BEPC
9	Mariame Hody	Pourelle	Lumana	Illettrée
10	Hody Amadou	Tacha	PNDS	Illettré
		Ibrahim		
11	BohaGamarou	Effret	PNDS	Illettré

**Source:** Marie Bermo

#### 1.6.2 Ressources humaines

Le personnel administratif de la commune est composé du Maire (et 1 adjoint au Maire), un secrétaire général, un Receveur Municipal, un agent d'Etat Civil.

Le service communal d'état civil qui est le centre principal est secondé par 25 auxiliaires d'état civil en activité sur l'ensemble de la commune. En 2016 : 345 enfants enregistrés, 1040 jugement déclaratifs délivrés, 70 agents formés en technique d'enregistrements des naissances, 63 actes de mariage délivrés et enfin 31 actes de décès.

# Personnel technique de la commune

En dehors du service d'état civil la commune de Bermo ne dispose pas des services techniques communaux.

#### Ressources matérielles

La mairie de Bermo dispose de matériels de bureau et d'informatiques et d'un véhicule de service.

#### Ressources financières

Les ressources financières de la commune sont constituées des impôts, et des taxes municipales (marché, tracteur, identification, routier, fourrière, patente,...). En 2016, il y a eu une prévision du budget général de 51619917 FCFA pour une réalisation de 27089391fcfa soit 52.47% de réalisation.

A ces taxes on peut ajouter les appuis de certains partenaires techniques et financiers.

# Organisation et gestion de l'espace

La commune urbaine de Bermo est constituée de trois cent treize (313) villages administratifs, tribus Peulh et Touareg. Presque toute la population mène une vie essentiellement nomade ou sédentaire.

On note la présence d'une commission foncière communale (COFOCOM), 14 COFOB dont les membres sont tous formés et équipés ;

Il existe ainsi différentes possibilités d'accès à des terres ou puits pastoraux qui se distinguent par :

- √ l'héritage direct qui est un moyen par lequel un fils ou une fille hérite directement la terre ou puits de son père. C'est le mode d'acquisition le plus répandu dans la commune; mais il a l'inconvénient d'être responsable du morcellement des terres;
- √ l'achat qui est un mode de cession par lequel un individu devient propriétaire terrien ou puits par achat direct;
- ✓ le gage, le prêt et la location sont apparus dans certains cas.

# 1.6.3 Bilan des réalisations financières

# ✓ Evolution du budget au cours des cinq dernières années

Année budgétaire	Prévision	Réalisation	Taux d'exécution %	Observation
2017	66 071 151	ND	ND	
2016	51 619 917	27 089 391	52,47	
2015	45 155 920	13 578 466	30,07	
2014	39 934 106	ND	ND	
2013	45 283 765	ND	ND	
2012	45 283 765	ND	ND	

# BILAN DIAGNOSTIC

# II. BILAN DIAGNOSTIC

# 2.1. Hydrographie

# ❖ Eau de surface

La commune urbaine de Bermo est caractérisée par un réseau hydrographique saisonnier. Le réseau est composé essentiellement des mares temporaires et une mare permanente (centre de regroupement d'Akadaney 30ha) et de Zawa (6ha), elles sont toutes alimentées par l'eau de ruissellement en saison des pluies. Ces sources d'eau sont utilisées pour l'abreuvement des animaux, la confection des briques, etc.

# ❖ Eau souterraine

Le système hydro géologique se caractérise par la présence d'une nappe du continental Amadien (Intercalaire, de 50 à 90 m de profondeur) dans presque toute la zone.

#### 2.2 Les sols

Les sols de Bermo sont constitués en grande partie des sols dunaires sablonneux, mais on rencontre également des sols argileux dans les vallées et des glies dans une moindre proportion, mais aussi des gisements de quartz dans la partie Nord de Akadaney entre Amoulass et Tiguittout.

Les sols iso humiques: Du grand erg de la zone pastorale; ce sont des sols pauvres en matières organiques, peu structurés et très sensibles à l'érosion éolienne avec un pouvoir élevé d'absorption d'eau, mais d'une faible capacité de rétention. Ils ont évolué dans les conditions d'aridité et possèdent une vocation essentiellement pastorale.

### 2.3 La faune

On distingue des petits mammifères (lièvre, écureuil, ...), les reptiles et les oiseaux. Le braconnage et la dégradation avancée du couvert végétal a fortement porté préjudice à l'existence de la faune dans la commune.

# 2.4 Secteurs sociaux

# 2.4.1 Capital Humain

# Sport, culture et loisir

# Tableau n°7 Potentialités, contraintes, et solutions

Potentialités	contraintes	solutions
Existence de plusieurs cultures	Manque d'infrastructures sportives et culturelles	Construction des infrastructures culturelles et sportives

# 2.5 Services techniques déconcentrés de l'Etat

Les services techniques de l'Etat sont : le poste d'élevage de Bermo et ses démembrements (case de santé vétérinaire de Zawa, chigrenn et la CIB d'Akadané), les services de santé, de l'environnement, du Plan et Développement Communautaire, l'hydraulique, le Genie rural, le CES, l'Agriculture et l'Inspection primaire, un escadron de la garde Nationale et de La Gendarmerie.

#### a. Les services communaux

On ne dénombre aucun service autre que celui d'Etat civil qui est rattaché à la Mairie.

# b. Les Partenaires au développement intervenant dans la commune

Les Projet ABC, L'ONG AREN, le PACIII, PRASP, PDEVII, PASEL7, OXFAM, PAM, PDRD, PUSADER, FIDA, BM, PAPSSS, le PHRASEA, CALY3 en 2017 sont présents à Bermo.

Les associations de développement sont : AREN, CADEV, CAPAN, CAP Hadinkai, ANDDH, OLDH, TMIDRIA, Croix rouge.

Malgré l'existence de l'insécurité dans certaines parties de la commune, les partenaires au développement interviennent présentement dans la commune.

# 2.6 Education

Tableau n°16 : Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentialités	Contraintes	Causes	Solutions
Existence d'enfants scolarisables	-Réticence des parents (APE et AME) à la scolarisation des enfants -Insuffisance d'infrastructures et équipement scolaire -Abandon des enfants à scolarisés pour cause de transhumance -Mauvais fonctionnement des CGDES -Insuffisance des formations pédagogique -Insuffisance des infrastructures scolaires (classes, bloc administratif,) -Insuffisance des enseignants et enseignantes -Insuffisance des centres d'alphabétisation pour les hommes et les femmes	Analphabétisme -Pauvreté des ménages; -Culture du milieu et le nomadisme; -Difficultés de rétention des élèves lors des migrations des parents par manque de cantines et dortoirs; -Retard des élèves à la rentrée	-Dotation del'inspection d'un bureau ; d'un logement ; d'un véhicule et des motos -Sensibilisation des parents surtout sur la scolarisation des filles -Renouvellement et Formation des membres des CGDES -Formationdes centres de regroupement des écoles -Organisation des cessions de CAPED -Création des centres de formation -Construction et équipement des infrastructures

# 2.7 Santé

Tableau n°19 Potentialités ; contraintes ; causes et solutions

Potentialités	Contraintes	Causes	Solutions
-COGES mis en place et formés; -Existence d'un système de recouvrement des coûts; -Existence d'un personnel	maladies parasitaires chez les malades hommes et femmes -Insuffisance des médicaments dans les formations sanitaires -Faible taux de couverture sanitaire	-Analphabétisme; -Faible participation des populations à la gestion des infrastructures publiques; -Pauvreté des populations; -Insuffisance de	-Approvisionnement des centres en médicaments -Sensibilisation des populations sur l'hygiène -Sensibilisation de la population su la fréquentation des centres sanitaires -Réhabilitation du CSI -Création des CSI

plus ou moins suffisant dans les formations sanitaires; -Existence d'un Hôpital de District non encore opérationnel; -Existence d'une ambulance mais en panne.	-Mauvais fonctionnement des	formation; -Insuffisance de sensibilisation des bénéficiaires; -Manque de piste rurale latéritique ;	-Formation et ou recyclage des membres de COGES -Amener l'Etat à honorer son engagement su le remboursement des frais de la gratuité des soins ; -Renforcement du parc des moyens roulant des centres sanitaires.
--	--------------------------------	--	---

# 2.8 Secteur Hydraulique, hygiène et assainissement

# a) Hydraulique

❖ Les ressources en eau souterraine sont constituées de deux MAEP à Bermo et Akadaney avec un mode de gestion délégataire, de 47 puits cimentés fonctionnels, 2 PMH, 8 SPP et plus de 300 puits traditionnels. Ces derniers constituent la principale source d'approvisionnement en eau pour les êtres humains et le bétail. La nappe est du continental



❖ A côté des ressources en eau souterraines, il y a des eaux de surface constituées des deux mares dont : une semi permanente d'une superficie de 23ha à Gourbourou, et une permanente de plus de 100 ha à Akadaney en période de haute eau.



❖ Il y a lieu aussi de signaler l'existence des mares temporaires.

- ❖ Le taux de couverture en eau potable en 2015 est de 44,6% et en 2016 est de 45,4%
- ❖ La situation des puits traditionnels pastoraux est délicate car non seulement les propriétaires privés de ces points d'eau n'ont souvent pas d'autorisation pour réaliser ces ouvrages mais aussi est surtout ne respectent pas la maillage. Inventaire des ressources en eau et autres équipements

Tableau n°20 Situation des infrastructures hydrauliques

RESSOURCES	Quantités	Etat	Localisation
Mares	1	Ensablé	Akadaney
permanentes	ı	Liisabie	Akadaney
Mares semi-			OroBammo, Tifelente, Djouti,
permanentes et	6	Ensablés	Sofolotto, Guirka, Bammo
temporaires			Gorolotto, Guirka, Barrino
Mini AEP	2	bon	Bermo et Akadaney
Puits pastoraux	47	-	-
Puits traditionnels	235	-	-
Station de		6	Kirmidilla, Eggo, Chiguirel,
pompage pastoral	8	fonctionnelles	Zawa, Toumboudéji, Ranch,
(SPP)		Torictionnelles	BundiBougaou et Oly
		1 en panne (	
FPMH	2	tacha) et 1	Amoulass et Tacha Ibrahim
		passable	
Borne fontaine	11	1 en pane	Bermo: 7, Akadaney: 3 et
Donne ionitaine	' '	(Bermo)	Kirmidilla : 1
Robinet	22		Bermo : 14, Akadaney : 6 et
Kobinet	22		Kirmidilla : 2
			Kirmidilla: 6, Eggo: 2,
			Chiguirel : 2, Zawa : 2,
Abreuvoirs	30		Toumboudéji : 2, Ranch : 12,
			BundiBougaou : 2 et Oly : 2
			Amoulass
	Privé : 199		
Nombre d'abonnés	Particulier :		BERMO
	12		

**Source**: Direction Départementale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DDH/A).

Tableau n°21 : Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentialités	Contraintes	Causes	Solutions
L'existence des nappes ; Existence d'une mare	-Insuffisance des points d'eau modernes -Méconnaissance des lois relatives à la gestion de l'eau -Système d'exhaure inadapté -Insuffisance des partenaires dans le domaine de l'hydraulique -Gestion défectueuse des délégataires	-Analphabétisme -Mauvaise volonté des acteurs	-Construction des points d'eaux moderne -Vulgarisationdes textes des lois sur la gestion de l'eau -Recherche de nouveaux partenaire -Amener les délégataires à
			respecter les contrats

# b) Hygiène et assainissement

La Mairie ne dispose pas d'un service d'hygiène et assainissement.. Les quelques rares actions d'hygiène et assainissement se limitent à des opérations ponctuelles de salubrité publique qu'organisent les populations elles-mêmes. Pour l'ensemble de la commune, on compte 52 latrines publiques et scolaires, 70 latrines familiales construites la plupart par des partenaires. Aussi,18 autres latrines scolaires sont en cours de construction de 6 écoles de la commune.

Tableau n°22 : Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentialités	Contraintes	Causes	Solutions		
Potentialités  ✓ Disponibilité des eaux souterraines ; ✓ Qualité acceptable de l'eau	Contraintes  -Faible taux d'accès à l'assainissement de base pour toutes les couches sociales (hommes, femmes, jeunes filles et garçons, personne en situation d'handicape, personne âgées) -Manque d'ouvrage d'évacuation des eaux usées au niveau des gros centres de la commune et le chef-lieu	Causes  -Insuffisance dans la formation des comités de gestion des points d'eau; -Analphabétisme des membres des comités de gestion;	Solutions -Sensibiliser les populations concernant la réalisation des points d'eau modernes; -Réalisation de nouvelles Mini AEP; -Réaliation des PMH;		
	de la commune		-Réalisation des puits cimentés;		
			-Construction		
			des canaux		
			d'évacuation		

points d'eau (CGPE);
----------------------

# 2.9 Formation professionnelle et emploi

Au niveau de ce secteur, il existe un Centre de Formation et de Métiers (CFM) et un Collège d'Enseignement Technique(CET). Dans les cinq dernières années aucun emploi n'a été créé par la collectivité.

# 2.10 Promotion de la femme et des jeunes

# Quelques indicateurs relatifs à l'aspect GENRE

Le taux d'admission au CFEPD est de 65,71% dont 47,16% (fille) en 2015-2016 tandis que le taux d'admission au BEPC s'élève à 30% dont 50% (fille) en 2015-2016.

Le taux de mortalité maternelle est de 0%, le taux de consultation prénatale est de 83,72% en 2016.

Les femmes de la commune ont un accès aux ressources naturelles relativement important au même niveau que les hommes.

Cependant, l'accès aux crédits et autres équipement d'allègement de tâche reste encore très difficile pour les femmes.

# Jeunes

La commune urbaine de Bermo ne dispose pas d'un centre de sport et culture. Il n'existe pas d'autres infrastructures de sports et culture encore moins le personnel d'encadrement. Cependant, on rencontre au niveau des établissements scolaires des terrains de fortunes où sont pratiquées les activités physiques et sportives. Il existe douze (12) associations (3 associations des jeunes hommes,

une des jeunes filles et 8 mixtes) des jeunes toutes fonctionnelles avec 725 membres dont 123 femmes.

Mais, il faudra rappeler que Bermo dispose d'un comité communal de protection de l'enfant mais aucun comité villageois n'est mis en place.

# Protection de l'enfant

Le service de la protection de l'enfant dans le cadre de la mise en œuvre de son programme à atteint quelques indicateurs :

- 10 séances de sensibilisation dans le cadre de la protection ;
- 15 enfants victimes d'abandons anonymes, séparés, non accompagnés et pris en charge ;
- 6 enfants victimes de négligence pris en charge ;
- 1 enfant victimes de maltraitances pris en charge ;
- 1 menace de mariage d'enfant pris en charge ;
- 8 enfants à comportement à risque pris en charge,
- 45 enfants en contact avec le service de protection sans ouverture de dossier :
- 125 personnes reçues en permanences d'accueil ;
- 46 activités de protection actives ;
- 44 enfants accompagnés;
- 15 réunions de réseautage, renforcement du signalement ;
- 5 réunions de comité local/comité relais.

Tableau n°23 Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentialités	Contraintes	Causes	Solutions
✓ Existence d'un service départem ent ✓	-Insuffisance d'organisation féminine et des jeunes -Analphabétisme de la femme et même des hommes -Surcharge du calendrier de la femme -Insuffisance de la sensibilisation chez la femme -Insuffisance de formation pour les	✓ Analphabét isme ✓ Mauvaise volonté	✓ Sensibiliser I population sur la nécessité de s'organiser ✓ Création des centres alpha ✓ Création des AGR pour les femmes ✓ Mise en place de matériel d'allégement des taches ménagères

jeunes files et	✓ Création des
garçons	emplois pour les
-Exode massif des	femmes
femmes et des	✓
jeunes garçons	
-Insuffisance	
d'appui aux	
personnes en	
situation	
d'handicape	
(homme, femme et	
jeunes garçons et	
filles)	
-Mauvais	
traitement fait aux	
femmes et aux	
enfants	

# 2.11 Activités économiques

Etant donné que la population de Bermo est essentiellement rurale et pastorale, l'élevage et le commerce constituent les principales activités économiques des celles-ci. On peut cependant ajouter d'autres activités comme l'artisanat, l'agriculture, etc.

# a. L'agriculture

Cette activité est peu pratiquée dans la zone. Le mil, le sorgho et le niébé sont les principales cultures pratiquées en saison de pluie. Les zones dans lesquelles cette activité est pratiquée sont : Bourdanna, Amatt, Akadaney et la zone du Ranch.

Les superficies emblavées pour toutes les spéculations dans les quatre zones de culture en 2016 se présentes comme suit : Bourdanna 776ha, Amatt 365 ha, Akadaney 387 ha, Ranch 318 ha soit un total de 1846 ha. En 2016 les résultats de la campagne pour le Département de Bermo sont :

Mil: Superficie total 9339 ha, Production 3922 tonnes, Rendement 420 Kg/ha; Sorgho: Superficie total 5307 ha, Production 2362 tonnes, Rendement 445Kg/ha;

Niébé: Superficie total 7113 ha, Production 1479 tonnes, Rendement 208 Kg/ha;

 Superficies cultivées; productions et rendements des principales spéculations dans le département de Bermo

Tableau n°24 Situation des superficies spéculations; rendements productions

Année	Mil			Sorgho			Niébé		
S	Sup	Prod	Rdts(Kg/ha)	Sup	Prod	Rdt(K g/ha)	Sup	Prod	Rdt(Kg/ ha)
2013	15	7	482	7 520 2 2	2 271	302	12 972	3 865	298
2013	166 310	310	402	7 320	2211	302	12 312	3 003	290
2014	12	4	347	7 902	2 228	282	10 978	2 316	211
2014	555 357	357	347	1 302	2 220	202	10 970	2 310	211
2015	7	1	212	8 720	2 032	233	4 670	564	108
2013	066	498	212	0 720	2 032	233	4070		
2016	9	3	420	5 307	2 362	445	7 113	1 479	208
2016	339	922	420	3 307	2 302	443	1 113	1419	200

Source: DDA Bermo

**NB:** Cette situation concerne les deux communes du département de Bermo (Bermo et Gadabédji).

**Tableau n°25** Superficies agricoles emblavées par la commune de Bermo pendant la campagne hivernale 2016

Localités	Superficies (Ha)	emblavées	Observations		
Bourdanna	776				
Amatt	365		Toutes	sp	éculations
Akadaney	387		confondues	(Mil,	Sorgho,
Ranch (Fako)	318		Niébé) exploit	ées dan	s la zone
TOTAL	1846				

Source: DDA Bermo

# Cultures irriguées

Quant aux cultures maraîchères, elles sont très faiblement pratiquées par insuffisance et/ou manque de mares et autres sources d'eau. Cette activité est pratiquée au niveau de deux(2) sites Akadaney et Tigguittou sur une superficie totale de 2 ha.

Les spéculations sont le choux, la laitue, l'oignon et le courge mais les productions et les rendements ne sont pas maitrisés.

Les pratiques culturales sont anciennes et la disponibilité des terres de culture est relativement faible du fait que la zone est à vocation pastorale.

**Tableau n° 26** Superficies emblavées et spéculations de la commune de Bermo pendant la campagne maraîchère 2016

Spéculation	Superficie (ha)	Rendement (kg/ha)	Production (tonne)
Choux			
Laitue	2 Ha	Non estimé	Non estimée
Oignon	211a	Non estine	Non estimee
Courge			

Source : DDA Bermo

Pour la sécurité alimentaire AREN, HCRP, PAC III, PDRD, PROXEL et CADEV, ont implanté et ravitaillé des banques céréalière dans la commune. Chaque BC dispose d'un comité de gestion qui a bénéficié d'une formation en gestion. Dans le cadre de la prévision et la gestion de la sécurité alimentaire certains partenaires ont apporté leur appui (CRS/PGCA au niveau du département, OSV au niveau communal et SCAP/RU au niveau de certains villages de la communes).

Tableau n°27Situation des banques céréalières par source de financement :

N°	Localisation	Partenaires financiers	Fonctionnalité
d'ordre			
1	Bermo	AREN	Fonctionnelle
2	Ibrahim	AREN	Fonctionnelle
	Riskoua		
3	Tacha	AREN	Fonctionnelle
	Ibrahim		
4	Intalakk	AREN	Fonctionnelle
5	Innifi	AREN	Fonctionnelle
6	Bougagé	PDRD	Fonctionnelle
7	Akadaney	PROXEL	Fonctionnelle
8	Effret	HCRP	Fonctionnelle
9	Bundi Kiro	PROXEL	Fonctionnelle
10	SoukaOro	HCRP	Fonctionnelle
11	OroBammo	CADEV	Fonctionnelle
12	Foundou	HCRP	Fonctionnelle
13	Daoud	PROXEL	Fonctionnelle
14	BundiJého	HCRP	Fonctionnelle
15	Kouloua	HCRP	Fonctionnelle
16	Oly	HCRP	Fonctionnelle
17	Bermo	PACIII	Fonctionnelle

**Source :** Enquête terrain

# Tableau n°28 Potentialités, contraintes et solutions

Potentialités	Contraintes	Solutions
-Présence des terres cultivables -Abondance de la fumure organique ;	-Insuffisance de soins vétérinaires -Non enfouissement des cadavres -Insécurité alimentaire -Insuffisance et mauvaise gestion de BC -Attaques des ennemis de cultures -Insuffisance d'agent d'encadrement et producteur -Libération hâtive des champs de culture par les producteurs et les productrices -Difficultés d'accès par les hommes et les femmes aux moyens modernes de production -Statut pastoral de la zone -Insuffisance et mauvaise répartition de la pluie	-L'encadrement des producteurs -Sensibilisation des populations -Utilisation des semences améliorées -Création des BC -Création des BIA; -Aménagement des mares; -Formation des OP en gestion et vie associative; -Identifier, former et équiper des brigadiers phytosanitaire dans les zones d'Akadané et Oly où l'agriculture est pratiquée); -Alphabétiser les comités de gestions

**Source :** Enquête terrain

# b. L'élevage

Tableau n° 29 Infrastructures

Types	Puits past orau x	Stati on de pomp age	Parc de vaccin ation	Aire d'abat tage	BA B	Stock	BIZ	Stock	Pharma cie vétérinai re	Clinique vétérinair e	Marché à bétail
Nbre	280	8	8	1	26	ND	2	ND	0	0	3
Etat	-	Bon	5 bons et 3 mauva is	passa ble	Bon		Bon		-	-	Bon

Source: DDEL Bermo

# L'élevage nomade

Il est pratiqué par les populations Touaregs et peulhs. Contrairement à la transhumance, l'itinéraire n'est pas tracé à l'avance. Les animaux se déplacent au gré de la disponibilité en eau et du pâturage.

En saison des pluies les nomades quittent avec leurs animaux les terroirs d'attache pour aller à la recherche des mares, des bons pâturages. Ils reviennent en début de la saison sèche avec le tarissement des mares et la raréfaction des pâturages du nord.

Ce type d'élevage se cantonne généralement dans la zone pastorale, en cas de disette ils descendent en zone agricole.

Tableau n° 30 Effectif du cheptel dans le département de Bermo de 2012 à 2016

Années	Bovins	Ovins	Caprins	Asins	Equins	Camelins	Volailles
2012	144 282	154 330	78 612	26 705	1698	85 639	ND
2013	911 763	159 731	81 756	27 239	1715	86 752	-
2014	97 269	165 322	85 026	27 784	5891	87 880	-
2015	171 842	171 108	88 428	28 340	1750	89 023	-
2016	182 153	177 097	91 965	28 906	1767	90 180	-

Source : DDEL Bermo

<u>NB</u>: Cette situation concerne les deux communes du département de Bermo (Bermo et Gadabédji).





Production et commercialisation des produits et sous-produits de l'élevage

Le système de commercialisation des animaux dans cette commune se caractérise par une multiplicité des acteurs (producteurs, collecteurs, bouchers, grossistes, détaillants et courtiers etc....) au niveau des trois(3) marchés à bétail (Bermo, Oly et Akadaney).

Dans ce système, les marchés de bétail semblent en défaveur des éleveurs et cela est plus accentué pendant les périodes de soudures (Avril, Mai, Juin ) ou le prix des céréales grimpent et celui de l'animal chute.

Ensuite pendant les années de crise, la vente des animaux est plus perceptible, car à temps normal c'est plutôt un élevage contemplatif.

Pour les cuirs et peaux, depuis la disparition de la SONITAN, un circuit de collecte s'est organisé par de collecteurs exportateurs qui acheminent tous vers le Nigeria.

# Alimentation du cheptel

Dans cette zone l'essentielle de l'alimentation du bétail est constituée des fourrages grossiers (paille de brousse). En effet les banques d'aliment bétail (26) mise en place par certain projet comme PROZOPAS sont complètement victimes de dysfonctionnement à cause de la mauvaise gestion et de leurs états dégradés. la situation de la biomasse de 2013 à 2016 est donnée par le tableau suivant.

Tableau n°31Situation de la biomasse de 2012 à 2016

Années	Quantités (Tonnes de matières sèches)
2013	1 181 532
2014	1 733 719
2015	976 683
2016	665 711,16

Source: DDEL Bermo

La culture fourragère n'est pas pratiquée dans la commune.

Les eaux des mares, les puisards et puits constituent les lieux d'abreuvement des animaux. Cet abreuvement a lieu au niveau des mares en saison de pluie et au niveau des puits et la mare permanente (Akadaney) en saison sèche.

L'exhaure se fait à l'aide des bœufs, dromadaires et surtout des ânes . L'acquisition d'équipement d'exhaure et d'abreuvage fait l'objet d'importantes dépenses (75 000F/Kit) chez l'éleveur en saison sèche, ce qui nécessite la vente de quelques têtes de bétail sur le marché.

# **Exploitation et gestion de l'espace pastorale**

L'exploitation et la gestion de l'espace pastoral restent purement traditionnelles résultant des différents systèmes d'élevage. Jusqu'à présent il n'y a aucune forme d'appropriation privée des pâturages, ni de la part d'individus ni de celle de groupes.

Par contre, il existe des droits biens précis sur le point d'eaux détenus par des individus ou des groupes d'individus qui les ont construits. D'ailleurs c'est ce qui aiguise la réticence des propriétaires des puits traditionnels à accepter le puits

cimenté moderne qui est une propriété collective au risque de perdre son privilège.

# Système de gestion observé

Dans le ranch de Fako, il s'agit d'un système de gestion basé sur des techniques modernes de gestion (notion de charges, parcellement) qui est souvent perturbé par des facteurs intrinsèques (sècheresse éleveurs fraudeurs, etc).

Le taux de mortalité élevé des animaux en période de sous dur ont eu pour conséquences le changement de mode de vie des éleveurs. Beaucoup étaient obligés de diversifier leur activité économiques (gardiennage, exode, commerce etc.)

Ici le pâturage est moins abondant qu'autre fois ; dans tous les groupes on trouve une tendance croissante de sédentarisation. Beaucoup d'éleveurs (touareg et peulh) se sont sédentarisés complètement, avec seulement quelques membres de la famille qui partent en transhumance (Bermo, Akadaney, Tacha Ibrahim).

# Encadrement et auto encadrement

La commune dispose de vingt (20) auxiliaires para vétérinaires et de cinq (5) agents d'élevage couvrant les besoins des éleveurs de cette commune.

Nombre d'agents vétérinaires : 2012 : 03, 2013 : 03, 2014 : 04, 2015 : 05, 2016 : 05

# Situation de la santé animale

Les principales maladies sont la pasteurellose, poly parasitose, la fièvre aphteuse, la Clavelée, dermatose nodulaire, charbon bactéridien et piroplasmose.

Tableau n° 32 Autres infrastructures

Localisation	Types	Quantités	Etat
	Congélateur (chaine de froid)	1	Bon
Bermo	Aires d'abattage	1	Moyen
	Séchoirs	1	Hors usage

Sources: DDEL Bermo

Tableau n°33 Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentialité	Contraintes	Causes	Solutions
✓ Statut pastoral de la zone; ✓ Existence du cheptel ✓ Abondance de la zone de parcours	<ol> <li>Insuffisance de parc de vaccination</li> <li>Insuffisance des BAB et BIZ</li> <li>Insuffisance des auxiliaires para vétérinaires</li> <li>Remonter du front agricole vers le Nord</li> <li>Insuffisance des points d'eau pastoraux modernes</li> <li>Disparition des certaines espèce herbacées</li> <li>Ensablement des mares</li> <li>Surpâturage</li> <li>Fréquence élevée de feux de brousse</li> <li>Epizooties des animaux</li> <li>Mauvaise répartition des puits pastoraux traditionnels</li> <li>Non pratique de la culture fourragère par les hommes ou les femmes de</li> </ol>	✓ Désertification ; ✓ Changement climatiques ; ✓ Insuffisance, irrégularité et mauvaise répartition des pluies ; ✓ Insuffisance de sensibilisation sur les dangers et les conséquences des feux de brousse ; ✓ Faibles stratégies d'adaptation des éleveurs face à l'insuffisance du pâturage ; ✓ Analphabétism e des populations ;	<ul> <li>✓ Augmentation des parcs de vaccination;</li> <li>✓ Construction ET approvisionnement des BIZ</li> <li>✓ construction et approvisionnement des BAB</li> <li>✓ Fixation des dunes</li> <li>✓ Réglementer le fonçage des puits traditionnels</li> <li>✓ Vaccination du cheptel</li> <li>✓ sensibilisation des éleveurs sur la vaccination</li> <li>✓ formation et équipements des APV;</li> <li>✓ délimitation des aires de pâturage dans la zone sud;</li> <li>✓ Reconstitution du cheptel aux hommes et aux femmes;</li> <li>✓ Construction et équipement des cases de santé vétérinaires;</li> <li>✓ Sensibilisation et confection des par feux</li> <li>✓ Equipement du Poste d'élevage de Bermo en chaîne de froid;</li> <li>✓ Formation des Producteurs sur la filière lait;</li> <li>✓ Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité de déstockages des animaux en période</li> </ul>

la zone		difficile;	
13. Ensevelisseme	$\checkmark$	Ensemencement	des
nt des aires de		parcours;	
pâturage.	$\checkmark$	Réalisation des	puits
		pastoraux moderne	es ;
<b>V</b>	$\checkmark$	Traitement	t
		ensemencement	des
		espaces pastoraux	;
	$\checkmark$	Amélioration gén	étique
		de la race ;	
	$\checkmark$	Dotation en logi	stique
		aux services d'él	evage
		de Bermo ;	

#### c. Pêche

Dans la seule mare permanente d'Akadaney une pêche s'effectue à l'état artisanal, car elle n'intéresse pas les autochtones.

# d. Forêt, faune

La commune de Bermo ne dispose pas de forêt classée balisée. Elle renferme une mare permanente empoissonnée de trente (30) hectares dont l'exploitation est traditionnelle à Akkadaney, une mare semi permanente (23ha) à Gourbourou, six (6) sites de récupération de terre, Cinquante (50) vallées, des pare feux de près de 700 km. En dehors de ces ressources, la commune urbaine de Bermo renferme un massif forestier important mais rabougris.

Les essences forestières les plus rencontrées sont disséminées dans les aires de pâturage.

Ces essences forestières sont aujourd'hui caractérisées par une graduelle dégradation des ressources naturelles : réduction continuelle du couvert végétal par des coupes abusives et/ou une exploitation anarchique afin de satisfaire les besoins en bois mort et vert, dégradation des aires de pâturage par l'utilisation des pratiques d'élevage dégradantes et inadéquates, ensablement des vallées et mares pour fait de l'érosion éolienne et hydrique, fréquences élevée des feux de brousse dont sept déclarés en 2016 avec destruction de près de 421,23ha causant des pertes en pâturage et des animaux. Les brigadiers anti feu de brousse formés et équipés sont au nombre de 20 en 2015 et 40 en 2016, ces brigadiers sont insuffisants comparativement à la superficie de la commune. Pas de pépinière et des pépiniéristes pour faciliter des actions de reboisement. En 2016 l'opération de plantation a été faite par l'achat des plants auprès des producteurs privés.

Quant à la faune elle est quasi inexistante. Cependant, on y trouve encore des écureuils, des hérissons, des souris, des reptiles, etc.

# e. Commerce

Les activités commerciales se pratiquent avec difficultés dans la commune vue l'enclavement et l'état des pistes reliant Bermo à Dakoro ou Abalak qui sont les deux centres d'approvisionnement en produits de première nécessité.

La spécificité de Bermo, c'est l'importance de la vente du bétail dont il détient une part importante dans l'économie du département. Cette activité de commerce du bétail occupe plusieurs personnes dont les convoyeurs, les intermédiaires et les bouchers.

On dénombre trois marchés hebdomadaires (Akadaney, Oly et Bermo) l'essentiel de ces ventes d'animaux s'effectue au niveau de ces marchés.

Tableau n°34 Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentialit és	contraintes,	causes	solutions
✓ Existence des ressources naturelles ✓ Disponibilit é des population s locales à s'impliquer dans la gestion des ressources naturelles;	<ol> <li>Dégradation des aires</li> <li>Coupe abusive des bois</li> <li>Fréquence de feux de brousse</li> <li>Ensablement des mares et vallées</li> <li>Disparition de certaines espèces faunique</li> <li>Formation des glacis</li> <li>Formation des dunes de sables</li> <li>Absence d'énergie renouvelable</li> <li>Insuffisance des moyens logistiques</li> </ol>	✓ Le changement climatique; ✓ Erosion hydrique et éolienne; ✓ Surpâturage ✓ La déforestation du fait de l'action de l'homme; ✓ L'avancée du désert;	-Reboisement dans les places publiques; -Lutte contre le braconnage; -Fixation des dunes; -CES/DRS; -Création des pépinières et formation des pépinièristes; -Renforcement en personnel et matériel au service de l'environnement; -Fixation des dunes -formation des femmes sur les foyers améliorés; -Sensibilisation des populations sur la gestion des ressources; -introduction d'une politique de substitution du bois énergie; -réaliser des bandes parefeux pour lutter contre les feux de brousse; -plantation d'arbres; -fixation biologiques des

dunes de sables ;
-Aménagement de la mare
d'Akadané ;
-Réhabilitation de la digue
de la mare d'Akadané ;
-Ramassage de plastique
autour de la mare
d'Akadané ;
-sensibilisation des
populations sur les
changements climatiques ;
-introduction de nouvelles
espèces herbacées;

# f. Activités du secteur secondaire et tertiaire

# Artisanat

Les activités artisanales sont bien présentes dans la commune de Bermo, une coopérative de forgeron avait bien fonctionné mais disparue pour cause de la mauvaise gestion ; on rencontre beaucoup de tresseuses de lit et de nattes.

Tableau n°35 Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potential ités	contraintes,	causes	solutions
✓ Existenc e des artisans et de la matière première ✓ Existenc e du CFM et du CET	<ol> <li>Dysfonctionnem ent des coopératives artisanales des hommes, des femmes, des jeunes garçons et jeunes filles</li> <li>Absence de débouchés pour les hommes et les femmes producteurs de ces produits artisanaux</li> <li>Insuffisance d'encadrement des femmes et des hommes</li> </ol>	<ul> <li>✓ L'analphabétism         e</li> <li>✓ Insuffisance de revenus;</li> <li>✓ Manque de voies de communication;</li> </ul>	<ul> <li>✓ Réorganisation des acteurs</li> <li>✓ Appui aux artisans particulièrement les femmes;</li> <li>✓ Formation des OP sur la filière bétail;</li> <li>✓ Construction des routes;</li> <li>✓ Formation des jeunes sur des métiers professionnalisant;</li> <li>✓ Construction d'un centre artisanal;</li> <li>✓ Construction d'un marché moderne dans la commune;</li> </ul>
	dans le domaine		✓ Réhabilitation de

aı	tisanal.		l'abattoir de Ber	mo ;
		$\checkmark$	Recherche	de
			débouchés	aux
			artisans;	
		$\checkmark$	Voyage d'étude	es et
			formation	des
			artisans;	

# g. Transports, Communication et Mine

Les transports routiers participent à la réduction de la pauvreté et se présentent comme un levier important pour la croissance économique en appuyant la plupart des activités productives. Ils constituent un maillon important dans la sécurité alimentaire des personnes et animaux en facilitant la circulation des denrées alimentaires dans la commune, de même qu'ils améliorent l'accès aux services sociaux de base. La commune de Bermo ne dispose d'aucune piste latéritique qui la relie aux autres chef-lieu de département. En plus du problème de piste il n'existe aucune autre infrastructure d'appui au transport (exemple l'auto gare).

L'avènement du transport à deux roues (taxi moto Kaboukabou) contribue énormément à l'accroissement des échanges. Pour les véhicules de transport on dénombre au total 108 véhicules toute marque confondue, 833 motos et 25 vélos.

Dans le domaine de la télécommunication, la commune dispose d'une radio communautaire non fonctionnelle. Par contre on note la présence de la radio national (**Voix du Sahel**) en bande SM. On note la présence de la téléphonie mobile à savoir Airtel, Orange dont la communication est souvent perturbée.

En ce qui concerne le secteur minier, aucune ressource minière n'est identifiée dans la commune. Les carrières existantes sont exploitées (argile et sable) pour la construction des maisons.

Tableau n° 36 Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potential ités	contraintes,	causes	solutions
✓ Zone favorable aux transacti ons animales ; ✓ Abondan ce des véhicules adaptés aux transport s ruraux;	1. Manque d'autogare 2. Manque d'infrastructures commerciales 3. Faible couverture des réseaux de la téléphonie cellulaire 4. Manque de piste de déserte	✓ Nombre insuffisant d'opérateurs mobiles; ✓ Insuffisance des relais pour les réseaux existants; ✓ Commerce informel; ✓ Enclavement de la zone; ✓ Insuffisance des débouchés	<ul> <li>✓ Extension de la couverture en réseau par les opérateurs mobiles Airtel et Orange Niger;</li> <li>✓ Installation des relais à Akadané et Kouloua;</li> <li>✓ Construction des marchés à bétail à Oly;</li> <li>✓ Construction d'une piste latéritique reliant Dakoro-Bermo-Akadanéoly;</li> </ul>

# h. I 'industrie Mine et énergie

La commune de Bermo ne dispose d'aucune industrie de production, à part la boulangerie traditionnelle. Par contre au ranch de Fako, le fromage est produit localement et est très apprécié des consommateurs.

Grâce au programme spécial, le chef-lieu de la commune est doté d'une centrale électrique qui fonctionne de 09Heures à 23Heures avec une rupture de 16 heures à 18 heures. L'éclairage public est assuré par les panneaux solaires.

Tableau n° 37Potentialités, contraintes, causes et solutions

	Potential ités		contraintes,	causes	solutions
✓	Existenc	1.	Ensablement	✓ Mouvement du	✓ Organisation de
	e de		progressif des	sable suite à	l'exploitation des
	plusieurs		carrières	l'action du vent ;	carrières en banco ;
	carrières		d'argiles et du	✓ Transports du	✓ Utilisation des
	en		sable	sable par les	sources d'énergie
	banco ;	2.	Exploitation	eaux de	renouvelable
✓	Existenc		informelle des	ruissellement ;	✓ Electrifier les centres
	e des		carrières de	✓	de Oly, Akadané
	bouses		sable et d'argile		Tacha ;
	de	3.	Insuffisance		

vaches	d'électrification	
en	et d'extension au	
abondan	niveau des gros	
ce	centres de la	
	commune	
	✓	

#### i. Electrification rurale

Au moment de la réactualisation de ce PDC, seul le hef lieu de la commune urbaine de Bermo a bénéficié de l'installation de l'électricité par un groupe et d'éclairage public solaire.

# 2.12 Caractéristiques institutionnelles

# 2.12.1 Administration moderne et coutumière

La commune est l'émanation de l'administration étatique, elle a été créée par la loi 2002-014 du 11juin 2002, mais son installation ne sera concrète qu'avec les élections locales de 2004 qui ont consacré- l'installation effective du conseil municipal et son existence en tant qu'entité décentralisée. Elle bénéficie de l'appui conseil de certains services techniques déconcentrés du niveau départemental (Education, Santé, Agriculture, Elevage, Environnement).

Toute action de développement nécessite un ancrage institutionnel et une stratégie de mise en œuvre.

Cette stratégie de mise en œuvre fait appel à la participation des populations, de l'ensemble des partenaires au développement, le tout placé dans un environnement institutionnel bien définit. A Bermo on distingue trois types d'institutions qui sont :

- Les autorités municipales et coutumières ;
- Les services techniques ;
- Les associations de développement.

Chaque institution a des attributions bien précises et doit les exercer en rapport avec le nouveau contexte de la décentralisation.

# 2.12.2 Conseil municipal

La commune urbaine de Bermo compte quinze (15) conseillers dont 11 élus dont une femme et quatre (4) membres de droit (le chef de groupement peulh Bororo, les chefs de groupement de Kertamelkess, chef groupement Kassaousaou et un député national).

#### 2.12.3 Chefferie traditionnelle et ses démembrements

Celle-ci est responsable de la gestion du patrimoine foncier des différents villages/tribus. Cette chefferie traditionnelle est une organisation communautaire reconnue par les populations locales et l'administration.

La chefferie traditionnelle est structurée en chef de village/Tribu, chef de groupement. Ces chefs de village et chefs de groupement sont des auxiliaires de l'administration. Leur contribution aux actions de développement peut à tout moment être sollicitée par l'autorité administrative. Les litiges fonciers qui opposent les agriculteurs entre eux, éleveurs entres eux ou les dégâts champêtres ou cheptel sont le plus souvent réglés à l'amiable par l'autorité coutumière.

En cas de difficultés, ces litiges se règlent à la gendarmerie, à la justice devant les tribunaux compétents en la matière. Actuellement on assiste à une mise en place des commissions foncières de base qui sont des outils modernes en matière de prévention et de gestion des conflits et de sécurisation foncière.

#### 2.12.4. Ressources matérielles

La mairie de Bermo dispose de matériels informatiques et d'un véhicule de service.

#### 2.12.5. Services techniques

Ces services techniques sont déconcentrés au niveau des communes pour assurer un encadrement de proximité qui doit être performant. Les services doivent mettre en œuvre les politiques et stratégies élaborées au niveau national. Les services techniques départementaux présents dans le chef lieux de la commune urbaine de Bermo sont : l'agriculture, l'élevage, la santé, l'éducation, l'environnement, le développement communautaire et aménagement du territoire, l'hydraulique, la gendarmerie nationale, Genie rural, la garde républicaine, le développement social. En dehors du service de l'état civil la commune ne dispose d'aucun service communal.

#### 2.12.6. Sources de financement

#### Etat du capital financier

Il n'y a aucune banque dans la commune urbaine de Bermo. Mais il existe une structure de transfert d'argent (Al Izza) qui n'effectue que des opérations de transfert.

Les difficultés de mobilisation des ressources financières limitent le niveau des investissements de la commune.

Tableau N° 38: Evolution du budget général de la commune

Année	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation (%)
2013	45283765	ND	
2014	39934106	ND	
2015	45155920	13578466	30,07%
2016	51619917	27089391	52,47%
2017	66071151	ND	

Les partenaires de la commune

Tableau N°39: liste des partenaires de la commune

Partenaires	Domaines d'intervention et activités menées	Bailleurs de fonds	En activité ou fini
AREN	Elevage (reconstitution du cheptel, AGR, Santé, BAB, BC)	OXFAM	En cours
ABC	Elevage (Reconstitution du cheptel, BAB, BIZ, récupération des terres, Hydraulique)	PNUD, CNEDD	En cours
CRS	Santé et éducation (malnutrition, construction		En cours
PRASP	Former sur la gestion de l'eau, Renforcement des capacités des élus locaux, sensibilisation sur les feux de brousse	Banque mondiale	En cours
PDEVII	Radio communautaire	-	Fini
PASEL 7	Bande pare-feux, géo référencement des ressources naturelles	Etat	En cours
OXFAM	Récupération des terres et ensemencement, reconstitution du cheptel, distribution gratuite es aliments pour bétail,	-	En cours
PAM	Appui des écoles à cantine	-	En cours
UNICEF	Education et santé, population et état civil	-	En cours
PDRD	BAB, BC, PARC de vaccination, charrette	-	Fini

	bovine		
PUSADEM	Puits cimentés	-	Fini
PACIII	Réhabilitation des points d'eau, magasin, siège mairie, marché à bétail, bande parefeux, empoissonnement de la mare de Akadaney, formation, BAB, BC	FIDA, Banque Mondiale	
PAPSSS	Bades pare-feux		Fini
PHRASEA	Hydraulique (puits, réhabilitation des forages)	Coopération Suisse	En cours
CALY 3	DUP	-	Fini
CADEV	BC	-	

# 2.12. 7 Analyse institutionnelle de la commune

L'analyse institutionnelle et organisationnelle de la commune a permis, d'identifier domaine par domaine les points forts, les insuffisances et les actions à envisager pour améliorer le fonctionnement de la commune.

**Tableau N°40:** Résumé de l'analyse institutionnelle et organisationnelle de la commune

Domaines	Points forts	Insuffisances	Actions à envisager
Organisati on interne	Tenue de 4 sessions ordinaires et 2 extraordinaires en 2016 Les événements d'état civil sont déclarés et recensés; Toutes deux commissions spécialisées (financière et celle de développement)sont mises en places dont la première seulement est fonctionnelle mais les femmes sont représentées.	Manque de stratégie ville propre à moyen terme; Les élus n'organisent aucunes réunion avec la population avant ou après les sessions; Le maire ne formule aucune requête de mise à disposition des agents de l'Etat; il n'élabore non plus le programme annuel d'activités	
Gestion administrat ive et financière	Existence d'un budget adopté et tenant compte des besoins de la population; Elaboration, adoption et transmission régulièrement de compte administratif; Toutes les procédures et		9

	dispositions de passation de marchés sont respectées		
Mobilisatio n des ressources	Infrastructures communales opérationnelles	Insuffisance de mobilisation des ressources internes et externes ; Manque de stratégie de mobilisation des ressources Insuffisance des partenaires extérieurs.	Réorganisation du système de perception des taxes et autres patentes; Recherche et plaidoyer aux partenaires
Planificatio n et Programm ation du développe ment local	Planification participative	Faible taux de réalisation des activités prévues dans le budget.	Elaboration du PIA

# 2.12.8. Organes exécutif et délibérant

L'organe exécutif est constitué du Maire assisté par son adjoint et du secrétaire général.

L'organe délibérant est composé de quinze (15) conseillers dont 11 élus (dont une femme) et quatre (4) membres de droit (le chef de groupement Bororo, les chefs de groupement de Kertamelkess, chef groupement Kassaousaou et un député national).

Tableau n°41 Répartition des conseillers élus par centre de groupement :

	Noms et Prénoms	Villages	Appartenance politique	Niveau d'instruction
1	Malan Oumarou	Bermo	PNDS	BEPC
2	Boubacar Jouli	Akkadaney	PNDS	BEPC
3	Moussa Tambaye	Akkadaney	PNDS	BEPC
4	Hama Harouna	Effret	PNDS	Illettré
5	Mahaman Al. Alkarim	Ouban Kadi	RDP	//
6	DotchiriKabo	Bakoba	JAMHOURI	//
7	WadjiMaoudé	Amat	MODEN/FA	//
8	MoudiameDjibo	Oly	PNDS	BEPC
9	MariameFody	Pourelle	MODEN/FA	Illettré
10	Hody Amadou	Tacha Ibrahim	PNDS	//
11	BohaGamarou	Effret	PNDS	//

#### Tenue des sessions du conseil

La commune a tenu en 2016 quatre (4) sessions ordinaires et des sessions extraordinaires. Le taux de participation à la session est de 100% chaque année sauf en cas de force majeure ;

Les dispositions prises pendant la délibération du conseil sont exécutées et diffusées à travers des affiches ;

Les débats sont ouverts à toutes les couches sociales (Homme et femme) les règles de comptabilité et les textes définissant les attributions du SG sont respectées;

## Services municipaux et commissions spécialisées

Le personnel administratif de la commune est composé du Maire et son adjoint, un secrétaire général, un Receveur Municipal, un (1) agent d'état civil, le secrétaire municipal.

Le service communal d'état civil qui est le centre principal est secondé par 25 auxiliaires d'état civil en activité sur l'ensemble de la commune. En 2016 on note : 345 enfants enregistrés, 1040 jugement déclaratifs délivrés, 70 agents formés en technique d'enregistrements des naissances, 63 actes de mariage délivrés et enfin 31 actes de décès délivrés.

Tableau n° 42 Situation de l'état civil de 2012 à 2016

Années	Nombre d'enfants enregistrés	Nombre de jugement déclaratifs délivrés	Nombre d'agents formés en technique d'enregistrement des naissances	Nombre d'actes de mariage délivrés	Nombre d'actes de divorces délivrés	Nombre d'actes de décès
2012	61	185	25	08	00	15
2013	56	239	10	19	00	03
2014	72	319	10	19	00	05
2015	60	193	25	08	00	08
2016	96	104	0	13	00	
Total	345	1040	70	63	00	31

Tableau n° 43 Potentialités, contraintes, causes et solutions

Potentiali tés	contraintes,	causes	solutions
	-Insuffisance de sensibilisation des hommes, des femmes et des jeunes filles et garçons sur l'enregistrement des actes d'état civil -Analphabétisme des femmes, des hommes et des jeunes filles et garçons -Refus de déclarer les faits d'état civil (mariage, naissance, Décès,) des hommes et des femmes	Analphabétisme	Sensibilisation sur l'importance des pièces d'état civil

#### Gestion administrative et financière

Pour une bonne mise en œuvre des activités communales, le conseil municipal a mis en place deux (2) commissions spécialisées : la commission des affaires économiques et finance et la commission du développement rural.

**Tableau N°44**: Evolution du budget général de la commune

Année	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation (%)
2013	45283765	ND	
2014	39934106	ND	
2015	45155920	13578466	30,07%
2016	51619917	27089391	52,47%
2017	66071151	ND	

Source : Mairie Bermo

Pour les autres années budgétaires les données ne sont pas disponibles ce qui ne nous permet pas de faire une bonne analyse.

Le faible taux de recouvrement (30,07%) est dû aux raisons suivantes :

- Incivisme fiscal;
- Insuffisance du versement des taxes et impôts;

L'analyse institutionnelle et organisationnelle de la commune permet aussi de ressortir les éléments suivants :

- La chefferie traditionnelle est un maillon important dans la commune et est représentée dans le conseil municipal à travers trois(3) représentations. Ils contribuent à la mobilisation des populations.
- Les services techniques quant à eux jouent un rôle d'encadrement et d'appui conseil aux populations dans divers secteurs de développement, en étroite collaboration avec l'exécutif communal.
- Les représentants de la société civile quant à eux, s'impliquent pleinement dans les actions de développement de la commune en parfaite harmonie avec tous les autres acteurs ;
- Les partenaires techniques et financiers de la commune s'impliquent également dans le développement de la commune. On peut citer à titre exemple UNICEF, ABC Maradi qui interviennent aussi bien dans le domaine humanitaire que dans l'investissement direct.

Pour le souci d'amorcer un développement durable de la commune la collectivité doit envisager un renforcement de capacité de tous ces acteurs dans les domaines socioéconomiques.

#### Domaines de compétence de la commune

La commune apparaît comme un canal institutionnel pour répondre à la problématique de participation et de responsabilisation des communautés de base par rapport à la gestion de ses affaires.

L'objectif premier de la communalisation est de rapprocher le pouvoir du citoyen, de responsabiliser ce dernier vis-à-vis de son environnement, ainsi que dans les politiques de développement et d'administration publique. Il s'agit d'une dévolution du pouvoir de décision au citoyen, qui l'exercera à travers ses représentants élus.

La commune constitue le cadre privilégié de la gouvernance locale à qui est dévolu les compétences dans les domaines suivants :

- Approfondissement et élargissement du processus démocratique ;
- Responsabilisation des communautés de base (hommes, femmes, jeunes) dans la promotion du développement local;
- Promotion d'une administration et des services de proximité au profit des populations rurales;
- Multiplication et le rapprochement des centres de décision desdites populations;
- Gestion décentralisée des terres et des ressources naturelles ;
- Sécurisation foncière ;
- Etc.

## Organisation et la gestion de l'espace

L'espace d'habitation de la commune est composée des villages en agglomération, des hameaux et des points d'eau.

La structure de l'habitat est groupée dans les agglomérations, dispersée dans les hameaux et des points d'eau (case logée dans les pâturages).

La pression démographique et l'enchérissement des terres poussent les populations rurales à organiser des lotissements et des attributions d'espace aux demandeurs.

L'habitat de la commune de Bermo est construit en général en banco (case rectangulaire ou circulaire); dans les hameaux l'habitat est mobile et est fait de paille (des tissus, plastiques, nattes ou d'Andropogon tressées). Le ciment et les tôles prennent de plus en plus de l'importance surtout dans les grandes agglomérations (Bermo; Akadaney...).

#### Gestion foncière et domaniale

La gestion foncière de la commune est à dominance traditionnelle mais, connait quelques évolutions avec l'introduction et la mise en vigueur des lois régissant le foncier.

La commune compte une COFOCOM et 14 COFOB qui servent à faciliter l'inscription des transactions foncières et réguler les conflits fonciers en collaboration avec les autorités traditionnelles.

Il existe ainsi différentes possibilités d'accession à la terres ou aux puits pastoraux qui se distinguent par :

- ✓ L'héritage direct qui est un moyen par lequel un fils ou une fille hérite directement la terre ou puits de son père. C'est le mode d'acquisition le plus répandu dans la commune; mais il a l'inconvénient d'être responsable du morcellement des terres.
- ✓ L'achat qui est un mode de cession par lequel un individu devient propriétaire terrien ou puits par achat direct.
- ✓ Le gage, le prêt et la location sont apparus dans certains cas.

#### Gestion des conflits

Les besoins croissants d'habitation et aussi en aliment de bétail poussent les habitants de la commune à des conflits fratricides dus aux transactions foncières litigeuses et ou aux dégâts champêtres.

Ces contentieux opposent le plus souvent les agriculteurs entre eux et ou les éleveurs entre eux ou agriculteurs éleveurs. La gestion de ces conflits est faite par les chefs traditionnels sous forme de conciliation qui, à défaut d'entente débouche à la justice.

#### Rapport avec son environnement extérieur (communes)

Au-delà des voies de communication (pistes rurales), la commune partage beaucoup des ressources (aires de pâturage, puits pastoraux, couloirs de passage des animaux, le Rantch) avec les autres communes voisines. Aucun accord d'intercommunalité n'est intervenu entre la commune urbaine et les communes voisines.

#### Outils d'aménagement

La commune urbaine de Bermo dispose d'une COFOCOM et 14 COFOB qui participent timidement à la gestion des affaires foncières rurales notamment dans la délivrance des actes de transaction foncières et la surveillance des ressources naturelles.

#### Organisations et structures sociales

Dans la commune urbaine de Bermo les associations les plus fréquentes sont les groupements masculins, féminins et mixtes. D'autres types d'associations existent, on peut citer : AFN, APE, CGDES, COGES, ANDDH, AREN et 10 partis politiques existent dans la commune. Certains détiennent des sièges au niveau du conseil municipal (PNDS (7), Loumana (2), RDP(1), MNSD(1)).

Au niveau de la commune de Bermo les structures syndicales existantes. Ceux sont : SYNASEB, SNEN, USPT( centrale), SNT (centrale ), CDTN (centrale).

# Défense - sécurité - justice

L'importance de la population urbaine et rurale, le trafic intense et la mobilité de cette dernière au plan interne et externe ont permis au chef-lieu de la commune urbaine de Bermo de disposer d'une Gendarmerie Nationale, de la Garde Républicaine.

Les affaires préjudiciables sont traitées à la gendarmerie ou au niveau de la chefferie traditionnelle.

# Domaines de compétence de la commune

Conformément à la législation en matière de décentralisation en vigueur dans notre pays, la Commune de Bermo, à l'instar des autres communes du Niger, a compétence dans les domaines suivants :

- ✓ la planification, l'aménagement du territoire et l'urbanisme ;
- √ l'environnement et la gestion des ressources naturelles ;
- √ l'éducation et l'alphabétisation ;
- √ l'élevage ;
- √ l'agriculture ;
- ✓ la pêche ;
- √ l'hydraulique ;
- √ l'administration et les finances :
- ✓ la santé :
- ✓ le développement social ;

En tenant compte de toutes ces compétences de la commune, plusieurs perspectives peuvent être analysées pour la réussite des actions de développement proposées dans la planification au niveau de la commune rurale de Bermo.

#### 2.12.9 Analyse croisée des différents secteurs

Les résultats du diagnostic communal reflètent la situation de la pauvreté dans laquelle se trouve l'écrasante majorité de la population de la commune de Bermo. Même si la pauvreté est difficile à définir en raison de son caractère multidimensionnel et complexe, il n'en demeure pas moins qu'elle ralentisse voire bloque les actions de développement de la commune.

Mais, pour mieux appréhender cette pauvreté et pour des raisons techniques de travail, il parait plus simple de considérer cette pauvreté comme étant la dégradation des conditions de vie de la population de Bermo.

Ainsi, il n'est pas facile de définir exactement une seule cause pour tous les problèmes de développement à Bermo. Mais, il se trouve que l'insécurité alimentaire des animaux et des personnes soit « le point de rencontre » de toutes les contraintes étudiées. Donc solutionner l'insécurité alimentaire permettra de basculer positivement tous les autres secteurs.

#### Perspectives d'évolution démographique

L'amélioration des conditions de vie des populations de la commune de Bermo se fera en tenant compte du paramètre de croissance démographique.

## Perspectives d'évolution politique et administrative

La principale perspective politique est le renforcement de la bonne gouvernance économique et politique. Des actions de renforcement de la cohésion sociale doivent être envisagées et les élus locaux doivent rendre compte de leur gestion à la population.

## ♣ Perspectives d'évolution de la production agricole

Au niveau du secteur de l'agriculture, le diagnostic a permis d'identifier les potentialités exploitables de la commune. En effet, l'existence des sites maraîchers constitue un atout favorable au développement des cultures maraîchères. Une bonne exploitation de cette potentialité pourrait permettre de combler les déficits céréaliers.

#### Perspectives d'évolution de l'élevage

L'élevage doit toujours jouer ses fonctions celles qui concourent à la satisfaction des besoins alimentaires et qui stimule l'économie de la commune.

#### Perspectives de lutte contre l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est le problème le plus préoccupant de la population de Bermo. L'approche de création mais surtout de renforcement des compétences en gestion de stock céréalier (banque céréalière) est une solution efficace. A ceux-ci s'ajoute la maîtrise des risques dus aux aléas climatiques par la mise en place d'un système de prévention et de gestion des catastrophes.

#### Perspectives d'évolution environnementale

L'action de l'érosion hydrique et éolienne, l'envahissement des couloirs de passage et aires de pâturage par *Sida cordifolia* apparaissent comme des phénomènes physiques et environnementaux préoccupant dans la commune. A long terme, il risque de compromettre le développement des activités liées au maraichage, à l'agriculture, l'environnement et à l'élevage. Enfin, une bonne pluviométrie et une bonne maîtrise de l'eau sont indispensables pour le développement des activités agro sylvo pastorales.

# Perspectives d'évolution du commerce

Le commerce est une activité très importante pour le quotidien des habitants de la commune. Le volume des transactions augmentera avec la construction des pistes rurales, la création des équipements marchands tels que le développement de certaines filières des produits maraîchers en se basant sur les bassins de production.

# Perspectives de l'autonomisation des femmes et de l'amélioration des conditions de vie des jeunes

La recherche de l'autonomisation des femmes passera par la formation en vie associative, l'appui aux AGR, leur implication dans les prises de décisions, l'allègement des tâches quotidiennes, etc. Quant aux jeunes, l'équipement du CFM et du CET est un tremplin pour une bonne réinsertion socio professionnelle.

# **♣** Perception paysanne de la variabilité et des changements climatique

La perception paysanne des transformations de l'environnement est fonction des considérations métaphysiques (mystico-religieuses) que les populations de Bermo ont de leur espace. Ces considérations priorisent les divinités qui, selon

certains, règlent et animent l'univers et la nature à travers les phénomènes climatiques et biogéographiques.

Chez ces populations proches de la nature, les catastrophes naturelles (inondations, épidémies, sécheresses,...) sont des phénomènes provenant des pouvoirs des divinités. En effet, la transgression des règles sociales est punie par les dieux.

C'est pourquoi pour la majorité des personnes enquêtées la conséquence de tout cela sur le cadre de vie est la dégradation des espèces appétées, les sécheresses, les famines, les maladies épidémiques, etc. Pour bon nombre de la population de Bermo la variabilité climatique est une réponse au manque de respect et à la désobéissance qui caractérisent les rapports entre les femmes et leurs maris, les enfants et leurs pères et leurs grands-parents.

Par ailleurs, les populations enquêtées, dans leur majorité, se réfèrent à certains évènements climatiques dramatiques pour expliquer l'évolution du climat dans leur terroir. A cet effet, 93% d'enquêtés constatent effectivement qu'il y a changements climatiques en se rappelant des périodes sévèrement sèches suivantes :

<u>Tableau N°4</u>: Chronologie des évènements extrêmes vécus dans la zone

Périodes	sévèrement	Noms vernaculaires	
sèches			
1957 - 1958		Chekarangimina (Autruche)	
1973 - 1974		ChékaranGourya(graine du coton)	
1984		El Bouhari (retour massif des exodant du	
		Nigeria)	
2005		Bongoulo (inondation)	
2010		Goulboubbé	

Les noms attribués souvent localement à ces grandes sécheresses sont liés tantôt aux réactions des populations face à l'évènement tantôt aux contextes politiques. Ils expriment en général le haut degré de sévérité de ce risque climatique. Quant aux causes de ces évènements climatiques, elles sont multiples et variées. Très rarement les populations avancent les causes naturelles. Ainsi 7%, par exemple, estiment que la dégradation drastique de l'environnement entraine les sécheresses. Par contre 93 % des enquêtés évoquent la punition divine comme cause des sécheresses. Pour ceux-là, le mauvais comportement des humains caractérisé par l'égoïsme, le manque de courtoisie, la dégradation des mœurs auxquels s'ajoutent le mercantilisme et le matérialisme ont fragilisé leur foi et ont mis en péril la vieille religion musulmane provoquant ainsi la colère divine.

#### Perception paysanne de la saison sèche froide :

Jadis, longue parce que s'étalant sur au moins 4 mois, cette saison devient de nos jours de plus en plus courte. Toutes les populations enquêtées, dans leur grande majorité, s'accordent à affirmer qu'elle ne dépasse guère deux (2) mois avec surtout un début tardif (début décembre) et une fin précoce (fin janvier). Cette saison est surtout entrecoupée par des séquences chaudes. En ce sens, d'après le constat des populations, pendant des journées voire des semaines les températures peuvent être en hausse atteignant souvent jusqu'à 40°c. Un autre constat très important des enquêtés est l'irrégularité du phénomène communément appelé en haoussa (langue largement parlée dans la région) JAOURA. En effet, selon les anciens, la saison sèche froide d'il y a 30 ans est annuellement marquée par le passage de JAOURA qui cause des dégâts énormes en tuant les êtres humains et les animaux et en calcinant les végétaux. JAOURA c'est lorsque le froid a atteint son paroxysme que les températures descendent jusqu'à 4°c surprenant ainsi tous les êtres vivants. Toute une mythologie populaire a été créée autour de ce phénomène dont la raréfaction justifie, pour les populations, les changements du climat. Ce constat des populations confirme les données météorologiques dont l'analyse a démontré une augmentation des températures minimales

#### • Perception paysanne de la saison sèche chaude :

Cette saison qui, il y a 30-50 ans de cela, ne couvrait que les mois d'avril, mai et juin soit 3 mois, s'étale de nos jours sur environ 5 mois notamment de février à juin. Elle est caractérisée par de longues journées caniculaires avec des nuits aussi de plus en plus extrêmement chaudes. Selon les enquêtés, la chaleur est sans répit tout au long de cette saison devenue très longue ces dernières années avec un début précoce et une fin tardive. Les groupes focaux répondant aux questions ont tous constaté un phénomène nouveau qui perdure. Il s'agit de la prédominance de la brume sèche suivie de vents forts qui soufflent jusqu'en mai retardant de facto la pénétration de la mousson. Pour ces populations, c'est d'ailleurs ce qui explique aussi la perturbation que connaissent certaines espèces végétales qui ne produisent plus les fruits comme dans le passé. De l'appréciation de ces populations, il ressort que la chaleur est permanente tout au long de l'année de janvier à décembre. Ces appréciations sont confortées par les données météorologiques, les observations et projections des experts en changements climatiques dont l'interprétation a permis de dégager des hausses de températures maximales. A la question de connaitre les causes des perturbations qui caractérisent la saison chaude sèche, les avis sont partagés. Certains enquêtés (20%) lient cette situation à l'absence de la végétation surtout les espèces ligneuses qui, à l'aide de leurs branches géantes et leurs feuilles, atténuent la quantité de chaleur en empêchant aux rayons ultra-violets d'atteindre directement le sol. Par contre les autres majoritaires (80%) affirment que ce ne sont que les prémisses de la fin du monde. Pour ceux-là, dans leur vision surréaliste. l'islam leur enseigne que la fin du monde s'annoncerait à travers certains phénomènes naturels inexplicables dont seul DIEU détient le secret et parmi lesquels justement la chaleur torride en ferait partie. C'est ainsi qu'elles conçoivent la hausse des températures comme un phénomène provoqué par la position actuelle du soleil très proche de la terre.

#### Perception paysanne de la saison pluvieuse

La totalité des personnes enquêtées ne maîtrisent plus les évènements climatophysiques qui caractérisent la saison des pluies. Elles se disent désorientées par la façon dont se déroule cette saison depuis la fin des années 1980. La majorité d'enquêtés (94%) de la commune de Bermo constatent que les signes qui, jadis, annoncaient la saison des pluies ont significativement changé. La mousson ou « Bazara » nom en haoussa qui commencait à pénétrer dès le mois d'avril appelé « watanbakoye » autrement dit septième mois de l'année à partir d'octobre qui marque la fin de l'hivernage, ne se fait remarquer de nos jours qu'en juin voire juillet. Pendant tous les mois d'avril et mai soufflent des vents forts et brumeux dont la provenance est peu connue. L'arrivée de la cigogne (Ciconia abdimii) n'annonce plus rien, en ce sens, les populations sont souvent surprises par des averses brutales qui peuvent arriver à tout moment. Même certains astres dont la présence et la position dans le ciel étaient des signes non moins négligeables annoncant le début de l'hivernage et qui permettaient aux paysans de faire des projections sur la future campagne agricole, ne sont plus des indicateurs fiables sur l'installation de l'hivernage. C'était le cas d'un groupe de petites étoiles appelées « Kaza » la poule et ses poussins qui se déplacent ensemble d'octobre à mars. Dès le début d'avril, elles disparaissaient et la mousson commence à pénétrer. On disait alors : la poule a disparu, la saison sèche s'achève. Ainsi, les populations ne maîtrisent plus le début de l'hivernage. Cependant, les enquêtés constatent que la saison s'installe avec un retard d'une part et devient de moins en moins pluvieuse d'autre part. Les espèces ligneuses qui parfumaient la brousse en fleurissant et en produisant des fruits à cette période de l'année sont tantôt perturbées dans leur développement végétatif. tantôt en voie de disparition. En outre, les populations enquêtées ont observé depuis les 4 dernières décennies de profonds changements sur les saisons des pluies. Celles-ci se rétrécissent davantage et ont moins de jours pluvieux et une fin précoce de sorte que les agriculteurs ont perdu la notion du calendrier cultural. Le mois d'août, qui était arrosé par des pluies d'alluviennes appelées « Malka » pendant pratiquement plus de 20 jours, est de plus en plus sec et chaud .C'était Malka qui aidait les paysans à connaitre si la saison sera celle du mil, d'arachide ou du sorgho. En ce sens, en fonction de la quantité d'eau tombée pendant la période de Malka et sa durée, les populations peuvent déjà prédire si c'est la production du mil, du sorgho ou de l'arachide qui serait abondante. De même, la grêle ou « Kankara » (nom du caillou) annonce de bonnes récoltes du niébé. Selon les paysans, l'année où elle tombe c'est l'année du niébé. Mais ce phénomène se raréfie de nos jours. Les personnes interrogées affirment que l'hivernage de ces dernières années est très marqué par des séquences sèches s'allongeant sur plusieurs semaines (2 à 3) et qui peuvent intervenir en début, en milieu ou en fin de la saison. Il ressort des entretiens avec les focus-group que les paysans perçoivent de réels changements de la saison pluvieuse à travers le début de son installation, sa durée, ses caractéristiques (abondante, sèche, féconde....) et sa fin.

#### Perception paysanne des vents

Plus de 90% de personnes interrogées estiment que les vents ont fondamentalement changé de nature pendant les 4 décennies passées. Ils sont devenus forts et très violents causant des dégâts matériels inestimables. Selon les populations de cette commune, il r est à l'heure actuelle difficile de distinguer nettement les deux saisons avec chacune son type de vent à savoir la saison sèche dominée par l'harmattan et la saison humide marquée par la mousson. Ces vents soufflent à tout moment et dans toutes les directions. C'est pourquoi, en plein hivernage souffle un vent sec détruisant sévèrement tout le système pluvio-orageux en évolution. Par ailleurs, depuis quelques temps les enquêtés constatent la fréquence des vents rougeâtres et même noirâtres emportant d'énormes quantités de sable qu'ils déposent dans les lits des cours d'eau entrainant systématiquement leur ensablement.

# • Perception paysanne des inondations

La majorité des personnes interrogées avancent que les inondations sont devenues pendant ces deux dernières décennies très récurrentes et inquiétantes. D'après les populations, les inondations de 1998 et 2012 ont été si catastrophiques pour avoir ravagé entièrement des quartiers, des villages et emporté tout; qu'elles paraissent mystérieuses. Ainsi, pour expliquer ce phénomène climatique, les enquêtés apprécient différemment les causes. Certains enquêtés estiment que ces inondations représentent les signes du dernier déluge que l'humanité connaitra avant sa fin. Le premier eût lieu il y a quelques siècles de cela. Quant aux autres, ils soutiennent que l'avènement de ces phénomènes est imputable à l'absence de la végétation qui permet à l'eau de ruisseler sans aucun obstacle.

En général, pour la majorité des personnes enquêtées dans la commune de Bermo, les risques climatiques identifiés sont ainsi hiérarchisés :

- les sécheresses ;
- les vents violents ;
- les inondations ;
- Les hautes températures.

Selon les populations enquêtées, ces risques climatiques se manifestent sous divers faciès avec des conséquences incalculables. Il s'agit de :

- fortes pluies tout comme la sécheresse ont des effets négatifs sur l'agriculture. En effet, elles occasionnent ainsi des pertes de récoltes.
   Dans les hameaux et les campements peulhs, elles contribuent à la destruction des infrastructures socioéconomiques (greniers, cases et clôtures effondrés) et la perte des productions;
- vents de sable et /ou de poussière, ils sont à la base du processus de désertification et ont abouti à une détérioration poussée et quasi généralisée de son couvert végétal avec comme conséquence l'ensablement :
- hautes températures accentuent surtout l'évapotranspiration des plantes.

Pour 80 % des agriculteurs, la production agricole est très étroitement liée aux conditions climatiques et est surtout affectée par les effets des phénomènes classés par ordre d'importance : les sécheresses, les vents de sable et /ou de poussière, les inondations et les hautes températures.

En résumé, le phénomène de dégradation de l'environnement et les conséquences qui s'en suivent sont perçus par beaucoup de paysans comme la manifestation de la volonté de Dieu face à laquelle l'homme ne peut rien. Cependant, cette perception du phénomène n'épargne pas la responsabilité de l'homme dans le processus de dégradation de son milieu de vie.

Tous les impacts de la variabilité et des changements climatiques sur les secteurs vitaux sont hiérarchisés par les populations locales à travers le tableau ci-après :

Tableau N°5: Risques climatiques

Rang	Risques climatiques identifiés	Intensité d'impacts			
Agricult	ure				
1 <sup>er</sup>	Démarrage tardif de la saison des	Inquiétude, déplacement des populations			
	pluies				
2 <sup>ème</sup>	Séquence Sèche	Faiblesse des rendements, mauvaises			
		récoltes			
3 <sup>ème</sup>	Arrêt précoce de la saison des	Déficit agricole important			
	pluies				
4 <sup>ème</sup>	Trace de pluie	Pénurie alimentaire			
Elevage	Elevage				
1 <sup>er</sup>	Démarrage tardif de la saison des	Forte pression des animaux sur les zones			
	pluies	agricoles			
2 <sup>ème</sup>	Arrêt précoce de la saison des	Déficit fourrager, transhumance			

	pluies	
3 <sup>ème</sup>	Séquence sèche	Disparition de certaines espèces végétales
4 <sup>ème</sup>	Fines pluies	Dégradation des pâturages
Culture	de contre saison	
1 <sup>er</sup>	inondation	Démarrage tardif des activités des
		maraichères
2 <sup>ème</sup>	Arrêt précoce de la saison des	Manque d'eau dans les puits, les mares et
	pluies	les vallées
3 <sup>ème</sup>	Démarrage tardif de la saison des	Pertes des sites maraichers d'où
	pluies	impossibilité de pratiquer les cultures
Autres A	Activités	
1 <sup>er</sup>	Inondation	Faible fréquentation des marchés ;
		Isolement de la commune par rapport aux
		voisins ; déplacement difficile
2 <sup>ème</sup>	Vents de poussière	Mauvaise conservation des produits
		alimentaires Intensification des
		maladies respiratoires
3 <sup>ème</sup>	Démarrage tardif de la saison des	Période de soudure très difficile,
	pluies	raréfaction des produits alimentaires,
		flambée des prix.

Les noms attribués souvent localement à ces grandes sécheresses sont liés tantôt aux réactions des populations face à l'évènement tantôt aux contextes politiques. Ils expriment en général le haut degré de sévérité de ce risque climatique

Selon les populations enquêtées, ces risques climatiques se manifestent sous divers faciès avec des conséquences incalculables.

#### 2.12.10 Analyse des rôles selon l'APBDH

Cette analyse s'inspire de l'Approche de Programmation Basée sur les Droits Humains (APBDH). Cette approche est novatrice, elle permet de déterminer les acteurs clés pour les secteurs clés du développement, de déterminer leur rôle ainsi que les responsabilités de chacun.

Ainsi, selon l'APBDH les acteurs clés sont classés en deux (2) catégories : les titulaires du droit (TD) et les détenteurs d'obligations (DO).

Cette approche place justement les titulaires du droit à un niveau privilégié et les détenteurs d'obligations en situation de devoir envers les titulaires de droits.

Les principaux détenteurs d'obligations ont donc l'obligation morale de soutenir les titulaires du droit en leur assurant les droits humains essentiels comme l'accès à l'éducation, l'accès aux services de santé, l'accès à l'eau potable, etc. puisqu'ils ont souscrit à différentes conventions relatives aux droits ainsi que

diverses conventions internationales sur la promotion et la protection des droits, notamment ceux des groupes vulnérables.

De même, les titulaires du droit ont en retour l'obligation de jouir pleinement de leurs droits lorsque l'opportunité se présente à eux afin de donner aux détenteurs d'obligation la satisfaction morale d'avoir rempli leur devoir à travers la réalisation des droits humains, consacrés par l'Organisation des Nations Unies, comme étant des droits inaliénables.

Tableau N° 45. Analyse des rôles pour l'éducation

DO TD	Enfants	Ménages	Commune	Etat	Partenaires Techniques et Financiers	Communauté Internationale
Enfants		Droit d'être inscrits à l'école	Créer un cadre propice à la réalisation du droit à l'éducation	Respect de la LOSEN et des engagements internationaux souscrits	Soutien à l'Etat et la commune dans la mise en œuvre des engagements internationaux souscrits	Respects des engagements pris
Communautés	Suivre la scolarité avec assiduité		Créer un cadre propice à l'apprentissage pour les enfants en âge scolarisable	Respect de la LOSEN et des engagements internationaux souscrits	Application et mise en œuvre des engagements internationaux souscrits	Respects des engagements pris
Commune	Suivre la scolarité avec assiduité	Inscrire tous les enfants en âge scolarisable		Accompagnement de la commune dans la mise en œuvre de la LOSEN et des engagements internationaux souscrits	Appui financier et technique pour la promotion du droit à l'accès à une éducation de qualité à tous les enfants en	Respects des engagements pris

							âge scolaris	sable		
Etat	Suivre la	Participer	Contribuer				Appui fina	ancier	Respects	des
	scolarité	activement à	pleinement à la				et tech	nique	engagements	pris
	avec	la mise en	mise en œuvre				pour	la		
	assiduité	œuvre de la	de la politique				promotion	de la		
		politique	nationale sur				politique			
		nationale sur	l'éducation				nationale	sur		
		l'éducation					l'éducation			
Partenaires	Suivre la	Appropriation	Pérennisation	Bonne	gestion	des			Promptitude	dans
Techniques et	scolarité	des appuis	des acquis nés	appuis					le respect	des
Financiers	avec	dans le cadre	des appuis des						engagements	pris
	assiduité	de la	partenaires							
		promotion du	techniques et							
		droit à l'accès	financiers							
		à un système								
		éducatif de								
		qualité								
Communauté	Suivre la	Appropriation	Pérennisation	Bonne	gestion	des	Respect	des		
Internationale	scolarité	des appuis	des acquis nés	appuis			politiques	du		
	avec	dans le cadre	des appuis de la				système	des		
	assiduité	de la	communauté				nations uni	es en		
		promotion du	internationale en				matière	du		
		droit à l'accès	matière				développen	nent		
		à un système	d'éducation				de l'éducati	on		
		éducatif de								
		qualité								

<u>Tableau N°46.</u>: Analyse des rôles pour le secteur de la santé

DO	Les femmes	Les	Commune	Etat	Partenaires	Communauté
TD	et les enfants	communautés			Techniques et	
					Financiers	
Femmes et les		Prise en charge	Contribuer	Respect des	Soutient de l'Etat	Respects des
enfants		des soins de santé	efficacement à	orientations	et la commune	engagements
		des femmes et des	l'accès aux	nationales en	dans la mise en	pris
		enfants	prestations des	matière de santé	œuvre des	
			services de	et des	engagements	
			santé pour les	engagements	internationaux	
			femmes en âge	internationaux	souscrits en	
			de procréer les	souscrits	matière de santé	
			enfants			
Communautés	Régularité de		Créer les	Respect des	Application et	Respects des
	fréquentation		conditions	orientations	mise en œuvre	engagements
	des formations		favorables à	nationales en	des engagements	pris
	sanitaires et		l'accès aux	matière de santé	internationaux	
	respect des		formations	et des	souscrits	
	traitements		sanitaires des	engagements		
	prescrits		femmes en âge	internationaux		
			de procréer et	souscrits		
			des enfants			
Commune	Régularité de	S'acquitter de tous		Accompagnement	Appui financier et	Respects des
	fréquentation	leurs devoirs		de la commune	technique dans la	engagements
	des formations	civiques (impôts,		dans la mise en	mise en œuvre	pris
	sanitaires et	taxes,		œuvre des	des orientations	
	respect des	participations, etc.)		orientations	nationales en	
	traitements			nationales en	matière de santé	

	prescrits			matière de santé	pour les enfants	
	P. 5555			et des	et les femmes en	
				engagements	âge de procréer	
				internationaux	ago ao prooroor	
				souscrits		
Etat	Régularité de	S'acquitter de tous	Contribuer	30030113	Appui financier et	Respects des
Liai	fréquentation	leurs devoirs	pleinement à la			-
	•		•		technique dans la	
	des formations	, , ,	mise en œuvre		mise en œuvre	pris
	sanitaires et	,	de la politique		des orientations	
	respect des	participations, etc.)	nationale en		nationales en	
	traitements		matière de santé		matière de santé	
	prescrits				pour les enfants	
					et les femmes en	
					âge de procréer	
Partenaires	Régularité de	Appropriation des	Pérennisation	Bonne gestion		Promptitude
Techniques et	fréquentation	appuis dans le	des acquis nés	des appuis		dans le respect
Financiers	des formations	cadre de la	des appuis des			des
	sanitaires et	promotion du droit	partenaires			engagements
	respect des	à l'accès à un	techniques et			pris
	traitements	système de santé	financiers			
	prescrits	de qualité				
Communauté	Régularité de	Appropriation des	Pérennisation	Bonne gestion	Respect des	
Internationale	fréquentation	appuis dans le	des acquis nés	des appuis	politiques du	
	des formations	cadre de la	des appuis de la		système des	
	sanitaires et	promotion du droit	communauté		nations unies en	
	respect des	à l'accès à un	internationale en		matière du	
	traitements	système de santé	matière de santé		développement	
	prescrits	de qualité			sanitaire	

**Tableau n°47**: Analyse des rôles pour le secteur de l'hydraulique

DO	Les ménages	La commune	L'Etat	Les Partenaires techniques et financiers
TD				·
Les		réalisation du	Mise en œuvre concrète	Soutien à l'Etat et la commune dans la mise en
ménages		droit à l'accès à	de la loi portant régime	œuvre des engagements internationaux
		l'eau potable	de l'eau	souscrits en matière de réalisation du droit à
				l'accès à l'eau potable
La	Jouissance		Application de la	Appui financier et technique pour la promotion
commune	durable du droit à		législation nationale en	du droit à l'accès à l'eau potable en quantité
	l'accès à l'eau		matière du droit à l'accès	suffisante sur le territoire de la commune
	potable par une		à l'eau potable	
	gestion rationnelle			
	des ouvrages			
	hydrauliques			
L'Etat	Appropriation	Suivi régulier		Appui financier et technique pour la promotion
	véritable des	des ouvrages		du droit à l'accès à l'eau potable en quantité
	ouvrages	hydrauliques et		suffisante
	hydrauliques par	les COGES		
	les bénéficiaires			
Les	Appropriation	Bonne gestion	•	
Partenaires	véritable des	des affaires de	engagements pris et	
techniques	ouvrages	la commune	gestion rationnelle des	
et	hydrauliques par		ressources allouées	
financiers	les bénéficiaires			

# III. Orientations stratégiques et objectifs de développement

# 3.1 Vision de développement de la commune

Les différentes contraintes conjuguées et analysées ont permis d'identifier la problématique de la commune qui s'intitule : "Dégradation de conditions de vie des populations"

Cette situation se traduit par :

- La dégradation des ressources naturelles,
- La baisse des productions agro-sylvo-pastorales,
- Le ralentissement des activités socioéconomiques,
- Les difficultés d'accès aux services et infrastructures sociaux de base.

Toutes ces contraintes majeures ont pour conséquences :

- ✓ L'insécurité alimentaire qui engendre l'exode massif de la population particulièrement la jeunesse, la malnutrition, la vulnérabilité aux maladies, la dégradation des mœurs, la décapitalisation et le redéploiement de la main d'œuvre familiale.
- ✓ La pauvreté qui s'accompagne de tous les maux (l'analphabétisme, la baisse du pouvoir d'achat, l'incertitude etc.),
- ✓ Les conflits sociaux qui détériorent la cohésion sociale entre la population.

Dans le souci de juguler les difficultés nées de cette situation et pour enrayer les conséquences qui menacent la vie de la population, les orientations permettant de garantir un meilleur avenir aux générations de demain, doivent être définies.

C'est dans cette perspective que la vision de la commune est formulée comme suit :

"Faire de la commune urbaine de BERMO d'ici à 2030 une zone où l'agropastoralisme contribue de manière significative au développement socio-économique de la population dans un environnement décent."

#### 3.2 Axes stratégiques et objectifs de développement

Tout au long du processus de réactualisation du PDC de Bermo , il a été identifié et proposé de manière participative, les orientations stratégiques ci-dessous.

♣ Axe stratégique 1 : Amélioration et diversification des productions des secteurs économiques pour une meilleure résilience climatique. Les différents objectifs qui permettront de réaliser la première orientation stratégique sont :

- √ renforcer les capacités techniques et matérielles des communautés ;
- ✓ renforcer les compétences des services d'appui
- √ développer des initiatives pour la lutte contre l'insécurité alimentaire;
- ✓ améliorer et diversifier les productions agro sylvo pastorales ;
- ✓ restaurer les terres et le couvert végétal ;
- ✓ préserver les acquis
- ✓ construire et aménager les infrastructures marchandes ;
- ✓ développer les activités commerciales et artisanales dans la commune..

# Orientation stratégique 2 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base et leur utilisation.

Pour atteindre la seconde orientation stratégique, la réalisation des objectifs ci dessous est nécessaire.

- √ faciliter l'accès aux soins de santé ;
- √ développer le système éducatif local ;
- ✓ améliorer l'accès à l'eau potable pour les hommes, les femmes ainsi que les conditions d'hygiène assainissement.

# Orientation stratégique 3 : Développement des activités du secteur tertiaire

Par rapport à cette orientation stratégique, il a été arrêté des objectifs de développement qui se résument à :

- ✓ développer les activités sportives et culturelles dans la commune ;
- √ améliorer la couverture des réseaux cellulaire;
- ✓ organiser l'exploitation des carrières;
- ✓ améliorer l'utilisation des énergies renouvelables et électriques,
- √ aménager les infrastructures de transport, communication,

# Orientation stratégique 4 : Amélioration de l'autonomisation de la femme et des conditions de vie des jeunes (filles et garçon).

Les groupes vulnérables étant, dans le cadre de ce travail, les personnes âgées, les femmes et les jeunes, l'amélioration de leurs conditions de vie passera par les objectifs suivants :

- √ réduire la vulnérabilité socioéconomique des femmes ;des hommes, des jeunes filles et garçons
- ✓ promouvoir la création d'emplois pour les jeunes ;
- ✓ appuyer les personnes (hommes et femmes) en situation d'handicap et les personnes âgées.

# **♣** Orientation stratégique 5 : Amélioration de la gouvernance locale

La cinquième orientation stratégique, nécessite la réalisation des objectifs suivant :

- ✓ renforcer la capacité organisationnelle et institutionnelle de la commune ;
- ✓ promouvoir le respect des droits humains ;
- ✓ améliorer les assiettes fiscales et réduire les conflits fonciers.

# IV. Programme d'actions et d'investissements

# 4.1 Plan d'actions pluri annuel

**Tableau N°48...:** Plan d'actions pluri annuelles (PAP)

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
E1 :		encadrement des communautés	Session de formation	3	Echelle Commune	1	1	1	0	0
Les productions des secteurs économiques sont améliorées		Sensibilisation des populations Sur les techniques culturales	Mission	2	Echelle Commune	1	0	1	0	0
et diversifiées pour une meilleure		Formation des OP en gestion et vie associative	Formation	50	Echelle Commune	10	10	10	10	10
résilience climatique		Formation et équipement des brigadiers phytosanitaire dans les zones d'Akadané et Oly où l'agriculture est pratiquée);	Brigades	20	Echelle Commune	10	10	0	0	0
	Résultat 1 :	Alphabétiser les comités de gestions	centre	2	Echelle Commune	0	2	0	0	0
	Utilisation	Utilisation des semences améliorées	kg	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Création des BC	ВС	5	Echelle Commune	1	1	1	1	1
		Construction de magasin d'entreposage de 1000 T	unité	1	Bermo	0	1	0	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation			tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
		Création des BIA	BIA	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	Résultat 2: Les initiatives pour la lutte contre l'insécurité alimentaire sont développées	Aménagement des mares	mare	2	Echelle Commune	0	1	0	1	0
		Construction et approvisionnement des BIZ	BIZ	4	Echelle Commune	0	1	1	1	1
	Résultat 3:  La production	construction et approvisionnement des BAB	BAB	4	Echelle Commune	1	0	1	1	1
	animale améliorée et	Réglementer le fonçage des puits traditionnels	Texte	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	diversifiée	Parachèvement de la mise en place des SCAP/RU	Unité	20	Echelle Commune	5	5	5	0	0
		Campagnes de vaccination du cheptel	campagne	10	Echelle Commune	1	1	1	1	1
		Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination	Session de formation	5	Echelle Commune	1	1	1	1	1
		Amélioration génétique de la race ;	Tête	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Reconstitution du cheptel aux hommes et aux femmes ;	Tête	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Formation et Equipements des APV	APV	10	Echelle Commune	-	10	0	0	0
		Actualisation de la limite nord des cultures)	ha	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Dotation en logistique aux	Véhicule	1	Echelle Commune	0	1	0	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
		services d'élevage de Bermo ;								
		Construction et équipement des cases de santé vétérinaires ;	Case de santé	3	Echelle Commune	0	1	1	1	0
		Sensibilisation	Séance	2	Echelle Commune	1	0	1	0	0
		Sécurisation du pâturage à travers l'ouvertures des bandes pare- feu	ml	2000	commune	400	400	400	400	400
		Equipement des Postes d'élevage de Bermo en chaîne de froid et matériels;	Unité	2	Echelle Commune	0	1	0	1	0
		Formation des Producteurs sur la filière lait;	Session de formation	2	Echelle Commune	1	0	1	0	0
		Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité de déstockages des animaux en période difficile; (initier le déstockage stratégique)	Séance	2	Echelle Commune	1	0	0	1	0
		Réalisation des points d'eau pastoraux modernes	unité	5	Echelle Commune	1	1	1	1	1
		Traitement et ensemencement des espaces pastoraux ;	ha	1000	Echelle Commune	200	100	100	100	100
		Reboisement dans les places des marchés publics ;	Plant	1000	Echelle Commune	20 0	20 0	20 0	20 0	200
		Construction des marchés à bétail à Oly ;	Unité	1	Echelle Commune	0	0	1	0	0
		Lutte contre le braconnage ;	mission	2	Echelle Commune	1	0	0	1	0
		CES/DRS	Ha	2000	Echelle Commune	100	100	100	100	100
		Création des	Pépinière	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
		pépinières forestières								
	<b>-</b>	formation des pépiniéristes	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	Résultat 4:  Terres et couvert	Renforcement en personnel et matériel au service de l'environnement	Unité	2	Echelle Commune	2	0	0	0	0
	végétal restaurés	formation des femmes sur les foyers améliorés	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Sensibilisation des populations sur la gestion des ressources ;	Session	2	Echelle Commune	0	1	0	1	0
		introduction d'une politique de substitution du bois énergie ;	Session	2	Echelle Commune	0	1	0	1	0
		ouverture des bandes pare-feu pour lutter contre les feux de brousse	MI	7500	Echelle Commune	1500	600	600	600	600
		plantation d'arbres	Plant	50000	Echelle Commune	10000	300	300	300	300
		fixation biologiques des dunes de sables ;	ha	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Aménagement de la mare d'Akadané (désensablem ent, empoissonnement)	На	30	Echelle Commune	0	30	0	0	0
		Réhabilitation de la digue de la mare d'Akadaney	ML	230	Echelle Commune	0	0	1	0	0
		lutte contre la pollution des sachets plastiques	h/j	2000	Echelle Commune	400	400	400	400	400
		réintroduction des espèces herbacées disparues	Sac	250	Echelle Commune	50	50	50	50	50
		Réorganisation des acteurs	OP	10	Echelle Commune	10	0	0	0	0
		Réorganisation du dispositif local de surveillance environnementale 'équipement et accompagnement)	brigadiers	40	Echelle Commune	40	0	0	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
	Résultat 5 : Les	Appui aux artisans particulièrement les femmes ;	femme	50	Echelle Commune	10	10	10	10	10
	infrastructures marchandes construites et aménagées	Formation des OP sur la filière bétail ;	Session	2	Echelle Commune	0	1	0	0	1
	J	Construction des routes ;	Km	200	Echelle Commune	0	0	200	0	0
		Formation des jeunes sur des métiers professionnalisant ;	Jeunes	500	Echelle Commune	1	0	1	0	0
		Redynamisation du centre artisanal ;	Unité	1	Echelle Commune	0	0	0	1	0
		Construction d'un marché moderne à Bermo	Unité	1	Echelle Commune	0	1	0	0	0
		Délocalisation de l'abattoir de Bermo ;	Unité	1	Echelle Commune	0	1	0	0	0
		Construction d'une gare routière	Unité	1	Bermo	0	0	0	0	1
		Recherche de débouchés aux artisans ;	Plaidoyer	2	Echelle Commune	1	0	1	0	0
		Organisation des voyages d'études	voyage	3	Echelle Commune	1	0	1	0	1
		formation des artisans	artisan	150	Echelle Commune	50	25	25	25	25
Les activités du secteur tertiaire sont développées	Résultat 6 : La couverture du réseau cellulaire améliorée	Extension de la couverture en réseau par les opérateurs mobiles (Airtel et Orange Niger, Moov, Nigertélécom);	Antenne	3	Echelle Commune	0	1	1	1	0
	L'exploitation des carrières organisée	Organisation de l'exploitation des carrières en banco ;	Séance de sensibilisation	10	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	Résultat 7 :	Utilisation des sources d'énergie renouvelable	Session	3	Echelle Commune	0	1	1	1	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
	L'utilisation des énergies									
	renouvelable et électrique améliorée	Amélioration de la fourniture en électricité de la ville de Bermo (plaidoyer)	Ville	1	Bermo	0	1	0	0	0
		Electrification rurale des centres de Oly, Akadané Tacha	Village	3	Echelle Commune	0	0	1	1	1
		Dotation en véhicule IEP	Véhicule	1	Echelle Commune	0	1	0	0	0
		logement Inspecteur	Logement	1	Echelle Commune	0	0	1	0	0
		Dotation des motos	Motos	3	Echelle Commune	0	0	1	1	1
		Construction de l'inspection	bureau	1	Echelle Commune	0	0	1	0	0
		Sensibilisation des parents surtout sur la scolarisation des filles	session	10	Echelle Commune	1	1	1	1	1
L'accès et		Renouvellement des CGDES	mission	2	Echelle Commune	2	0	0	0	0
l'utilisation des services sociaux	Résultat 8 :	Formation des membres CGDES	formation	2	Echelle de la commune	1	1	0	0	0
de base améliorés	éducatif local	Création des centres de regroupement des écoles	centres	12	Echelle Commune	12	0	0	0	0
	amélioré	Organisation des sessions de CAPED	CAPED	80	Echelle Commune	16	12	12	12	12
		Ouverture des centres de formation en alphabétisation fonctionnelle	Centre	10	Echelle Commune	2	2	2	2	2
		Renforcement du DS en infrastructures adéquates	Centre	1	Bermo					
		Renforcement du personnel de district	Agents	8	Bermo	8				

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
		Transformation des cases de santé en CSI	Unité	3	EGGO, Fako Ranch, Kouloua	0	1	1	0	0
		Approvisionnement des centres en médicaments	Kit	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Sensibilisation des populations sur l'hygiène publique	Session	60	Echelle Commune	1	1	1	0	0
	Résultat 9 : L'accès aux soins de santé facilité		Session	60	Echelle Commune	1	1	1	1	1
		Réhabilitation du CSI Bermo	CSI	1	Echelle Commune	0	1	0	0	0
		Création d'une pharmacie de district	Unité	1	Bermo	0	1	1	0	0
		Formation et ou recyclage des membres de COGES	Coges	16	Echelle Commune	0	1	1	1	0
		Action en vers l'Etat pour honorer son engagement su le remboursement des frais de la gratuité	Plaidoyer	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Appui à la vaccination pour les sorties foraines	Sorties	120	Echelle Commune	24	24	24	24	24
		Recrutement des agents de surface	Agents	3	Bermo	0	1	2	0	0
		Recrutement et formation des matrones	Matrones	16	Echelle Commune	16	0	0	0	0
		Maintenance de l'ambulance	Unité	1	Bermo					
		Dotation des CSI en ambulances	unité	2	Akadané, OLy	0	1	1	0	0
		Electrification de l'hôpital de district	unité	1	Bermo	1	0	0	0	0
		Prise en charge de l'électricité et eau au niveau de Bermo,	Unité	1	Bermo	1	0	0	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation	Répartition par année				
						2018	2019	2020	2021	2022
		Programme de sensibilisation sur VIH/SIDA	session	120	Echelle Commune	24	24	24	24	24
		Création des cases de santé	Unité	6	Intalak, Orobammo, Toumboudéiji, Bougagé, Aminata, Hamadagaissa	0	2	2	1	1
		Missions d'investigation des foyers d'épidémie	mission	5	Echelle Commune	1	1	1	1	1
	Résultat 10: L'accès à l'eau	Fonçage des puits cimentés	puits	11	Zongo Ighlass, Bougagé, Gatapadi, Magaida, Abdoulkader Alhadi, Mojiji, Ankafal, Sabgari, Alfarou, Daoud, Chikarbalé,	1	1	1	1	1
	potable pour la population et le cheptel ainsi que		Session	10	Echelle Commune	2	0	1	0	0
	les conditions d'hygiène assainissement	Plaidoyer pour la recherche de nouveaux partenaires	Plaidoyer	2	Echelle Commune	1	1	0	0	0
	améliorés	Respect des contrats par les délégataires	Rencontres	5	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Sensibilisation des populations sur le fonçage et l'usage des points d'eau modernes	Sensibilisation	5	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Réalisation de nouvelles Mini AEP simple	MAEP	4	Innifi, Bermo/Tamesna, Tacha Ibrahim, Oly,	1	1	1	0	0
		Réalisation des Mini AEP multi villages	MAEP	1	Effret	0	1			
		Réalisation des PMH;	PMH	5			2	1	1	1
		Construction des caniveaux d'évacuation	ml	500	Bermo	0	0	500	0	0
		Réhabiliter les puits cimentés en mauvais état	puits	10	Echelle Commune	2	2	2	2	2

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation	Répartition par année				
						2018	2019	2020	2021	2022
		Renforcement des capacités des comités de gestion des points d'eau	Formation	50	Echelle Commune	10	10	10	0	0
		Approche ATPC	Latrines	500	Echelle Commune	100	100	100	100	100
L'autonomisation de la femme et les conditions de vie des jeunes (filles et garçon) sont améliorées	la vulnérabilité socioéconomiqu	Sensibilisation des femmes, les hommes et les jeunes filles et garçons sur la nécessité de s'organiser	ОР	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Création des centres alpha pour les femmes, les hommes et les adolescents	centre	10	Echelle Commune	2	2	2	2	2
		Financement des AGR pour les femmes et les jeunes	Femme	1000	Echelle Commune	200	200	200	200	200
		Mise en place de matériel d'allégement des tâches ménagères	multifonctionn elle	5	Echelle Commune	0	3	2	0	0
		Création des emplois pour les femmes, hommes et jeunes	emploi	25	Bermo	0	10	15	0	0
	Résultat 1 2 : les capacités organisationnelle et institutionnelle de la commune renforcées	Sensibilisation des contribuables sur l'importance des impôts	Séance de sensibilisation	5	Echelle Commune	1	1	1	1	1
La gouvernance locale améliorée		Réorganisation du système de perception des taxes	Séances de travail	5	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Sensibilisation sur l'importance des pièces d'état civil	Sensibilisation	5	Echelle Commune	1	0	1	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation	Répartition par année				
						2018	2019	2020	2021	2022
		Réalisation des activités du lotissement	sensibilisation	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Recrutement de personnel pour la mairie	Unité	2	Echelle Commune	1	1	0	0	0
		Aménagement de la voirie urbaine	ML	1000	Bermo					
		Recyclage de la commission foncière communale (COFOCOM)	Formation	5	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Parachèvement de la Mise en place des commissions foncières de base (COFOB)	COFOB	50	Echelle Commune	0	10	10	0	0
		Dotation de la COFOCOM et des COFOB en moyens de travail	Kit	71	Echelle Commune	7	7	7	7	7
	Résultat 13 :	Formation des élus locaux sur la gouvernance locale	formation	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	les assiettes fiscales rehaussées et les conflits fonciers réduits	Formation des élus locaux sur leurs rôles et responsabilités dans le contexte de la décentralisation	Formation	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	Tonciers reduits	Mise en place du comité de suivi-évaluation du PDC	Comité	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Appuyer une réunion d'évaluation du PDC chaque année	Réunion	5	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Appui technique du cadre de concertation au niveau communal	Réunion	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
		Appui aux réunions semestrielles du cadre de concertation	Réunion	1	Echelle Commune	1	0	0	0	0

Effets	Résultat	Actions	Unité	Quantité	Localisation		Répar	tition par	année	
						2018	2019	2020	2021	2022
	Résultat 14 : les droits	Formation des élus locaux sur les droits humains et devoir		1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
	humains promus et respects	Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation des commissions techniques spécialisées		1	Echelle Commune	1	0	0	0	0
Total	-	-	-	113	-	·		·		

## 4.2. Plan d'investissement pluri annuel

 $\textbf{Tableau N°.49..:} \ Plan\ d'investissement\ pluriannuel$ 

Actions	11	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement (	en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
				Résultat 1 :	La capacit	é des produ	cteurs est	renforcée				
encadrement des communautés	Session de formation	3	250	750	250	250	250	0	0	0	0	750
Sensibilisation des populations Sur les techniques culturales	Mission	2	250	500	250	0	250	0	0	0	0	500
Formation des OP en gestion et vie associative	Formation	50	1000	5000	1000	1000	1000	1000	1000	0	0	5000
Formation et équipement des brigadiers phytosanitaire dans les zones d'Akadané et Oly où l'agriculture est pratiquée)	Brigades	20	125	2500	1250	1250	0	0	0	0	0	2500
Alphabétiser les comités de gestion	centre	2	750	1500	0	1500	0	0	0	0	150	1350
Utilisation des semences améliorées	sac	10	5	50	10	10	10	10	10	50	0	0
Sous total 1: 6 activités				10300	2760	4010	1510	1010	1010	50	150	10100

Résultat 2 : Les initiatives pour la lutte contre l'insécurité alimentaire sont développées

Actions	11!45	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement (	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Création des BC	ВС	5	5500	27500	5500	5500	5500	5500	5500	0	2750	24750
Création des BIA	BIA	1	7700	7700	7700	0	0	0	0	0	770	6930
Aménagement des mares	mare	2	7000	14000	0	7000	0	7000	0	0	0	14000
Sous total 2: 3 activités				49200	13200	12500	5500	12500	5500	0	3520	45680
			R	ésultat 3 : La	a productio	n animale a	méliorée e	t diversifié	е			
Construction BIZ	BIZ	4	5000	20000	0	5000	5000	5000	5000	2000	2000	16000
Construction et approvisionnement des BAB	BAB	4	5000	20000	5000	0	5000	5000	5000	2000	2000	16000
Réglementer le fonçage des puits traditionnels		1	250	250	250	0	0	0	0	250	0	0
Campagne de Vaccination du cheptel	campagnes	10	250	2500	500	500	500	500	500	0	0	2500
Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination	Session de formation	5	250	1250	250	250	250	250	250	0	0	1250
Amélioration génétique de la race	Tête	1000	25	25000	5000	5000	5000	5000	5000	0	2500	22500
Reconstitution du cheptel aux hommes et aux femmes	Tête	1000	25	25000	5000	5000	5000	5000	5000	0	2500	22500
Formation et équipements des APV;	Session de formation	15	300	4500	0	4500	0	0	0	0	0	4500

Antinua	11-265	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement (	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Actualisation de la limite nord des cultures	km	120	50	6000	0	6000	0	0	0	0	0	6000
Dotation en logistique aux services d'élevage de Bermo ;	Véhicule	1	30000	30000	0	30000	0	0	0	0	0	30000
Construction et équipement des cases de santé vétérinaires ;	Case de santé	3	5500	16500	0	5500	5500	5500	0	1650	0	14850
Sensibilisation sur le cadre de feux de brousse	séances	2	250	500	250	0	250	0	0	500	0	0
Sécurisation du pâturage à travers l'ouvertures des bandes pare- feu	kml	50	1000	50000	10000	10000	10000	10000	10000	0	0	50000
Equipement de la DD d'élevage de Bermo en chaîne de froid	unité	2	2000	4000	0	2000	0	2000	0	0	0	4000
Formation des Producteurs sur la filière lait ;	Session de formation	2	250	500	250	0	250	0	0	0	0	500
Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité de déstockages des animaux en période difficile;	Séance	2	250	500	250	0	0	250	0	250	0	250
Réalisation des puits pastoraux modernes ;	unité	5	20000	100000	20000	20000	20000	20000	20000	0	5000	95000

Actions	IImitá	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement (	(en millier)			
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers			
Traitement et ensemencement des espaces pastoraux;	ha	500	500	250000	50000	50000	50000	50000	50000	0	0	250000			
Reboisement dans les places publiques;	ha	150	1500	225000	45000	45000	45000	45000	45000	0	11250	213750			
Construction des marchés à bétail à Oly	Unité	1	35000	35000		0	35000	0	0	0	0	35000			
Sous total 3: 20 activités				816500	141750	188750	186750	153500	145750	6650	25250	784600			
	Résultat 4 : les Terres et le couvert végétal restaurés														
Lutte contre le braconnage ;	mission	2	250	500	250	0	0	250		500	0	0			
CES/DRS;	На	200	200	40000	8000	8000	8000	8000	8000	0	0	40000			
Création des pépinières	Pépinière	1	3000	3000	3000	0	0	0	0	3000	0	0			
Formation des pépiniéristes	nbre	3	250	750	750	0	0	0	0	0	0	750			
Renforcement en personnel et matériel au service de l'environnement	Unité	2	PM	0	РМ	0	0	0	0	PM	PM	PM			
Formation des femmes sur les foyers améliorés	ménagère	500	50	25000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	0	20000			
Sensibilisation des populations sur la gestion	Session	2	250	500	0	250	0	250	0	500	0	0			

Antinun	11:45	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Introduction d'une politique de substitution du bois énergie	Session	2	250	500	0	250	0	250	0	0	0	500
Réalisation des bandes pare- feux pour lutter contre les feux de brousse	kml	75	1000	75000	15000	15000	15000	15000	15000	)		75000
Plantation d'arbres	U	50000	0,2	10000	2000	2000	2000	2000	2000	1000	0	9000
Fixation biologiques des dunes de sables ;	ha	20	7000	140000	28000	28000	28000	28000	28000	1400	0	138600
Aménagement de la mare d'Akadané	На	30	1000	30000	0		30000	0	0	0	3000	27000
Réhabilitation de la digue de la mare d'Akadaney	MI	230	150	34500	0	0	34500	0	0	0	3450	31050
Ramassage de plastique autour de la mare d'Akadan : sensibilisation des populations sur les changements climatiques	h/j	2000	1	2000	400	400	400	400	400	0	0	2000
Introduction de nouvelles espèces herbacées	Sac	250	5	1250	250	250	250	250	250	0	0	1250
Réorganisation des acteurs	OP	10	50	500	500	0	0	0	0	500	0	0

Actions	11-265	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Réorganisation du dispositif local de surveillance environnementale 'équipement et accompagnement)	brigadiers	40	50	2000	2000	0	0	0	0	500	0	1500
Sous total 4: 18 activités				365500	65150	59150	123150	59400	58650	12400	6450	346650
			Résultat	t 5 : Les infra	astructures	marchande	s construi	tes et amé	nagées			
Appui aux artisans particulièrement les femmes ;	femme	50	25	1250	250	250	250	250	250	0	0	1250
Formation des OP sur la filière bétail	Session	2	250	500	0	250	0	0	250	0	0	500
Construction des routes ;	Km	200	35000	700000	0	0	350000	350000	0	0	0	700000
Formation des jeunes sur des métiers	jeunes	500	125	62500	12500	12500	12500	12500	12500	3125	0	59375
Redynamisation du centre artisanal	Unité	1	5000	5000	0	0	0	5000	0	500	0	4500
Construction d'un marché moderne dans la commune	Unité	1	75000	75000	0	0	0	0	75000	7500	0	67500
Construction d'une gare routière	Unité	1	10000	10000	0	0	0	0	10000	1000	0	9000
délocalisation de l'abattoir de Bermo	Unité	1	2500	2500	0	2500	0	0	0	250	0	2250

Actions	Unité	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par a	nnée (en m	illier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Onite	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Recherche de débouchés aux artisans	Plaidoyer	2	300	600	300	0	300	0	0	600	0	0
Voyage d'études	voyage	3	2000	6000	2000	0	2000	0	2000	0	0	6000
Sous total 5: 9 activités				863350	15050	15500	365050	367750	100000	12975	0	850375
			R	Résultat 6 : L	a couvertu	ire du résea	u cellulaire	améliorée				
Extension de la couverture en réseau par les opérateurs mobiles Airtel et Orange Niger	Antenne	3	PM	PM	0	PM	PM	PM	0	0	0	0
Sous total 6: 1 activité			PM									
			Résultat 7	: L'utilisatio	on des éne	rgies renouv	velable et é	electrique a	méliorée			
Utilisation des sources d'énergie renouvelable	Session	3	250	750	0	250	250	250	0	0	0	750
Electrifications centres de Oly, Akadané Tacha	Village	3	PM	PM	PM	PM	PM	PM	C	PM	PM	PM
Sous total 7: 2 activités				750		250	250	250				750
				Résulta	at 8 : Systè	me éducatif	local amé	lioré				
Dotation en véhicule IEP	Véhicule	1	30000	30000	0	30000	0	0	0	0	0	30000
Construction bureau et logement IEP	Logement	1	20000	20000	0	0	20000	0	0	0	0	20000

Actions	1124.5	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par a	nnée (en m	illier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Dotation des motos TT pour les conseillers en éducation	Motos	3	3000	9000	0		3000	3000	3000	0	0	9000
Sensibilisation des parents surtout sur la scolarisation des filles	mission	10	250	2500	500	500	500	500	500	0	0	2500
Renouvellement des CGDES	mission	2	250	500	500	0	0	0	0	0	500	0
Formation des membres CGDES	formation	2	250	500	250	250	0	0	0	0	0	500
Formation des gestionnaires des cantines scolaires	Session	2	2000	4000	2000	2000	0	0	0	400	0	3600
Création des centres de regroupement des écoles	Centre	12	1000	12000	6000	6000	0	0	0	1200	0	10800
Organisation des sessions de CAPED	CAPED	80	50	4000	800	800	800	800	800	0	4000	0
Ouverture des centres de formation en alphabétisation	Centre	10	750	7500	1500	1500	1500	1500	1500	0	750	6750
Sensibilisation sur la loi 219 protection des mineurs filles	Séances	5	1000	5000	1000	1000	1000	1000	1000	500	0	4500
Sous total 8 : 11 activités				95000	12550	42050	26800	6800	6800	2100	5250	87650

esultat 9 :L acces aux soms de same facilité

Adding	11-145	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Renforcement du DS en infrastructures adéquates	Centre	1	5000	5000	5000	0	0	0	0	0	0	5000
Renforcement du personnel de district	Agents	8	P"M	0	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M
Transformation des cases de santé en CSI	Unité	3	15000	45000	15 000	15 000	15 000	0	(	0	0	45000
Approvisionnement des centres en médicaments	Kit	1000	100	100 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	10000	0	90000
Sensibilisation des populations sur l'hygiène publique et la fréquentation des centres sanitaires	Session	60	250	15 000	3000	3000	3000	3000	3000	1500	0	13500
Réhabilitation du CSI Bermo	CSI	1	15000	15 000	0	15000	0	0	0	1500	0	13500
Création d'une pharmacie de district	Unité	1	P"M	0	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M	P"M
Formation et ou recyclage des membres de COGES	COGES	16	100	1600	0	600	600	400	0	0	0	1600
Action en vers l'Etat pour honorer son engagement su le remboursement	Plaidoyer	1	250	250	250	0	0	0	0	250	0	0

		Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par ar	nnée (en m	illier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
des frais de la gratuité												
Appui à la vaccination pour les sorties foraines	Sorties	120	100	12000	2400	2400	2400	2400	2400	0	0	12000
Recrutement des agents de surface	Agents	3	PM	0	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Recrutement et formation et équipement des matrones	Matrones	16	100	1600	1600	0	0	0	0	0	0	1600
Maintenance de l'ambulance	séance	5	300	1500	300	300	300	300	300	1500	0	0
Dotation des CSI en ambulances	unité	2	30000	60000	0	30000	30000	0	0	0	0	60000
Electrification de l'hôpital de district	unité	1	PM	0	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Prise en charge de l'électricité et eau au niveau de Bermo,	Unité	1	РМ	0	РМ	РМ	РМ	PM	PM	PM	PM	PM
Programme de sensibilisation sur VIH/SIDA	Séance	120	300	36000	7200	7200	7200	7200	7200	0	0	36000
Création des cases de santé	Unité	6	2500	15000	0	0	5000	5000	5000	0	1500	13500
Missions d'investigation des foyers d'épidémie	mission	5	500	2500	500	500	500	500	500	250	0	2250
Sous total 9: 19 activités				310450	55250	94000	84000	38800	38400	15000	1500	293950

		Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par aı	nnée (en m	illier)		Source de	financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Résul	tat 10 : L'acc	ès à l'eau	ı potable p	our la popul	ation et le	cheptel ains	si que les	conditions	d'hygiène	assainissem	ent améliorés	
Fonçage des puits cimentés	puits	11	19 000	209000	57000	38000	38000	38000	38000	0	20900	188100
Vulgariser les textes des lois sur la gestion de l'eau	Session	10	250	2500	500	500	500	500	500	250	0	2250
Recherche de nouveaux partenaires	Plaidoyer	2	250	500	250	250	0	0	0	500	0	0
Respect des contrats par les délégataires	Rencontre	5	100	500	500	0	0	0	0	500	0	0
Sensibilisation des populations sur le fonçage et l'usage des points d'eau modernes	séance	5	250	1250	750	500	0	0	0	1250	0	0
Réalisation de nouvelles Mini AEP simple	MAEP	4	45000	180000	45000	0	45000	45000	45000	0	18000	162000
Réalisation des Mini AEP multi villages	MAEP	1	120000	120000	0	120000	0	0	(	6000	6000	108000
Réaliser des PMH;	PMH	5	10000	50000	10000	10000	10000	10000	10000	0	2500	47500
Construction des canaux d'évacuation	ml	500	50	25000	0	0	25000	0	0	2500	0	22500
Réhabiliter les puits cimentés en mauvais état	puits	10	750	7500	1500	1500	1500	1500	1500	0	375	7125
Formation des comités de gestion des points d'eau	Comité	50	125	6250	1250	1250	1250	1250	1250	0	0	6250

Arthur	11-26	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par a	nnée (en m	nillier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
(CGPE)												
Approche ATPC	Latrines	500	200	100000	20000	20000	20000	20000	20000	0	10000	90000
Sous total 10: 12 activités				702500	136750	192000	141250	116250	116250	11000	57775	633725
	R	ésultat 1	1 : la vulné	rabilité soci	<mark>oéconomi</mark> q	<mark>jue des jeun</mark>	es (filles, ç	garçons) e	t handicapé	s réduite		
Sensibiliser les femmes, les hommes et les jeunes filles et garçons sur la nécessité s'organiser	ОР	1	250	250	250	0	0	0	0	250	0	0
Création des centres alpha pour les femmes, les hommes et les adolescents	centre	10	750	7500	1500	1500	1500	1500	1500	0	750	6750
Création des AGR pour les femmes	Femme	1000	50	50000	10000	10000	10000	10000	10000	0	0	50000
Mise en place de matériel d'allégement des tâches ménagères	Plateforme s multifonctio nnelle	5	5000	25000	0	15000	10000	0		0	2500	22500
Création des emplois pour les femmes, hommes et jeunes	Centre multifonctio nnel	1	10000	10000	0	10000	0	0	0	1000	0	9000
Sensibilisation des populations contribuables	Séance de sensibilisati on	5	250	1250	250	250	250	250	250	1250	0	0

Astions	11-265	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	artition par a	nnée (en m	nillier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Unité	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
Sous total 11: 6 activités				94000	12000	36750	21750	11750	11750	2500	3250	88250
		Résulta	ıt 12 : les c	apacités org	ganisation	nelle et insti	tutionnelle	de la com	mune renfo	rcées		
Réorganisation du système de perception des taxes	Réunion	5	250	1250	250	250	250	250	250	1250	0	0
Sensibilisation sur l'importance des pièces d'état civil	Sensibilisati on	2	250	500	250	0	250	0	0	500	0	0
Aménagement de la voirie urbaine	KML	1	35000	35000	0	0	0	35000	0	3500	0	31500
Réalisation des activités du lotissement	sensibilisati on	1	250	250	250	0	0	0	C	250	0	0
Recrutement de personnel pour la mairie	Unité	2	PM	0	PM	РМ	0	0	C	PM	РМ	PM
sous total 12: 5 act	ivités			37000	750	250	500	35250	250	5500	0	31500
		F	Résultat 13	: les assiett	es fiscale:	s rehaussée:	s et les co	nflits fonc	iers réduits			
Recyclage de la commission foncière communale (COFOCOM)	Formation	1	1000	1000	1000	0	0	0	C	0	0	1000
Parachèvement de la Mise en place des commissions foncières de base (COFOB)	COFOB	50	250	12500	2500	2500	2500	2500	2500	0	0	12500
Dotation de la COFOCOM et des	Kit	35	100	3500	0	2500	1000	0	C	0	0	3500

Actions	Unité	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par a	nnée (en m	nillier)		Source de	e financement	(en millier)
Actions	Onite	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers
COFOB en moyens de travail												
Formation des élus locaux sur la gouvernance locale	formation	1	250	250	250	0	0	0	(	0	0	250
Formation des élus locaux sur leurs rôles et responsabilités dans le contexte de la décentralisation	Formation	1	250	250	250	0	0	0	0	0	0	250
Mise en place du comité de suivi- évaluation du PDC	Comité	1	250	250	250	0	0	0	0	250	0	0
Appuyer une réunion évaluation du PDC	Réunion	5	50	250	50	50	50	50	50	250	0	0
Mise en place d'un cadre de concertation	Réunion	1	50	50	50	0	0	0	0	50	0	0
Appui aux réunions semestrielles du cadre de concertation	Réunion	10	50	500	100	100	100	100	100	500	0	0
Sous total 13: 9 activités				18550	4450	5150	3650	2650	2650	1050	0	17500
		•	•	Résultat 14	: les droi	ts humains	promus et	respects				
Formation des élus locaux sur les droits humains et devoir	Formation	1	250	250	250	0	0	0	0	0	0	250
Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation	formation	1	250	250	250	0	0	0	0	0	0	250

Actions	Unité	Quantit	Coût Unitaire	Montant	Répa	rtition par a	nnée (en m	nillier)		Source de	e financement (en millier)		
Actions	Onite	é	( en millier)	(en millier)	2018	2019	2020	2021	2022	Commune	Communauté	Partenaires financiers	
des commissions techniques spécialisées													
Sous total 14: 2 activités				500	500	0	0	0	0	0	0	500	
Total: 113 activités				3 363 600	460 160	650 360	960 160	805 910	487 <b>0</b> 10	69 225	103 145	3 191 230	
Pourcentage					13,68%	19,34%	28,55%	23,96%	14,48%	6 2,06%	3,07%	94,88%	

## PM: pour mémoire

Le coût total du PDC de la commune rurale de Bermo pendant les cinq (5) années s'élève à **Trois milliards trois cent soixante-trois** millions six cent mille (3 363 600 000) FCFA

Les différentes contributions se chiffrent à :

- ❖ Populations bénéficiaires : soixante-neuf millions deux cent vingt-cinq mille (69 225 000) F CFA soit 2,06% du coût total du PDC.
- ❖ Commune : cent trois millions cent quarante-cinq mille (103 145 000)F CFA soit 3,07 % du coût total du PDC.
- ❖ Partenaires Techniques et financiers: trois milliards cent quatre-vingt-onze millions deux cent trente mille (3 191 230 000). F CFA soit 94,88% du coût total du PDC.

## 4.3. Plan d'action annuel 2018

**Tableau N° .50.. :** Plan d'action annuel

Actions	Unité	Quantité	Localisation	Répartition T1 T2		ar Trimestre	
				T1	T2	Т3	<b>T4</b>
Encadrement des producteurs	Session de Formation	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Sensibilisation des populations Sur les technique culturales	Mission	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Identification, formation et équipement des brigadiers phytosanitaire dans les zones d'Akadané et Oly où l'agriculture est pratiquée);	Session de Formation	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Utilisation des semences améliorées	Sac	2	Echelle Commune	0	1	1	0
Création des Banques céréalières (BC)	BC	1	Echelle Commune	0	0	0	1
Création des Boutiques d'Intrants Agricole (BIA)	BIA	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Construction et approvisionnement des Banques à Aliments Bétail (BAB)	BAB	1	Echelle Commune	0	0	0	1
Réglementer le fonçage des puits traditionnels	Texte	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Vaccination du cheptel	Tête	1	Echelle Commune	0	0	0	1
Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination	Session de Formation	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Amélioration génétique de la race ;	Tête	200	Echelle Commune	50	50	50	50
Reconstitution du cheptel aux hommes et aux femmes	Tête	200	Echelle Commune	50	50	50	50
Formation et équipements des Auxilliaires Para Vétérinaire (APV);	Session de formation	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Délimitation des aires de pâturage dans la zone sud	ha	200	Echelle Commune	0	100	100	0

Sensibilisation des populations	Séance	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Confection des par feux	ml	400	commune	0	0	200	200
Formation des Producteurs sur la filière lait ;	Session de Formation	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité de déstockages des animaux en période difficile;	Séance	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Ensemencement des parcours ;	На	100	Echelle Commune	0	0	100	0
Réalisation des puits pastoraux modernes ;	Unité	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Traitement et ensemencement des espaces pastoraux ;	На	100	Echelle Commune	0	0	100	0
Reboisement dans les places publiques ;	Plant	200	Echelle Commune	0	0	200	0
Lutte contre le braconnage ;	Mission	1	Echelle Commune	0	1	0	0
CES/DRS;	На	100	Echelle Commune	50	0	0	50
Création des pépinières	Pépinière	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Formation des pépiniéristes	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Renforcement en personnel et matériel au service de l'environnement ;	Unité	2	Echelle Commune	0	0	1	1
Formation des femmes sur les foyers améliorés ;	Session	1	Echelle Commune	0	0	0	1
Réalisation des bandes pare- feux pour lutter contre les feux de brousse;	MI	600	Echelle Commune	0	0	0	600
Plantation d'arbres ;	Plant	300	Echelle Commune	0	0	300	0
Fixation biologiques des dunes de sables ;	MI	4	Echelle Commune	0	0	0	4
Ramassage de plastique autour de la mare d'Akadan ; Sensibilisation des populations sur les changements climatiques ;	H/j	400	Echelle Commune	100	100	100	100
Introduction de nouvelles espèces herbacées;	Sac	50	Echelle Commune	0	50	0	0
Réorganisation des acteurs	OP	10	Echelle Commune	0	0	10	0
Appui aux artisans particulièrement les femmes ;	Femme	10	Echelle Commune	0	10	0	0

Formation des jeunes sur des	Session	1	Echelle Commune	0	1	0	0
métiers professionnalisant ;							
Recherche de débouchés aux	Plaidoyer	1	Echelle Commune	0	0	1	00
artisans ;							
Voyage d'études	Voyage	1	Echelle Commune	0	0	0	1
Formation des artisans	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Organisation de l'exploitation des carrières en banco ;	Séance de sensibilisation	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Sensibilisation des parents surtout	Session	1	Echelle Commune	0	0	1	0
sur la scolarisation des filles	Session	1	Echelle Commune	0	0	I	U
Renouvellement des CGDES	Mission	2	Echelle Commune	0	0	0	2
Formation des membres des CGDES	Formation	1	Ecoles de la commune	0	0	0	1
Former les centres de regroupement des écoles	Centres	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Organisation des sessions de CAPED	CAPED	12	Echelle Commune	0	0	0	12
Ouverture des centres de formation en alphabétisation	Centre	2	Echelle Commune	0	0	0	2
Approvisionnement des centres en médicaments	Kit	20	Echelle Commune	0	10	10	0
Sensibilisation des populations sur l'hygiène	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Sensibilisation de la population sur la fréquentation des centres sanitaires	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Amener l'Etat à honorer son engagement su l remboursement des frais de la gratuité	Plaidoyer	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Fonçage des puits cimentés	Puits	1	Echelle Commune	0	1	0	
Vulgarisationdes textes des lois sur la gestion de l'eau	Session	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Recherche de nouveaux partenaires	Plaidoyer	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Amener les délégataires à respecter les contrats	Sensibilisation	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Sensibilisation les populations concernant la réalisation des	Sensibilisation	1	Echelle Commune	0	0	0	1

points d'eau modernes ;							
Réhabilitationdes puits cimentés en mauvais état (Amoulass);	Puits	2	Echelle Commune	0	1	1	0
Renforcementdes capacités des comités de gestion des points d'eau (CGPE);	Formation	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Sensibilisation les femmes, les hommes et les jeunes filles et garçons sur la nécessité de s'organiser	OP	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Création des centres alpha pour les femmes, les hommes et les adolescents	Centre	2	Echelle Commune	1	0	0	0
Création des AGR pour les femmes	Femme	200	Echelle Commune	50	50	50	50
Sensibilisation des populations contribuables	Séance de sensibilisation	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Réorganisation du système de perception des taxes	Réunion	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Sensibilisation sur l'importance des pièces d'état civil	Sensibilisation	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Réalisation des activités du lotissement	Sensibilisation	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Recrutement de personnel pour la mairie	Unité	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Recyclage de la commission foncière communale (COFOCOM)	Formation	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Dotation de la COFOCOM et des COFOB en moyens de travail	Kit	7	Echelle Commune	0	3	4	0
Formation des élus locaux sur la gouvernance locale	Formation	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Formation des élus locaux sur	Formation	1	Echelle Commune	0	1	0	0

leurs rôles et responsabilités dans le contexte de la décentralisation							
Mise en place du comité de suivi- évaluation du PDC	Comité	1	Echelle Commune	0	0	0	1
Appuyer une réunion d'évaluation du PDC chaque année	Réunion	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Mise en place d'un cadre de concertation au niveau communal	Réunion	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Appui aux réunions semestrielles du cadre de concertation	Réunion	1	Echelle Commune	1	0	0	0
Formation des élus locaux sur les droits humains et devoir	Formation	1	Echelle Commune	0	1	0	0
Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation des commissions techniques spécialisées	Formation	1	Echelle Commune	0	0	1	0
Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation des commissions techniques spécialisées	Formation	1	Echelle Commune	1	0	0	

## 4.4. Plan d'investissement annuel 2018

Tableau N° 51: Plan d'investissement annuel

Actions	Unité	Quantité	Cout	Montant	Ré	partition p	oar Trimes	stre		Source de finance	ment
			unitair	(en	T1	T2	Т3	T4	Commune	Communautés	Partenaires
			e	millier)				,			
	T	Re		La capacité			1		T _	Т	
Encadrement des producteurs	Session de formation	1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
Sensibilisation des populations Sur les technique culturales	Mission	1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
Identification, formation et équipement des brigadiers phytosanitaire dans les zones d'Akadané et Oly où l'agriculture est pratiquée);	Session de formation	1	1000	1000	0	1000	0	0	0	0	1000
Utilisation des semences améliorées	Sac	2	5	10	0	4	3	3	0	0	10
	Résultat	2 : Les init	iatives po	our la lutte	contre l'ii	nsécurité	alimenta	ire sont de	éveloppées		
Création des BC	BC	1	5500	5500	0	0	0	5500	550	0	4950
Création des BIA	BIA	1	7700	7700	0	7700	0	0	770	0	6930
		Résu	ıltat 3 : La	productio	n animale	amélioré	e et dive	rsifiée			
Construction et approvisionnement des BAB	BAB	1	5000	5000	0	0	0	5000	500	0	4500
Réglementer le fonçage des puits traditionnels	Texte	1	250	250	0	0	250	0	0	0	250
Vaccination du cheptel	Tête	1	250	250	0	250	0	0	0	0	250
Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination	Session de formation	1	250	500	250	0	250		0	0	500
Amélioration génétique de la race	Tête	200	25	5000	1250	1250	1250	1250	500	0	4500

Actions	Unité	Quantité	Cout	Montant	Re	épartition p	par Trime	stre		Source de finance	ment
			unitair e	(en millier)	T1	T2	Т3	T4	Commune	Communautés	Partenaires
Reconstitution du cheptel aux hommes et aux femmes	Tête	200	25	5000	1250	1250	1250	1250	500	0	4500
Formation et équipements des APV;	Session de formation	1	500	500	0	0	500		0	0	500
Sensibilisation	Séance	1	250	250	0	250	0	0	0	0	250
Confection des par feux	ml	400	PM	PM	0	0	0	0	PM	PM	PM
Formation des Producteurs sur la filière lait ;	Session de formation	1	250	250	0	0	250	0	0	0	250
Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité de déstockages des animaux en période difficile ;	Séance	1	250	250	0	0	250	0	0	0	250
Ensemencement des parcours	На	100	PM	PM	0	0	0	0	PM	PM	PM
Réalisation des puits pastoraux modernes ;	Unité	1	19000	19000	0	0	19000	0	0	1900	17100
Traitement et ensemencement des espaces pastoraux;	На	100	500	50000	0	0	50000	0	5000	0	45000
Reboisement dans les places publiques ;	Plant	200	150	3000	0	0	3000	0	0	0	3000
Lutte contre le braconnage ;	mission	1	250	250	0	250	0	0	250	0	0
CES/DRS;	На	100	500	50000	25000	0	0	25000	0	0	50000
Création des pépinières	Pépinière	1	3000	3000	0	3000	0	0	0	0	3000
Formation des pépiniéristes	Session	1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
Renforcement en personnel et matériel au service de l'environnememt	Unité	2	PM	PM	0	0	0	0	PM	PM	PM
Formation des femmes sur les foyers améliorés ;	Session	1	250	250	0	0	0	250	0	0	250
Réalisationn des bandes pare-feux pour lutter contre les feux de brousse;	MI	600	PM	PM	0	0	0	0	PM	PM	PM
Plantation d'arbres ;	Plant	300	150	45000	0	0	45000	0	0	0	45000
Fixation biologiques des dunes	MI	4	7000	28000	0	0	0	28000	2800	0	25200

Actions	Unité	Quantité	Cout	Montant	Ré	partition p	par Trimes	tre		Source de finance	ment
			unitair e	(en millier)	T1	T2	Т3	T4	Commune	Communautés	Partenaires
de sables ;											
Ramassage de plastique autour de la mare d'Akadan; sensibilisation des populations sur les cc	h/j	400	2000	800000	200000	200000	200000	200000	80000	0	720000
Introduction de nouvelles espèces herbacées;	Sac	50	250	12500	0	12500	0	0	12500	0	0
Réorganisation des acteurs	OP	2	250	500	0	0	500	0	500	0	0
Appui aux artisans particulièrement les femmes ;	Femme	10	25	250	0	250	0	0	25	0	225
Formation des jeunes sur des métiers professionnalisant ;	Session	1	250	250	0	250	0	0	0	0	250
Recherche de débouchés aux artisans ;	Plaidoyer	1	300	300	0	0	300	0	300	0	0
Voyage d'études	Voyage	1	1000	1000	0	0	0	1000	0	0	1000
Formation des artisans	Session	1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
Organisation de l'exploitation des carrières en banco	Séance	1	250	250	0	250	0	0	250	0	0
Sensibilisation des parents surtout sur la scolarisation des filles	Session	1	250	250	0	0	250	0	250	0	0
Renouvellement des CGDES	Mission	2	250	500	0	0	0	500	500	0	0
Formation des membres CGDES	Formation	1	250	250	0	0	0	250	0	0	250
Formation des centres de regroupement des écoles	Centres	2	250	500	0	500	0	0	0	0	500
Organisation des sessions de CAPED	CAPED	12	60	720	0	0	0	720	0	720	0
Ouverture des centres de formation en alphabétisation	Centre	2	750	1500	0	0	0	1500	150	0	1350
Approvisionnement des centres en médicaments	Kit	20	1000	20000	0	10000	10000		2000	2000	16000
Sensibilisation des populations sur l'hygiène	Session	1	250	250	250	0	0	0	25	0	225
Sensibilisation de la population	Session	1	250	250	250	0	0	0	25	0	225

Actions	Unité	Quantité	Cout	Montant	Re	épartition <b>j</b>	par Trime	stre		Source de finance	ment
			unitair e	(en millier)	T1	T2	Т3	T4	Commune	Communautés	Partenaires
sur la fréquentation des centres sanitaires											
Amener l'Etat à honorer son engagement sur l remboursement des frais de la gratuité	Plaidoyer	1	250	250	250	0	0	0	250	0	0
Fonçage des puits cimentés	Puits	1	19000	19000		19000	0	0	1900	0	17100
Vulgariser les textes des lois sur la gestion de l'eau	Session	1	250	250	250		0	0	25	0	225
Recherche de nouveaux partenaires	Plaidoyer	1	250	250	0	250	0	0	250	0	0
Amener les délégataires à respecter les contrats	Sensibilisa tion	1	250	250	250	0	0	0	250	0	0
Sensibiliser les populations concernant la réalisation des points d'eau modernes ;	Sensibilisa tion	1	250	250	0	0	0	250	25	0	225
Réhabiliter les puits cimentés en mauvais état (Amoulass)	Puits	2	5000	10000	0	5000	5000	0	1000	0	9000
Renforcer les capacités des comités de gestion des points d'eau (CGPE);	Formation	1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
Sensibiliser les femmes, les hommes et les jeunes filles et garçons sur la nécessité de s'organiser	OP	1	250	250	250	0	0	0	25	0	225
Création des centres alpha pour les femmes, les hommes et les adolescents	Centre	2	750	1500	1500	0	0	0	0	0	1500
Création des AGR pour les femmes	Femme	200	1000	200000	50000	50000	50000	50000	20000	0	180000
Sensibilisation des populations contribuables	Séance	1	250	250	250	0	0	0	250	0	0
Réorganisation du système de	Réunion	1	250	250	250	0	0	0	250	0	0

Actions	Unité	Quantité	Cout	Montant	Ré	épartition j	par Trime	stre	Source de financement		
			unitair e	(en millier)	T1	T2	Т3	T4	Commune	Communautés	Partenaires
perception des taxes				,							
Sensibilisation sur l'importance des pièces d'état civil	Sensibilisa tion	1	250	250	0	250	0	0	250	0	0
Réalisation des activités du lotissement	Sensibilisa tion	1	250	250	0	0	250	0	250	0	0
Recrutement de personnel	Unité	1	PM	PM	0	0	0	0	PM	PM	PM
Recyclage de la commission foncière communale (COFOCOM)	Formation	1	250	250	0	250	0	0	0	0	250
Dotation de la COFOCOM et des COFOB en moyens de travail	Kit	7	150	1050	0	450	600	0	0	0	1050
Formation des élus locaux sur la gouvernance locale	Formation	1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
Formation des élus locaux sur leurs rôles et responsabilités dans le contexte de la décentralisation	Formation	1	250	250	0	250	0	0	0	0	250
Mise en place du comité de suivi-évaluation du PDC	Comité	1	50	50	0	0	0	50	50	0	0
Appuyer une réunion d'évaluation du PDC chaque année	Réunion	1	500	500	0	0	500	0	500	0	0
Mise en place d'un cadre de concertation au niveau communal	Réunion	1	50	50	0	50	0	0	50	0	0
Appui aux réunions semestrielles du cadre de concertation	Réunion	1	50	50	50	0	0	0	50	0	0
Formation des élus locaux sur les droits humains et devoir	Formation	1	250	250	0	250	0	0	0	0	250
Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation des commissions techniques spécialisées	Formation	1	250	250	0	0	250	0	0	0	250

Actions	Unité	Quantité	Cout	Montant	Ré	partition p	ar Trimes	tre		Source de finance	ment
			unitair	(en	T1	T2	Т3	T4	Commune	Communautés	Partenaires
			e	millier)							
Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation des commissions techniques		1	250	250	250	0	0	0	0	0	250
TOTAL				415 210	89 270	118 335	122 487	85 118	5 980	8 720	373 970

Le coût total de ce PIA s'élève à **quatre quinze millions deux cent dix mille** (415 210 000) franc CFA. Les différentes contributions se chiffrent comme suit :

- ✓ Populations bénéficiaires : cinq millions neuf Cent quatre-vingt mille (5 980 000) F CFA soit 1,44%
- ✓ Commune de Bermo: Trente-deux millions cinq cent vingt mille (32 520 000) F CFA, soit 7, 83%
- ✓ Partenaires techniques et Financiers: trois Cent soixante-treize millions neuf cent soixante-dix mille (373 970 000) F CFA soit 93,66%

### V. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE

Dès lors que la commune dispose d'un PDC, sa mise en œuvre est un indicateur très important de son dynamisme parce qu'elle démontre les efforts de réalisation concrète des investissements retenus dans la planification.

Pour y parvenir, le succès dépend étroitement du montage institutionnel de mise en œuvre dont l'opérationnalité est fonction de la définition du rôle des acteurs, de l'ancrage institutionnel, du plan de financement, du mécanisme de suivi évaluation et reprogrammation et des conditions critiques.

#### 5.1 Rôles des acteurs

La définition des rôles des acteurs montre le degré d'implication de chacun dans la mise en œuvre. Les principaux acteurs concernés sont la commune, les populations bénéficiaires, les Services Déconcentrés de l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers.

#### Rôles de la commune

La commune aura pour rôle principal la gestion et le suivi des activités, la mobilisation de sa participation financière, la promotion de son PDC (la diffusion, le lobbying et la recherche du financement du PDC). Elle doit également faire preuve de transparence dans ce rôle car ça constituera un gage de confiance pour certains partenaires.

A travers son conseil communal, elle est responsable de la mise en œuvre du PDC et le financement des actions prévues dépendra de son dynamisme. Elle assurera l'élaboration des dossiers de projets et veillera au respect des mécanismes de pérennisation et d'appropriation des actions qui seront définis de manière claire avec l'implication des bénéficiaires directs.

### Rôles des populations

Les populations doivent participer physiquement, matériellement et financièrement en fonction des circonstances et faire montre d'une adhésion massive au processus de mise en œuvre. Elles doivent assurer la pérennité des actions réalisées dans le respect des mécanismes définis.

#### Rôles des Services Déconcentrés de l'Etat

Ils doivent veiller au respect des normes techniques et administratives, assurer l'encadrement de proximité et le renforcement des capacités des acteurs locaux,

contribuer au plaidoyer et au suivi évaluation des activités pour lesquelles leur concours est nécessaire.

Ils doivent également orienter les élus à travers des rencontres périodiques, leur apporter l'appui conseil nécessaire dans la programmation des activités et mettre à leur disposition toute l'expertise qu'ils possèdent dans le but d'assurer le succès de la mise en œuvre du PDC.

Ils ont enfin pour rôle de veiller au respect des orientations nationales (PDES 2012-2015, Initiative 3N) et des engagements internationaux (ODD).

## • Rôles des partenaires

Les partenaires techniques et financiers de leur côté doivent contribuer à l'encadrement technique, au plaidoyer, à l'évaluation des activités mais surtout au financement des demandes d'appui sur la base des requêtes qui leur seront adressées. Bien entendu, cet appui se fera dans le respect des lois et règlement de notre pays.

## **5.2** Ancrage institutionnel

Les axes stratégiques du PDC de Bermo sont en harmonie avec les axes du PDES et de l'Initiative 3N. Ainsi donc, le PDC est astreint au contrôle de l'Etat par l'intermédiaire de ses services déconcentrés.

L'ancrage institutionnel au niveau départemental se présente de la manière suivante:

- La tutelle administrative est assurée par la préfecture ;
- La tutelle technique est menée par la Direction Départementale du Développement Communautaire et de l'Aménagement Territoriale qui coordonne l'exécution de toutes les actions ;
- La maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune.

## 5.3 Plan de financement

Le financement du PDC relève de la responsabilité de tous les acteurs impliqués c'est-àdire les populations concernées, la commune et les partenaires techniques et financiers. Même si la maîtrise d'ouvrage relève exclusivement de la compétence de la mairie, le financement des actions de développement dépasse largement ses capacités. C'est pourquoi le recours aux PTF se justifie parce qu'aucune commune ne peut évoluer en autarcie. Ainsi, le plan de financement du PDC prévoit que la population participe à hauteur de **soixante-neuf millions deux cent vingt-cinq mille (69 225 000) F CFA** soit 2,06%.

Quant à la commune, sa participation s'élève à cent trois millions cent quarante-cinq mille (103 145 000)F CFA soit 3,07 % du coût total du PDC.

Le montant total du financement à rechercher est de **trois milliards cent quatre-vingt-onze millions deux cent trente mille (3 191 230 000).** F CFA soit 94,88% du coût total du PDC que mobiliseront les partenaires techniques et financiers de la commune et l'Etat.

Ainsi donc, le budget global du PDC de la commune urbaine de Bermo s'élève à **Trois** milliards trois cent soixante-trois millions six cent mille (3 363 600 000) FCFA pendant cinq (5) années.

### 5.4 Dispositif de suivi évaluation et reprogrammation

Un comité chargé du suivi de la mise en œuvre du PDC sera mis en place. Il sera présidé par le Maire et comprendra deux (2) élus (membres de la commission budget et planification ou de la commission Suivi Evaluation), deux (2) cadres techniques qui relèvent des services déconcentrés de l'Etat et au besoin un représentant de l'autorité de tutelle.

Une autre option, consistera à mettre en place un comité de pilotage du PDC qui sera chargé d'en effectuer l'évaluation à la fin de chaque année. Les résultats de ce travail seront transmis diffusés aux populations et aux partenaires. Dans ce cas de figure, la commune doit donc dans un bref délai envisager un dispositif de circulation des informations des villages à la commune. A cet effet, les structures villageoises (SV) joueront leur vrai rôle de structure relais.

## 5.5 Conditions critiques

La mise en œuvre du PDC peut souffrir de certaines situations non maîtrisables et susceptibles de compromettre sa réalisation. Elles sont de plusieurs ordres mais on peu en retenir les suivantes :

✓ L'instabilité politique chronique par exemple, peut aboutir à une situation exceptionnelle de remise en cause de la communalisation ou entraîner le retrait des partenaires techniques et financiers;

- ✓ Une situation de crise de confiance par exemple (détournement de fonds, manque de transparence, etc) peut engendrer un rejet total ou un manque d'intérêt affiché du PDC par le conseil et/ou les populations;
- ✓ Un manque de mobilisation des ressources internes, liée surtout à l'incivisme des populations peut bloquer certains financements ;
- ✓ Enfin, le manque de dynamisme du conseil communal peut engendrer un faible niveau de diffusion du PDC

Telles sont donc les risques à prendre en compte par la commune lors de la mise en œuvre de son PDC

#### **CONCLUSION**

Le processus de révision du PDC a abouti à la production dans un premier temps d'un document dressant la situation de référence de la Commune urbaine de Bermo. En tenant compte des contraintes, prioritaires, et potentialités existantes ainsi que les opportunités qui s'offrent à la commune, il a été procédé à la planification qui a permis de traduire les différentes orientations et objectifs en des actions de développement quantifiées et objectivement réparties tant dans le temps que dans l'espace. Toutes les actions s'inscrivent dans la droite ligne des orientations nationales et internationales (PDES 2012-2015, i3N et ODD).

Pour que ce PDC joue son rôle de vecteur de développement, tous les acteurs doivent se mobiliser pour sa mise en œuvre. C'est ainsi que chaque acteur s'est vu ses rôles clairement définis et dont la viabilité de la commune dépendra beaucoup du respect de ce qui est dévolu à chacun.

Cependant, malgré la complexité de la mise en œuvre d'un PDC, les partenaires et le conseil communal doivent se mobiliser pour renforcer tout d'abord les capacités de tous les acteurs de la mise en œuvre du PDC.

L'implication effective de la population à la base est un facteur de réussite de toutes les actions de développement prévues dans ce document.

# ANNEXE : CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global. : Améliorer les conditions de vies des populations de la commune urbaine de Bermo	Impact: Les conditions de vie des populations de la Commune urbaine de Bermo sont améliorées	Indicateurs d'impact : - Hausse du niveau de vie de la population - Baisse du niveau de la pauvreté - Taux d'accès aux services sociaux de base (taux de scolarité, taux de couverture sanitaire et des besoins en eau, etc.) - Proportion des femmes dans les structures	- Rapports de mission - Etude - Rapports d'enquête - Monographie	<ul> <li>intrusion politique</li> <li>Non participation des populations,</li> <li>Faible mobilisation des moyens financiers</li> <li>Non respect des engagements par les parties engagées</li> <li>Faible capacité technique du conseil et du comité</li> <li>Mauvais montage de dossiers de projets</li> <li>Mauvaise gestion des comités.</li> </ul>
Objectifs spécifiques	Effets	Indicateurs d'effets	Moyens de vérification	Hypothèses
O1: Améliorer et diversifier les productions des secteurs économiques pour une meilleure résilience climatique	E1: les productions des secteurs économiques sont améliorées et diversifiées pour une meilleure résilience climatique	<ul> <li>taux de vulnérabilité des ménages</li> <li>Taux d'accès des ménages aux intrants agricoles et zootechniques</li> <li>Hausse des rendements des principales spéculations</li> <li>hausse de la production du bétail (rendement lait, poids vifs</li> <li>Diminution</li> <li>Diminution du temps de soudure</li> <li>Taux de couverture du sol</li> <li>Espèces réapparues</li> <li>Pourcentage des superficies incultes</li> </ul>	- Rendements à l'ha - Cours des céréales sur les marchés - rapports enquête - rapports Système d'Information sur les Marchés - Rapport d'évaluation de la biomasse -Etudes diverses	<ul> <li>Déficit pluviométrique</li> <li>Pression parasitaires sur les cultures</li> <li>Cherté ses matériels agricoles modernes</li> <li>Cherté des intrants et aliments complémentaires</li> <li>-Aléas climatiques</li> <li>-Surpâturage</li> <li>Exploitation abusive du bois et du couvert végétal.</li> </ul>

O2 : Développer les activités du secteur tertiaire	E2: les activités du secteur tertiaires sont développées.	<ul> <li>pourcentage des villages desservis par des pistes</li> <li>Pourcentage de couverture du réseau téléphone</li> <li>hausse des activités économiques tertiaires</li> </ul>	- Rapport de mission - rapport d'enquête Rapport d'étude	-Non adhésion des populations  - Manque de partenaires techniques et financiers
O3: Améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base	E3:L'accès des populations aux services sociaux de base améliorée	- Hausse du taux de fréquentation des services sanitaires - Hausse du taux de couverture sanitaire - Nombre de points d'eau potable - Taux de fréquentation scolaire - Taux de scolarisation - Baisse du taux de malnutrition	- rapport de mission - Enquêtes - rapports périodiques des services - PV de réception des infrastructures	<ul> <li>Absence des PTF</li> <li>Taux d'échec des ouvrages hydrauliques élevé</li> <li>mauvaise gestion des COGES</li> <li>Mobilisation des apports personnels des populations</li> </ul>
O4: Améliorer l'autonomisation de la femme et les conditions de vie des jeunes (filles et garçon).	E4: L'autonomisation de la femme et les conditions de vie des jeunes (filles et garçon) sont améliorées.	- Proportion des femmes exerçant une activité économique - revenu moyen des femmes - Proportion des femmes dans les structures locales - Proportion de femmes dirigeantes d'organisations - Taux de mortalité infantile - Proportion des femmes au sein des structures	- Enquêtes -Organisations féminines agréées - rapports des directions de la promotion de la femme	Maque d'un système de sécurisation des fonds au niveau local     Capacités de gestion limitée des membres, des comités de gestion     Manque de partenaire Financiers des AGR
O5 : Améliorer la gouvernance locale	E5 : la gouvernance locale est améliorée	-Taux de recouvrement des taxes et impôts améliorés -Le taux de mise en œuvre du PDC	- Rapport de mission - rapport d'enquête	Incapacités du conseil à animer véritablement la commune, à mobiliser les ressources financières externes et à mettre en œuvre le PDC
HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATE	HRC DECRECH TATE	OURCES et MOYEN DE VERIFICATION	HVPATHESES/RISALES

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES				
	IMPACT : conditions de vie de la population am	éliorées					
	Résultat 1:la capacité des producteurs est renforcée						
	Act1:Encadrement des producteurs	Rapport de formation	Manque de financement ou stabilité politique				
	Act2:Sensibilisation des producteurs sur les techniques culturales	Rapport de mission	///				
	Act3:Former les OP en gestion et vie associative	Rapport de formation	///				
	Act4:Identification des brigadiers phytosanitaire	Rapport de mission	///				
	Act5:Formation et équipement des brigadiers	Rapport de formation	///				
	Act6:Alphabétisation des comités de gestion	Rapport de mission	///				
	Act7:Utilisation des semences améliorées	PV de réception	///				
	Résultat 2:Les initiatives pour la lutte contre l'insécur	rité alimentaire sont dévelop	pées				
	Act1:Création et approvisionnement des BC	PV de réception	///				
	Act2:Création et approvisionnement des BIA	PV de réception	///				
	Act3: Aménagement et des mares	Rapport de mission	///				
	Act4:Construction et approvisionnement des BIZ	PV de réception	///				
	Résultat 3:La production animale améliorée et divers	ifiée					
	Act1: Construction et approvisionnement des BAB	PV de réception	///				
	Act2:Réglementer le fonçage de puits traditionnels	PV de réception	///				

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES
Effet 1 des mus de et ens des sectores	Act3:Vaccination du cheptel	Rapport de mission	///
Effet 1:les productions des secteurs économiques sont améliorées et	Act4:Sensibilisation des éleveurs sur la vaccination	Rapport de mission	///
diversifiées pour une meilleure résilience climatique	Act5:Amélioration génétique de la race	PV de réception	///
	Act6:Dotation en logistique aux services d'élevage de Bermo	PV de réception	///
	Act7: formation et équipements des APV;	Rapport de formation	///
	Act8:délimitation des aires de pâturage dans la zone sud ;	Rapport de mission	///
	Act9:Reconstitution du cheptel aux hommes et aux femmes ;	PV de réception	///
	Act10:Construction et équipement des cases de santé vétérinaires	PV de réception	///
	Act11:Sensibilisation de la population sur le feux de brousse	Rapport de mission	///
	Act12:confection des par feux	Rapport de mission	///
	Act3Equipement du Poste d'élevage de Bermo en chaîne de froid;	PV de réception	///
	Act13:Formation des Producteurs sur la filière lait	Rapport de formation	///
	Act3Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité de déstockages des animaux en période difficile	Rapport de mission	///
	Act14:Ensemencement des parcours;	Rapport de mission	///
	Act14:Réalisation des puits pastoraux modernes	PV de réception	///
	Act15:Traitement et ensemencement des espaces pastoraux ;	Rapport de mission	///
	Résultat 4: Terres et couvert végétal restaurés		
	Act1:Reboisement dans les places publiques	Rapport d'activité	///

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES
	Act2:Lutte contre le braconnage ;	Rapport de mission	///
	Act3Fixation des dunes;	Rapport d'activité	///
	Act4:CES/DRS;	Rapport de mission	///
	Act5:Création des pépinières et formation des pépiniéristes ;	Rapport de formation	///
	Act6:Renforcement en personnel et matériel au service de l'environnement;	Ordre d'affectation	///
	Act7:Fixation des dunes	Rapport de mission	///
	Act8: formation des femmes sur les foyers améliorés ;	Rapport de formation	///
	Act9:Sensibilisation des populations sur la gestion des ressources ;	Rapport de mission	///
	Act10:introduction d'une politique de substitution du bois énergie ;	Rapport de mission	///
	Act11:réaliser des bandes pare-feux pour lutter contre les feux de brousse;	Rapport de mission	///
	Act12:plantation d'arbres;	Rapport d'activité	///
	Act13:fixation biologiques des dunes de sables	Rapport d'activité	///
	Act14: Aménagement de la mare d'Akadané ;	Rapport d'activité	///
	Act15:Réhabilitation de la digue de la mare d'Akadané	Rapport d'activité	///
	Act16:Ramassage de plastique autour de la mare d'Akadané; sensibilisation des populations sur les changements climatiques;	Quantité de plastique et les états de payement	///
	Act17:introduction de nouvelles espèces herbacées;	Rapport d'activité	///
	Résultat 5: Les infrastructures i	marchandes construites et aména	gés

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES				
	Act1:Réorganisation des acteurs	Rapport d'activité	///				
	Act2:Appui aux artisans particulièrement les femmes ;	Rapport d'activité	///				
	Act3Formation des OP sur la filière bétail ;	Rapport de formation	///				
	Act4:Construction des routes ;	PV de réception	///				
	Act5:Formation des jeunes sur des métiers professionnalisant ;	Rapport de formation	///				
	Act6:Construction d'un centre artisanal;	PV de réception	///				
	Act7c:onstruction d'un marché moderne dans la commune	PV de réception	///				
	Act8:Réhabilitation de l'abattoir de Bermo ;	PV de réception	///				
	Act9:Recherche de débouchés aux artisans ;	Rapport de mission	///				
	Act10:Voyage d'études e	Rapport de mission	///				
	Act11:formation des artisans	Rapport de formation	///				
Effet 2:Les activités du secteur tertiaires sont développées	Résultat 6 : Aménager les infrastructures de transport, con	nmunication					
sont developpees	Act1:Extension de la couverture en réseau par les opérateurs mobiles Airtel et Orange Niger;	PV de réception	///				
	Act2: construction d'une piste latéritique reliant Dakoro-Bermo-Akadané oly ;	PV de réception	///				
	Résultat 7: Utilisation des énergies renouvelable et électrique améliorée						
	Act1:Utilisation des sources d'énergie renouvelable	Rapport de mission	///				
	Act2:Electrifier les centres de Oly,Akadané Tacha	PV de réception	///				

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES
	Résultat 8: Système éducatif amélioré	•	
Effet 3: L'accès et utilisation des services sociaux de base améliorés	Act1:Doter l'inspection d'un bureau ; d'un logement ; d'un véhicule et des motos	PV de réception	///
	Act2Sensibilisation des parents surtout sur la scolarisation des filles	Rapport de mission	///
	Act3Renouvellement et Formation des membres des CGDES	Rapport de formation	///
	Act4:Former les centres de regroupement des écoles	Rapport de formation	///
	Act5:Organisation des cessions de CAPED	Rapport de mission	///
	Act6:Création des centres de formation en alphabétisation	Rapport d'activité	///
	Résultat 9: L'accès aux soins de santé facilité		
	Act1:Construction et équipement des infrastructures sanitaire	PV de réception	///
	Act2:Approvisionnement des centres en médicaments	PV de réception	///
	Act3Sensibilisation des populations sur l'hygiène	Rapport de mission	///
	Act4:Sensibilisation de la population sur la fréquentation des centres sanitaires	Rapport de mission	///
	Act5:Réhabilitation du CSI	PV de réception	///
	Act6:Création des CSI	PV de réception	///
	Act7:Formation et ou recyclage des membres de COGES	Rapport de formation	///
	Act8: Amener l'Etat à honorer son engagement su l remboursement des frais de la gratuité	Lettre administrative	///
	Résultat10 : L'accès à l'eau potable pour les hommes, les f améliorés	emmes ainsi que les conditions	s d'hygiène assainissement

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES
	Act1:Construction des points d'eaux moderne	PV de réception	///
	Act2:Vulgariser ls textes des lois sur la gestion de l'eau	Rapport de mission	///
	Act3:Recherche de nouveaux partenaires	Rapport de mission	///
	Act4: Amener les délégataires à respecter les contrats	Rapport de réunion	///
	Act5:Sensibiliser les populations concernant la réalisation des points d'eau modernes ;	Rapport de mission	///
	Act6:Réaliser de nouvelles Mini AEP;	PV de réception	///
	Act7:Réaliser des PMH ;	PV de réception	///
	Act8:Réaliser des puits cimentés;	PV de réception	///
	Act9:Construction des canaux d'évacuation	PV de réception	///
	Act10:Réhabiliter les puits cimentés en mauvais état (Amoulass);	PV de réception	///
	Act11:Renforcer les capacités des comités de gestion des points d'eau (CGPE)	Rapport de formation	///
Effet 4:L'autonomisation de la femme et les conditions de vie des jeunes (filles et	Résultat 11 :La vulnérabilité socioéconomique des fem	nmes; hommes et des jeunes	( filles et garçons )réduite
garçons) sont améliorées	Act1:Sensibiliser la population sur la nécessité de s'organiser	Rapport de mission	///
	Act2:Création des centres alpha	Rapport d'activité	///
	Act3:Création des AGR pour les femmes	Liste des bénéficiaires	///
	Act4: Mise en place de matériel d'allégement des taches ménagères	PV de réception	///
	Résultat 12 : Les personnes (hommes et femmes) en situati	on d'handicap et les personnes	âgées ont bénéficié d'appui

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES
	Act1:Création des emplois pour les femmes ; les hommes et les jeunes (filles et garçons)	Nombre d'emploi et arrêté de recrutement	///
Effet 5: La gouvernance locale améliorée	Résultat 13 : Le taux de recouvrement des taxes rehau	issé ///	
	Act1:Sensibilisation des populations contribuables	Rapport de mission	///
	Act2:Réorganisation du système de perception des taxes	Rapport de réunion	///
	Résultat 14 : La capacité organisationnelle et institutionnelle d	le la commune est renforcée et les	conflits fonciers sont atténués
	Act1:Réalisation des activités du lotissement	Rapport d'activité	///
	Act2:Recrutement de personnel pour la mairie	Arrêté de recrutement	///
	Act3:Recyclage de la commission foncière communale (COFOCOM)	Rapport de formation	///
	Act4:Parachèvement de la Mise en place des commissions foncières de base (COFOB)	Rapport de mission	///
	Act5:Dotation de la COFOCOM et des COFOB en moyens de travail	PV de réception	///
	Act6:Formation des élus locaux sur la gouvernance locale	Rapport de formation	///
	Act7:Formation des élus locaux sur leurs rôles et responsabilités dans le contexte de la décentralisation	Rapport de formation	///
	Act8:Mise en place du comité de suivi-évaluation du PDC	PV de réunion	///
	Act9:Appuyer une réunion d'évaluation du PDC chaque année	PVde réunion	///
	Act10:Mise en place d'un cadre de concertation au niveau communal	PV de réunion	///
	Act11:Appui aux réunions semestrielles du cadre de concertation	PV de réunion	///

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DES RESULTATS	SOURCES et MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES/RISQUES
	Act12: Aménagement des marchés à bétail de Akadaney et Oly	PV de réception	///
	Résultat 15: Les questions relatives aux droit de l'Homme et devoir sont bien appréhendées		
	Act1:Formation des élus locaux sur les droits humains et devoir	Rapport de formation	///
	Act2:Formation des élus locaux sur l'opérationnalisation des commissions techniques spécialisées	Rapport de formation	///
	Act3:Formation des leaders d'opinions sur les droits humains et devoir	Rapport de formation	///
	Act4:Réhabilitation de la radio communautaire	Rapport d'activité	///